

ASIE

Macao

Le gouvernement cherche avant tout à protéger les intérêts des « capitalistes patriotes » chinois

Alors que l'intervention indonésienne au Timor-Orient a pratiquement mis fin au rôle du Portugal dans ce territoire, qu'il administrait depuis quatre siècles, Macao, la plus ancienne colonie occidentale en Extrême-Orient, demeure la dernière parcelle d'un empire qui s'étendait sur les quatre continents. Ce territoire ne demande pas l'indépendance, comme l'ont fait les autres colonies portugaises ; il sera progres-

sivement doté d'un statut qui donnera au gouverneur un pouvoir étendu. Première phase de la « décolonisation » de Macao, la garnison portugaise — une centaine d'hommes — a quitté mardi 30 décembre le petit territoire. Elle est remplacée à partir du 1^{er} janvier par une force intérieure de sécurité. Mais l'avenir de Macao dépend moins de Lisbonne que des « capitalistes patriotes » chinois.

De notre envoyé spécial

indirecte « n'est qu'une farce » et « les représentants chinois seront manipulés par les plus riches ». Mais, depuis avril, le C.D.M., dont le candidat a échoué lors des élections pour la désignation du représentant de Macao à l'Assemblée nationale portugaise, est en perte de vitesse. Il est certain qu'au sein même de l'équipe du gouverneur se sont manifestées de vives oppositions à une politique jugée inconditionnellement favorable aux capitalistes chinois. Au début de l'été, par exemple, l'officier géant Radio-Macao laissait diffuser, au nom de la liberté d'expression, un long commentaire de l'agence Tass sur Macao, « centre de toutes sortes de machinations et de spéculations semi-légales réalisées par Pékin ». Les Chinois ont été ulcérés d'entendre un commentateur de Tass émettre leurs propres jugements sur le territoire de Macao. Le gouverneur s'est trouvé dans une position inconfortable. Il est hors de doute qu'il a saisi le prétexte d'un pseudo coup d'État pour évincer les officiers ouvertement hostiles à sa politique.

Le gouverneur s'est rangé aux côtés des éléments modérés, a évincé les militaires jugés par lui trop à gauche, et s'est entouré d'officiers dont certains admettent le général Spínola. Mais, en même temps, il s'est coupé du C.D.M., seule force qui se situe dans la ligne du programme du M.P.L.A. Il est aujourd'hui appuyé par l'Église et les Chinois.

Le retrait de la garnison ne peut que renforcer le pouvoir du colonel Leandro. Jusqu'à présent, le gouverneur était aussi le commandant en chef des forces portugaises basées dans la colonie, mais les officiers des deux armées de terre et de mer dépendaient également de leur quartier général à Lisbonne : ce qui leur donnait une certaine autonomie vis-à-vis du gouverneur. Cette ambiguïté dans la répartition des pouvoirs, qui a été à l'origine des différents incidents survenus au cours de l'été entre le colonel Leandro et des officiers se réclamant de l'esprit du M.P.L.A., est désormais levée.

Les opposants reprochent surtout au gouverneur l'échec de sa politique en faveur des « taipans » (commerçants chinois). L'économie de Macao se porte mal. Le gouvernement a perdu le C.E.R., à partir du 1^{er} octobre, des tarifs préférentiels (le Marché commun absorbe 80 % des exportations de Macao, et la France est son premier partenaire européen), mais la balance commerciale demeure déséquilibrée. De nombreuses sociétés textiles sont en difficulté, le chômage stagne, et la « flotte » de la monnaie locale s'est effondrée cet été. Elle « flotte » depuis le milieu de septembre, victime d'une dévaluation de l'ordre de 10 % par rapport au dollar de Hongkong, avec lequel elle était à parité. Au début de l'été, le gouverneur a essayé de soutenir la monnaie et a contracté auprès des banques locales un prêt à 6,5 % de 30 millions de dollars (Hongkong).

Vietnam

Le remodelage des provinces montre que la réunification est déjà réalisée

Si 1975 a été l'année de la victoire totale des révolutionnaires vietnamiens, 1976 sera celle de la réunification du pays. « La grande victoire du printemps 1975 nous fait entrer dans une nouvelle période, celle de l'achèvement de la réunification nationale et de la construction du socialisme dans tout le pays, rapidement, fermement et solidairement », vient de déclarer le président Ton Duc Thang, chef de l'État du Nord. Des élections auront lieu au cours du premier semestre de 1976 : l'unité du Sud et du Nord sera alors réalisée de fait.

Il s'agit en grande partie d'une formalité. Déjà, dix mille cadres techniques politiquement « sûrs », venus du Nord, travaillent au Sud, où le recadrage idéologique commence à porter ses fruits. Le plan quinquennal, le pilotage par des équipes sudistes d'usines américaines saisis par les soldats du Nord. Le remodelage administratif montre aussi que le 17^e parallèle a définitivement disparu : c'est ainsi que les deux provinces sudistes de Quang-Tai et de Thuan-Thien (Hue) forment une province unique avec la circonscription nordiste de Quang-Binh. Toute la carte administrative est d'ailleurs bouleversée : les anciens découpages, au Nord comme au Sud, dis-

paraissent au profit de provinces plus étendues. Parmi les problèmes importants restant à régler (il ne sera pas avant longtemps) figure celui de l'homogénéisation des deux économies. Au Nord, d'autre part, les conditions de vie se sont nettement améliorées depuis 1973-1974. Mais la population continue de migrer contre une bourse mensuelle de 100.000 dollars, et elle se demande pendant combien de temps encore elle va continuer de payer les dettes de la guerre. Un certain malaise est d'ailleurs perceptible dans les grands charbonnages de Hong-Gai. La production d'anthracite serait assez bonne (5 millions de tonnes en 1975), mais les ouvriers auraient décidé de s'opposer aux ordres hiérarchiques par une certaine inertie sur les chantiers. Le charbon étant réservé à l'exportation — il est une source importante de devises — les travailleurs auraient pris prétexte du fait qu'ils courent à l'enrichissement du pays pour demander quelques privilèges sur le plan alimentaire, puis, aussi bien, en dépit d'un hiver rigoureux, nul ne peut se chauffer. Le ministre du plan serait venu étudier la situation sur place, comme l'avaient fait, il y a plusieurs années, d'autres personnalités dirigeantes. (A.F.P.)

PHILIPPE PONS.

AFRIQUE

Angola

Le M.P.L.A. prépare une offensive avant la réunion de l'O.U.A.

(Suite de la première page.)

Depuis, les éditoriaux de la presse et les discours officiels ont repris ces attaques, qui marquent une nouvelle étape dans l'action du M.P.L.A. Sans négliger le rôle de l'« agression étrangère » et du bloc économique qui s'ébauche, le Mouvement se sent assez fort pour mettre fin à l'indiscipline et à l'anarchie qui règnent dans certains secteurs de la vie économique et politique.

Luanda tendait à devenir un monstre ingouvernable. La population est consciente d'avoir joué naguère un rôle décisif pour en chasser le Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.). Beaucoup estiment donc qu'ils ont terminé leur guerre et qu'ils n'ont plus qu'à jouir des bienfaits de l'indépendance. Cette nonchalance est très sensible dans le port, qui devient, avec le débarquement de matériel militaire, un centre stratégique vital. Or les responsables syndicaux admettent eux-mêmes que le rythme du travail y est déplorable. De plus, le cou-

lage — est important. Il affecte, par exemple, 50 % des denrées alimentaires qui transitent par le port. Cette situation est difficilement acceptable lorsque l'on sait que les difficultés rencontrées par la population de la ville pour se ravitailler. Le même relâchement, dans une mesure toutefois moindre, se retrouve dans de nombreuses entreprises.

Ce climat d'indiscipline n'épargne pas les Forces armées de la République (FAPLA). Le 18 décembre, une unité a refusé de monter prendre position sur le front septentrional, en prétendant que la qualité de la nourriture était trop mauvaise. En fait, les meneurs, qui ne semblent pas se rendre compte de la gravité de leur geste, désiraient seulement passer la fin de la semaine dans la capitale.

Dans les campagnes, les responsables se heurtent aux résistances que les milieux traditionnels opposent à toute réforme profonde. La constitution de coopératives souffre, certes, du manque de cadres, mais l'idée d'une exploitation collective

de la terre a du mal à s'imposer. Ces résistances ne se rencontrent pas dans les régions des grandes propriétés latifundistes, où la nationalisation de tous les biens abandonnés par leurs anciens propriétaires n'a pas provoqué une démotivation du prolétariat agricole. Après avoir repoussé les revendications d'une petite bourgeoisie africaine qui souhaitait récupérer les terres que les colonisateurs lui avaient confisquées, les ouvriers ont saisi l'essentiel des récoltes, assuré l'entretien des plantations et remis en route les quelques usines de transformation des produits alimentaires, au point que certaines régions ont pu, en partie au moins, reprendre l'écoulement de leur production vers les grandes villes. Mais seules des importations massives permettront de ravitailler dans l'immédiat la population urbaine, même si les conditions météorologiques ont été, cette année, particulièrement favorables : la moisson que les paysans, inquiets de leur avenir, ont planté à la hâte en septembre sera récoltée dès janvier.

Malawi

La persécution des Témoins de Jéhovah se poursuit

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — « Jamais depuis l'indépendance, au siècle dernier, des chrétiens de l'Ouganda, sous le roi Mwanga, on n'a connu de campagne aussi résolue à exterminer une secte religieuse en raison de la foi qu'elle professe », écrit le *Daily Nation* de Nairobi à propos des récentes persécutions de Témoins de Jéhovah au Malawi.

De rapports de membres de la secte, qui auraient été corroborés par des témoins indépendants, font état de vols et de tortures, sans parler de la confiscation de tous les biens de ceux qui refusent d'adhérer au parti. Le Congrès malawite, parti unique du président Kamuzu Banda. En Zambie, pays limitrophe du Malawi, on continuait en octobre dernier l'arrivée, dès le 18 septembre, d'un premier groupe de deux cents réfugiés. En l'espace de quatre semaines, trois mille autres membres de la secte se valent suivis. Ils étaient venus du Mozambique par le Malawi, où, selon un témoin, « ils n'avaient pas pu retrouver place, leurs parents étant occupés par le parti ». C'est fin 1972 que victimes des premières persécutions, quelque vingt-quatre mille Témoins de Jéhovah avaient fui le Malawi et s'étaient réfugiés au Mozambique.

Leur nombre avait augmenté depuis lors, et le 25 juin dernier, date de l'indépendance du Mozambique, ils étaient plus de trente mille. Les nouvelles autorités de Lourenço-Marques leur ont alors promis qu'ils ne seraient pas inquiétés et qu'ils pourraient travailler comme de simples citoyens. Le gouvernement du Malawi a annoncé, de son côté, qu'il acceptait de les laisser rentrer chez eux et leur garantissait leur sécurité.

Amorcé en août, leur rapatriement a pris une tout autre tournure. Les Témoins de Jéhovah, qui ont trouvé leurs biens saisis, et comme ils ont du nouveau refusé d'adhérer au parti unique et de chanter l'hymne national, ont été accusés de trahison et de sabotage par leur foi. — Ils ont été molestés par les « jeunes pionniers » du parti du Congrès sous les yeux d'une police complaisante. Des rapports de l'organe de la secte, la *Tour de Garde*, cités par l'hebdomadaire britannique *The Observer*.

M. ABBASSI (Tunisie)
SUCCEDE A M. MALAUD
A LA TÊTE DES VILLES JUMELÉES

Le conseil exécutif de la Fédération mondiale des villes jumelées s'est récemment réuni à Cabourg. M. Azeddine Abbassi, ancien maire de Tunis, a été élu président de l'organisation internationale pour 1976 ; il succède à M. Philippe Malaud, qui reste membre de la présidence collégiale. Au cours de la session, a été inauguré un centre international des Jeunes des Villes Jumelées, où doit avoir lieu la prochaine « Journée mondiale des cités unies », consacrée à l'habitat. Le conseil exécutif de la Fédération a adopté à l'unanimité une résolution soutenant l'Union des villes africaines, officiellement créée à Dakar les 21 et 22 novembre dernier et dont le principe avait été adopté lors de la conférence de Lomé (le *Monde* daté 6-7 août).

Le soutien apporté par la F.M.V.J. à l'Union des villes africaines, constituée avec le parrainage de l'O.U.A., est destiné à marquer sa détermination vis-à-vis de la Fédération concurrente, l'Association et d'Afrique Citées, créée le 30 octobre dernier au Caire, et que la F.M.V.J. et d'autres organisations accusent d'être très favorable aux États-Unis.]

PHILIPPE PONS.

L'absence

de cadre législatif

La disparité de ces situations rendent bien entendu les grandes différences de développement entre les villes et les campagnes, d'une part, et entre les campagnes elles-mêmes. Elle a été accentuée par l'inegalité de l'implantation politique du M.P.L.A., l'impact variable de la guerre, et la grande faiblesse des moyens de communication (il est, par exemple, impossible de téléphoner d'une ville à l'autre).

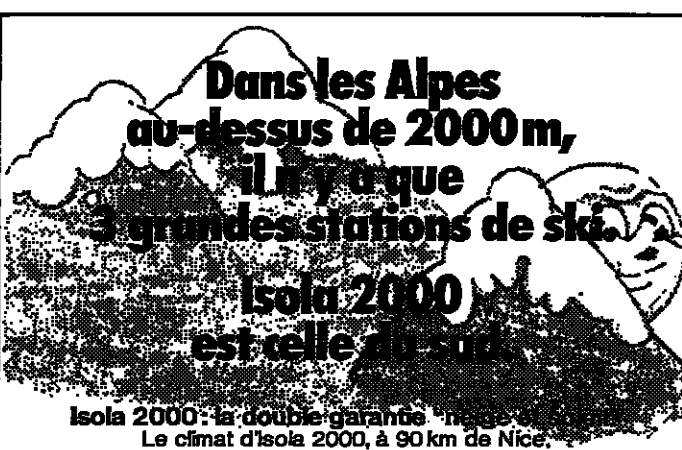
Mais comment mener une seule et même politique dans toutes la République en l'absence d'un cadre législatif ? C'est donc à cette tâche que se sont attachées en priorité le Conseil de la révolution et le gouvernement. Les lois fondamentales sur la santé, l'éducation ne l'ont pas été publiées. Tous les textes prévoyant que le gouvernement et ceux qui le représentent n'ont qu'un rôle d'exécution sous la direction des organes suprêmes du M.P.L.A.

Le « pouvoir populaire » a un droit de contrôle sur l'exécution des décisions à l'échelon local. Il peut même mettre son veto à la nomination de responsables locaux. Il doit, enfin, recevoir les moyens de faire parvenir à la direction du M.P.L.A. les revendications et les suggestions de la base.

L'orientation générale des lois édictées engage la République populaire dans un socialisme plus radical qu'on ne s'y attendait au général. La nationalisation de la médecine (soins gratuits pour tous) et la primauté accordée à l'éducation de masse restent, certes, du domaine des intentions. Mais leur mise en application, même embryonnaire, comme celle des autres mesures qui doivent couvrir toutes les activités du pays, devrait au moins permettre de poser les fondements de l'État.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

RENÉ LEFORT.



Dans les Alpes au-dessus de 2000 m, il n'y a que grandes stations de ski.
Isola 2000 est celle.
Isola 2000 : la double garantie
Le climat d'Isola 2000, à 90 km de Nice, est unique dans les Alpes.
Nous sommes tellement sûrs de notre ensoleillement et de notre enneigement que nous vous les garantissons par écrit (remboursements sous forme de séjours ou de forfaits) !
De plus, si après 7 jours de leçons par la méthode de ski évolutif, un débutant ne parvient pas à passer sa première étoile, son forfait lui est intégralement remboursé.
Isola 2000 : des appartements pleine neige, plein soleil.
Tous les studios et appartements d'Isola 2000 donnent directement sur les pistes : on peut chausser juste devant sa porte.
Si un jour vous décidez d'acheter, vous serez sûr de mieux louer (Isola 2000 s'en charge pour vous : rentabilité 7% assurée).
Commencez par louer vous-mêmes et vous comprendrez vraiment pourquoi !
isola 2000
La douceur du nord sous le soleil du sud.
Isola 2000 - 21 rue de la Paix, 75002 Paris - Tél. 01.47.80.20
Maison d'Isola, 06420 Isola 2000 - Tél. 04.92.02.70.50
Consultez votre Agent de Voyages.

12

jeants maronites artition du pays

Le leader du parti national libéral a également affirmé que le 31 décembre, à un découpage, reprise des combats, peu banlieue de Beyrouth, notamment chrétien) et de Ras-El-Nabaa

Le leader du parti national libéral a également affirmé que le 31 décembre, à un découpage, reprise des combats, peu banlieue de Beyrouth, notamment chrétien) et de Ras-El-Nabaa

Le leader du parti national libéral a également affirmé que le 31 décembre, à un découpage, reprise des combats, peu banlieue de Beyrouth, notamment chrétien) et de Ras-El-Nabaa

Le leader du parti national libéral a également affirmé que le 31 décembre, à un découpage, reprise des combats, peu banlieue de Beyrouth, notamment chrétien) et de Ras-El-Nabaa

NDANCE

douloureux

scènes culturelles et géographiques. Mais nous ne sommes pas dans le cadre fermé de la « devise » et du « symbole », et de l'histoire dans son environnement. Que la part soit faite à la France et à la Syrie, il faut en dire à demander à Michel Foucault, qui a écrit sur les quel-ques pages de l'ouvrage fondamental de la partie nationale de 1943, quand toutes les références à l'histoire et à la France ont été effacées et les différences supprimées. Quand l'existence de la communauté maronite ne paraît pas être définie par opposition aux autres.

Le ton du discours des maronites est donc celui d'un peuple qui se définit par son histoire, par son territoire, par son identité, par son appartenance à une communauté.

De mauvaises frontières

Le ton du discours des maronites est donc celui d'un peuple qui se définit par son histoire, par son territoire, par son identité, par son appartenance à une communauté.

EUROPE

Italie

Hostile à des élections anticipées le parti communiste souhaite le maintien du gouvernement Moro

De notre correspondant

Rome. — Le parti communiste italien est catégoriquement opposé à l'ouverture d'une crise gouvernementale, telle qu'elle a été suggérée le 31 décembre dans l'Avanti par M. De Martino, secrétaire du parti socialiste. L'Unità explique ce vendredi matin 2 janvier qu'une crise de gouvernement ouverte dans les conditions actuelles serait longue, inutile et pourrait aboutir à des élections anticipées que nous refusons et qui ne seraient pas positives pour le développement du processus démocratique.

Le parti communiste a toujours refusé une consultation électorale anticipée qui risquerait de se transformer en un combat singulier avec la démocratie chrétienne. Cette bipolarisation serait tout à fait contraire à l'esprit du « compromis historique » qui vise à regrouper toutes les forces démocratiques du pays, des catholiques aux communistes en passant par les socialistes.

L'appel des communistes sera-t-il entendu par les socialistes, bien décidés, pourtant, à faire tomber le gouvernement de M. Aldo Moro et dont la direction se réunit les 7 et 8 janvier prochains ? (Le Monde du 1^{er} janvier.) M. Moro sera-t-il sauvé par les communistes ?

La démocratie chrétienne rejette, de son côté, l'éventualité d'une confrontation électorale avec les communistes. Il convient d'éviter, écrit ce vendredi, l'Unità, le quinquennat de la démocratie chrétienne, une situation qui « verrait les socialistes confondus dans un regroupement de gauche et la démocratie chrétienne confondue dans un regroupement de droite ».

En ouvrant une crise, les socialistes espèrent sans doute reconstruire un centre-gauche dans lequel ils joueraient un rôle moteur, et qui empêcherait un dialogue direct entre la démocratie chrétienne et le parti communiste. M. Aldo Moro présentera, dans

les prochains jours, un plan de redressement économique au Parlement. L'Unità écrit : « Si le Parlement n'approuvait pas des mesures nécessaires et justes pour l'économie, les travailleurs seraient victimes d'une grave crise capitaliste. C'est cela que nous voulons éviter. » Ces mesures destinées à sauvegarder l'emploi dans différents secteurs industriels particulièrement menacés pourraient donc être approuvées par les communistes et rejetées par les socialistes. C'est ce qui s'est déjà passé récemment à propos du projet de loi sur la libéralisation de l'avortement. Une question se pose alors : la démocratie chrétienne ne pourrait-elle plus gouverner qu'avec l'appui du parti communiste ? (L'Unità.)

Ignorant la minorité macédonienne, le dernier recensement bulgare inquiète les Yougoslaves

De notre correspondant

Vienna. — Selon les résultats du recensement réalisé en Bulgarie au début du mois de décembre, la population de ce pays s'élève à 7 730 000 habitants (soit un accroissement de 8 % en dix ans, dont 800 000 (8 %) résident dans les villes et 3 770 000 (42 %) à la campagne. La capitale, Sofia, compte 985 000 habitants.

L'administration bulgare des statistiques fournit la plupart des données habituellement recueillies lors des recensements : répartition par âge, profession, etc. Toutefois, selon l'agence yougoslave Tass, une seule donnée manquerait : celle de la structure nationale de la population. Il faut donc en conclure, écrit l'agence, que tous les habitants de la Bulgarie sont des Bulgares. Les Yougoslaves voient donc renforcées les craintes qu'ils avaient exprimées lors du lancement de cette opération.

Porto. — Au cours d'une manifestation de soutien aux prisonniers politiques, les forces de l'ordre, tirant sur la foule, ont fait trois morts et six blessés le 1^{er} janvier à Porto. À l'appel du Comité d'appui aux antifascistes et révolutionnaires emprisonnés (CAARP), auxquels s'étaient joints les parlers d'extrême gauche, de vingt à vingt-cinq mille personnes se sont retrouvées, dans l'après-midi du 1^{er} janvier, sous les murs de la prison de Custodia, dans la proche banlieue de Porto. Les gens s'y étaient rendus en famille, et, en dépit du motif qui les réunissait, l'atmosphère était plutôt bon enfant. La garde nationale républicaine (G.N.R.), très généralement détestée en raison de son rôle à l'époque salazar-

iste, était là, mais peu nombreuse, pour faire respecter l'ordre. Lors des deux précédentes manifestations organisées par le CAARP pour réclamer la libération des officiers soldats et civils arrêtés à la suite des événements du 25 novembre — notamment les quelques deux cents personnes encore emprisonnées à Custodia — c'était la police militaire qui était de faction. Elle s'était montrée assez brutale, notamment la veille de Noël. Les militants qui encadraient la foule le 1^{er} janvier s'employaient à faire respecter les mots d'ordre prévus : « Libération immédiate des révolutionnaires emprisonnés ! », « La lutte continue ! », « La victoire est certaine ! », qu'on faisait scandaler entre l'Internationale et Grand-Villa Moreira, la chanson du 25 avril.

Nerveuse, la garde républicaine a cherché à garder la porte principale où se faisaient normalement le va-et-vient des familles venues visiter les détenus. Les manifestants, qui s'élevaient de se rendre plus tard au quartier général de la région Nord, attendaient le message du capitaine Paulino, du régime de paracachutistes de Tanco, que les responsables de la prison s'étaient engagés à leur transmettre. Il semblerait que ce texte du prisonnier fut effectivement lu, mais la foule ne l'a pas entendu. Elle exigea alors sa venue.

C'est vers 18 heures que s'est produit l'incident qui allait entraîner l'arrestation d'un manifestant. Le responsable de l'administration est sorti de l'enceinte pénitentiaire. Elle s'est trouvée bloquée par la foule encore très compacte. Rebroutissant encore le conducteur lui fait repasser la porte de la prison, déclenchant une réaction joyeuse de cette foule, les gens criant : « Victoire ! Victoire ! ».

De nombreuses voitures appartenant aux gardes, l'un d'eux tombe de cheval pendant que la foule pousse brutalement vers la porte. L'ordre est alors donné de tirer.

Portugal

TROIS MORTS ET SIX BLESSÉS A PORTO Les autorités assurent que les forces de l'ordre n'ont fait que répondre à une provocation

Correspondance

d'abord en l'air ; puis les gardes à pied et ceux qui se trouvent dans les miradors de la prison tirent à la mitrailleuse sur la foule qui fuit dans un désordre effréné. On relève trois morts : un jeune Allemand de Hambourg, Gunther Bruns, venu au Portugal pour travailler dans une coopérative du Sud, et deux adultes portugais, M. Armínio da Silva, et un autre non encore identifié. Il y a six blessés, dont un enfant de quatre ans gravement atteint ; il s'agit de la fille du capitaine Arnau Metelo, ancien vice-premier ministre du dernier gouvernement du général Vasco Gonçalves, venue en compagnie de la mère du capi-

taine, elle aussi blessée, rendre visite aux prisonniers. Tous ont été touchés au thorax et à l'abdomen. On suppose qu'ils ont été surtout atteints par des balles parties d'un mirador. Les morts et les blessés sont transportés à l'intérieur de la prison.

Quelques heures plus tard, un communiqué de la région militaire du Nord transmis par la radio nationale, justifiera l'action de la G.N.R. en assurant que des balles ont été tirées par des manifestants peu avant la tentative d'investissement de la prison, au moment de la rentrée de la camionnette. La thèse étant des plus hasardeuses, la radio de ce 2 janvier au matin se contente de parler de « provocation ».

Grande-Bretagne

La presse critique sévèrement la « liste des honneurs »

De notre correspondant

Londres. — Depuis un certain temps, déjà la « liste des honneurs » semble devenir moins populaire. Cette fois-ci, l'accueil de la presse est particulièrement critique vis-à-vis des ayants-droit. Si 1975 a été l'année de la femme, le fait n'est guère reflété dans la liste. Cent quarante-neuf femmes seulement six de plus qu'en 1974 — figurent parmi les sept cent quarante-quatre nominations. D'une façon générale, les bénéficiaires — en dehors des services publics — appartiennent surtout au monde du spectacle, de la télévision et des sports.

Dans le domaine politique, l'un des titres les plus convoités va à l'ancien premier ministre conservateur du Canada, M. John Diefenbaker qui devient « compagnon d'honneur ». Le titre de chevalier est attribué à M. Campbell Adamson, le directeur général de la Confédération britannique de l'In-

dustrie. Beaucoup considèrent qu'en février 1974 M. Adamson avait contribué à la défaite électorale de M. Heath, en critiquant l'attitude du gouvernement conservateur vis-à-vis des ayants-droit. Parmi les nouveaux chevaliers figurent aussi M. Pete Kirk, qui préside la délégation conservatrice au Parlement de Strasbourg.

Comme toujours, cependant, ce sont les hauts fonctionnaires qui enlèvent le plus grand nombre de titres, alors que les « cercles dorés de Whitehall » sont déjà considérés comme bénéficiant de très nombreux privilèges, notamment des retraites garanties contre toute inflation. Aussi les commentateurs de la presse soulignent-ils bien plus sévères que de coutume, le quotidien conservateur Daily Mail proteste sur toute sa première page contre cette « farce ».

JEAN WETZ.

POINTS DE VUE

La France ou l'Europe ?

par CHARLES HERNU (*)

Le centrisme n'a pas d'imaginaire. Il n'a pas de base populaire ; il évoque la « troisième force » de la IV^e République, l'immobilisme... c'est-à-dire la France au centre, au centre du monde, au centre de l'Europe. Au contraire même. Le chef de l'Etat a l'habitude d'affirmer, il est vrai, plutôt que d'expliquer, de prouver. Gouverner au centre veut-il dire être centré ? Le centrisme peut s'accommoder de libertés, mais il tourne le dos à tous les changements, qu'il s'agisse de la gestion et de l'autorité de l'Etat ; de la régionalisation ; de l'indépendance de notre politique extérieure ; de l'acceptation d'une évolution de l'Alliance atlantique qui, depuis la déclaration d'Ottawa, devient une Sainte-Alliance contraignant même sur le plan militaire de la défense nationale qui, peu à peu, cesse d'être crédible faute d'avoir des missions bien définies et qui lui soient données les moyens et le poids, de la confédération Nord-Sud, renonçant à une position dynamique face à l'axe gelé Est-Ouest, la France laisse s'engager un dialogue euro-arabe où chaque pays mène pour son compte sa petite négociation ; des rapports entre partenaires sociaux que détériorent le chômage et le refus même de prendre en compte le rapport de M. Sudreau.

Le lecteur trouvera ce propos excessif, et il fera valoir que M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas l'intention de revenir à la IV^e République, même si gouverner au centre peut lui conduire contre sa propre volonté. Admettons.

Qu'aurait donc voulu dire l'homme de l'Ellysée ? Qu'il est lui-même le centre de la vie politique française et que c'est autour de lui qu'il convient de se rassembler ? Que tout gouvernement est forcément au centre des forces qui le soutiennent ? Et que, lui, Giscard d'Estaing, est bien au centre d'équilibre, de gravité, de sa propre majorité, ou pour le moins qu'il voudrait être sûr de s'y trouver ? Admettons encore qu'il s'agisse bien de réunir les Français et les Français. Le général de Gaulle, en 1940, a eu une idée historique de la France ; en 1958, il en a eu une autre, politiquement moins motivée puisqu'elle n'a pas fait l'unanimité, mais elle reposait sur une conception traditionnelle et volontaire de la France : Georges Pompidou a maintenu grosso modo le cap gaulliste. Mais sur quelle idée Giscard d'Estaing pense-t-il, lui, rassembler le peuple de notre pays ? Si on lit bien ses récentes déclarations, si l'on tente de comparer ses prises de position européennes, il semble que le nouveau thème soit celui de l'unité européenne.

Quand un « libéral avancé » pense à l'entreprise européenne dans la société occidentale actuelle, telle qu'elle est, dominée par un Grand, peut-il croire qu'il mobilisera les Français ? Sûrement pas. Pour une raison évidente. La France existe — et même la renaissance des régionalismes n'est qu'un amour de la petite patrie né de la frustration de la grande. La France, l'Europe

n'existe pas. Pis — et je suis de ceux qui le regrettent — elle recule, la majorité au pouvoir y ayant d'ailleurs contribué dans les années passées. L'idée européenne ne progresse pas, et même, en Allemagne fédérale, en Italie, en Espagne, montent les militarismes, voire les nationalismes. Il faut le regretter ? Essayer d'y mettre un frein ? Sûrement. Mais la politique, c'est l'art de tenir compte des réalités. L'Europe, même si elle est idéalement souhaitable, est une fiction ; la France est une réalité mais si tout ne va pas toujours pour le mieux. Or, ce n'est pas avec une fiction que l'on gagnera les cœurs de notre peuple. Cette liberté de décider, de choisir, si elle est si précieuse, de gauche ou de droite, elle appartient d'abord aux Français. Et aux Européens à la condition que l'Europe soit vraiment indépendante des deux blocs, qu'elle soit libre de décider de son avenir. Or, une Europe, dans l'état actuel des choses, nous placerait dans un camp politique, industriel, diplomatique, militaire, politique ; nous rendrait dépendant et accrotrait par là même les risques de crise entre le Grand.

Une Europe non inféodée à l'O.R.S.S. et déliée de l'hégémonie américaine constituerait, au contraire, un pôle de paix dans le monde.

Mais une Europe, sous-bloc de l'O.T.A.N. une Europe colonisée ne serait-elle pas à des situations conflictuelles ? A-t-on pensé à ce que serait la montée du nationalisme en France et dans les autres pays européens par réactions anti-américaines ? Seul le socialisme — ou une idéologie de masse comme le fut autrefois le christianisme — peut enlever la monnaie des nationalismes. Ce n'est pas le cas ; imposer une Europe satellisée nous laissera d'abord mécontents puis les dressera contre l'idée européenne même — ce qui sera dommage — dans un mouvement qui risque de dépasser en ampleur celui que nous avons connu au moment de la Communauté européenne de défense.

Aujourd'hui, en effet, une jeune génération de membres, plus active, risque de s'engouffrer dans cette contestation de la fiction européenne. Peut-être je me trompe ? Peut-être. Mais il est temps d'y réfléchir, n'est-ce pas ?

(*) Membre du comité directeur du P.S.

Le bond en avant

par JACQUES MALLET (*)

L'ANNEE 1975, qui fut pour l'Europe une année de crise, s'est achevée par deux conférences d'une extrême importance : la « sommet » des Neuf à Rome, la conférence Nord-Sud de Paris, marquant une nouvelle étape de la politique européenne.

Le pessimisme était général lorsque s'est ouverte, au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Angleterre voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui risquait de compromettre la réalisation de cette initiative française. La Communauté languissait dans les difficultés économiques et la morosité politique.

En cette circonstance, le Conseil européen a fait la preuve de son efficacité. Grâce à la résolution de M. Valéry Giscard d'Estaing, à la ferme volonté du chancelier Helmut Schmidt et à l'habileté de M. Moro, l'obstacle anglais a été surmonté. La conférence Nord-Sud a pu se tenir, et la Communauté a pu parler d'une seule voix.

Qui plus est, les Neuf, malgré les réserves britanniques et danoises, ont pris une décision que bien peu osaient espérer quelques jours plus tôt : ils ont décidé que les élections au suffrage universel au Parlement européen, prévues par les traités de Paris et de Rome, auraient lieu au printemps 1978. C'est un grand pas en avant vers l'union politique de l'Europe.

On doit également inscrire à l'actif de la diplomatie française les débuts prometteurs de la conférence Nord-Sud sur l'énergie et le développement. Le dialogue entre les pays industrialisés occidentaux et les pays producteurs de pétrole et de matières premières s'est engagé de manière positive. Certes, la route sera longue qui doit conduire à l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial, plus rationnel et plus équilibré. Mais tous les participants, conscients de leur solidarité fondamentale, ont manifesté leur volonté d'y aboutir. Quel progrès par rapport à l'anarchie et à chacun pour soi de naguère !

Ainsi la Communauté européenne est-elle en voie d'acquiescer, par la démocratisation de ses institutions et par l'exercice de ses nouvelles responsabilités mondiales, une dimension politique.

Le débat européen va, de ce fait, rennaître. De nouveaux objectifs vont être proposés aux peuples de notre vieux continent. L'opinion publique,

par Jacques Mallet (*)

l'année 1975, qui fut pour l'Europe une année de crise, s'est achevée par deux conférences d'une extrême importance : la « sommet » des Neuf à Rome, la conférence Nord-Sud de Paris, marquant une nouvelle étape de la politique européenne.

Le pessimisme était général lorsque s'est ouverte, au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Angleterre voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui risquait de compromettre la réalisation de cette initiative française. La Communauté languissait dans les difficultés économiques et la morosité politique.

En cette circonstance, le Conseil européen a fait la preuve de son efficacité. Grâce à la résolution de M. Valéry Giscard d'Estaing, à la ferme volonté du chancelier Helmut Schmidt et à l'habileté de M. Moro, l'obstacle anglais a été surmonté. La conférence Nord-Sud a pu se tenir, et la Communauté a pu parler d'une seule voix.

Qui plus est, les Neuf, malgré les réserves britanniques et danoises, ont pris une décision que bien peu osaient espérer quelques jours plus tôt : ils ont décidé que les élections au suffrage universel au Parlement européen, prévues par les traités de Paris et de Rome, auraient lieu au printemps 1978. C'est un grand pas en avant vers l'union politique de l'Europe.

Ainsi la Communauté européenne est-elle en voie d'acquiescer, par la démocratisation de ses institutions et par l'exercice de ses nouvelles responsabilités mondiales, une dimension politique.

Le débat européen va, de ce fait, rennaître. De nouveaux objectifs vont être proposés aux peuples de notre vieux continent. L'opinion publique,

Tant il est vrai que le bon sens est la chose du monde la mieux partagée.

M. Léo Tindemans, qui doit remettre le 8 janvier aux chefs d'Etat ou de gouvernement son rapport sur l'union européenne, trouvera ainsi dans l'opinion publique un puissant appui pour ses propositions.

L'année 1975 a été celle du débâcle de l'Europe. L'année 1976 devrait être celle des décisions politiques.

L'union européenne, l'élection du Parlement européen au suffrage universel : ces décisions ont une signification très claire. Il s'agit d'amener les peuples européens à prendre de plus en plus conscience de leur communauté de destin dans un monde changeant et dangereux, à affirmer leur volonté de vivre ensemble pour le meilleur et pour le pire.

C'est dans cette perspective d'ampleur historique que les forces politiques et sociales de l'Europe des Neuf vont se mobiliser pour rendre possible un nouveau bond en avant de la Communauté européenne, à la mesure des redoutables défis de notre siècle.

En bref, pour nos patriotes, le chemin de l'indépendance passe par l'union politique de l'Europe. Le degré d'indépendance de l'Europe se mesurera très exactement à son degré d'unité politique.

Dieu merci, les peuples ont plus de bon sens que certains de leurs hommes politiques, aveuglés par le dogmatisme et la passion. L'euro-tarabotisme réalisé par la Communauté européenne vient d'en apporter une nouvelle fois la preuve.

Ce sondage d'opinion, publié il y a quelques jours, révèle en effet que 78 % des Italiens, 73 % des Allemands, 88 % des Français sont favorables à l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

Si un référendum était organisé demain sur ce problème dans nos pays, qui verrait le triomphe de l'Europe, qui est l'avenir, sur le nationalisme, qui est le passé. Irrésistiblement, la vague emporterait toutes les résistances et entraînerait les réticences des Britanniques et des Danois.

(*) Membre du Centre démocratique.

IMPRIMERIE
MINUTE

345.21.62
345.00.28
38, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

poloane

LA MAFIA A LE BRAS L

Belgique

Si n'avait été prévu pour la soirée de danse du café de La...
qu quinze personnes ont pari

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

**TRÉCA
EPÉDA
SIMMONS**

LIVRAISON
TRES RAPIDE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente :
37, av. de la République
PARIS XI^e • Tél. 357.46.35
METRO PARMENTIER

RECTIFICATIF

**RÉGLAGES
TF 1 COULE**

مكتبة الأصل

EUROPE

L'U.R.S.S. et son image

(Suite de la première page.)

2) La puissance économique et l'attraction du modèle social avaient pris le relais, renforçant l'image de l'U.R.S.S. au moins jusqu'à la fin des années 50. Cette attraction est encore importante sur le plan social : à l'heure de la crise en Occident, l'image d'un pays sans chômage (encore que les critères employés pour le définir soient beaucoup plus restrictifs qu'en France), à hausse de prix nulle ou faible, aux tarifs publics réduits et aux loyers dérisoires, restait séduisante. Une image moins avouable, mais non négligeable, est celle d'une « petite vie » calme, dépourvue sans doute de liberté et de confort, mais imprégnée « de loi et d'ordre », de sécurité et à l'abri des soubresauts politiques et sociaux que connaissent les pays d'Occident.

L'instrument militaire

3) Reste la dimension militaire, la seule dont l'expansion est indiscutable, en chiffres tant absolus que relatifs. Sans doute convient-il de replacer cette expansion dans sa perspective historique : l'U.R.S.S. cherche surtout dans ce domaine à se situer au niveau des Etats-Unis, qui restent en gros les plus forts, sur le plan du nombre et de la qualité des armes stratégiques, de la « sophistication » des armements classiques et navals à l'étranger, etc. S'efforçant de compenser la qualité américaine par la quantité, les techniciens soviétiques multiplient les gros vecteurs, mais restent constamment en retard d'un MIRV (missile à tête multiple), d'un cruise (sorte de bombardier sans pilote volant au ras du sol), ou d'un P.G.M. (precision guided munition, nouvelle appellation donnée aux « bombes intelligentes »).

« Rattraper et dépasser »

Il y aurait des réserves à faire sur ces différents points dans tous les cas, la présence ou l'absence des libertés « formelles » doit être mise dans la balance) mais, pour en rester aux « perceptions », occidentales, deux correctifs ont atténué ces dernières années cet aspect de l'image soviétique : sur le plan social, les privilèges de la « nouvelle classe » sont un peu mieux connus depuis l'analyse de Djalil, qui remontait déjà à 1957, et les critiques de Pékin. Sur le plan économique général, la déception est plus grande. Il y a quinze ans encore, des experts occidentaux peu suspects de sympathie pour le socialisme (l'U.R.S.S. allait dépasser les Etats-Unis pour le niveau de la production industrielle. C'était l'époque des grandes premières des « spoutniks » et des proclamations fracassantes de Krouchtchev, qui situait au milieu des années 70 le moment où le « camp socialiste » remporterait sur le reste du monde sa « victoire historique » en produisant plus de biens matériels que lui. Nous y sommes aujourd'hui et, bien que des progrès aient été accomplis, l'U.R.S.S. conserve l'image d'un pays de plus en plus grand, de plus en plus riche, mais en retard sur les Etats-Unis et d'autres pays d'Occident dans les techniques de pointe, obligé d'acheter une partie de sa nourriture à l'étranger. Même si le culte de la croissance est en perte de vitesse à

parallèlement à la politique de détente n'est un paradoxe que pour certains observateurs occidentaux, qui voyaient dans le « programme de paix » de M. Brejnev le fruit d'un désir irrésistible de la direction soviétique d'atténuer son effort d'armement pour se consacrer à l'amélioration du niveau de vie des populations. Les responsables soviétiques ne présentent nullement la détente comme le résultat d'un tournant politique de leur part, mais du « changement du rapport des forces sur l'arène internationale en faveur de l'Union soviétique et de la communauté socialiste ». Autrement dit, c'est parce que l'U.R.S.S. est devenue plus forte, notamment sur le plan militaire, que les Etats bourgeois sont contraints de renouer leurs plans de guerre et de dialoguer avec Moscou. A la limite, c'est lorsque cette force éclipsée définitivement celle des Etats-Unis que la paix sera définitivement assurée.

Ces considérations expliquent l'ambiguïté et les contradictions de la détente. Ambiguïté parce que les dirigeants actuels et prévisibles de l'U.R.S.S. n'accepteront jamais de libérer leur système, comme vient de le rappeler la Pravda, même si cela doit décevoir les gouvernements occidentaux et aussi les communistes européens. Contradictions, parce que le jeu trépidant, voire démodé pour certains, de la rivalité avec le monde capitaliste et surtout les Etats-Unis n'est pas près de finir.

Ce jeu est en effet inégal, ce qui contribue à le perpétuer. Privée de son appel idéologique d'antan et incapable de se hisser au niveau américain sur le plan technique et économique, l'Union soviétique a concentré l'essentiel de sa puissance sur l'instrument militaire et ses deux acolytes : la police et la diplomatie. En ce sens elle est condamnée à rester encore très longtemps à la traîne des Etats-Unis, qui ont bien plus de cordes à leur arc : un appareil militaire plus équivalent, une puissance économique sans égale et même un modèle culturel qui, pour être contesté, n'en fait pas moins l'un des principaux centres mondiaux de la créativité en tous domaines. Mais, précisément parce que leur principal instrument est militaire, les dirigeants soviétiques sont conduits à l'utiliser en priorité, au moins sous

Le « nouveau Grand »

Aussi bien, c'est cet argument qu'utilisent, entre autres, les partisans de M. Kissinger aux Etats-Unis pour justifier devant les sceptiques la politique de détente : l'U.R.S.S., disent-ils, est dans une phase de « montée en puissance », un peu comme le Portugal au quinzième siècle, la France au dix-huitième, la Grande-Bretagne au dix-neuvième et la Prusse au vingtième. Il est naturel qu'elle veuille projeter à l'extérieur cette puissance toute neuve et inévitable qu'elle y parvienne, car il y aura toujours des Angola de par le monde pour lui en fournir l'occasion. La seule réponse possible, toujours selon les amis de M. Kissinger, doit consister à maintenir l'équilibre militaire, mais aussi à faire participer ce « nouveau Grand » au système international, à tisser avec lui des liens économiques en même temps qu'on exploitera ses faiblesses : le dialogue, dit-on dans les mêmes milieux, pourrait être conduit plus durement par les gouvernements occidentaux car ceux-ci ont été, notamment en Europe, trop « laxistes » dans l'octroi de crédits.

Il n'est donc pas question de complaisance, mais d'une certaine indulgence tout de même pour les aspirations du colosse. Elle part de l'idée saine que la détente est préférable à la confrontation, mais néglige le fait qu'une certaine distance, une moindre propension à négocier lorsque le succès n'est pas sûr peuvent constituer dans certains cas une utile position intermédiaire. M. Kissinger en a donné lui-même l'exemple en tenant les Soviétiques à l'écart de ses dernières « navettes » au Proche-Orient, sans attirer de conséquences catastrophiques sur sa diplomatie. Sa grande faiblesse est de demander au Congrès américain de soutenir à la fois le dialogue avec Moscou et une riposte aux empiètements soviétiques, alors que le Congrès souhaite au contraire moins de dialogue et moins d'engagements à l'extérieur. L'U.R.S.S. n'a pas fini d'être encombrante, pour ses adversaires comme pour ses amis.

MICHEL TATU.

Pologne

« LA MAFIA A LE BRAS LONG »

De notre correspondant

Vienne. — La mafia a le bras long... Sous ce titre digne d'un mauvais roman de la Série noire, le grand quotidien polonais de Varsovie Zycie Warszawy vient de révéler à ses lecteurs l'une des plus extraordinaires affaires de contrebande découvertes en Pologne depuis la guerre.

Le bande menait grand train de vie : villas luxueuses, manoirs de tournoir d'une valeur de plusieurs milliers de dollars, voitures magnifiques. L'un des accusés, écrit Zycie Warszawy indigné, pouvait même se permettre de perdre un demi-million de zlotys aux cartes en une seule soirée. Plusieurs des trafiquants avaient ouvert des comptes dans une banque suisse où ils avaient fini par accumuler un confortable pécule en dollars ou en deutschemarks.

Il était une fois, en République populaire de Pologne, quelques trafiquants en quête de négoce lucratifs. Le groupe se composait de petits commerçants, dont certains d'origine juive, d'une copropriétaire d'une ferme d'élevage de renards, d'un employé d'Etat, d'un traducteur à l'ambassade du Brésil et même d'un prêtre. En quelque sorte un éventail presque exemplaire dans la marginalité caractéristique des professions et types humains représentés.

Tout ce qu'exportaient ces mauvais garçons n'était pas d'un égal valeur artistique. Ils s'étaient, en effet, acquis les services d'un peintre amateur qui pouvait produire à la commande des centaines d'imitations de tableaux de maître. Il n'empêche que certains chefs-d'œuvre sont peut-être à jamais perdus pour le public polonais, soit qu'ils se trouvent entre des mains étrangères, soit qu'ils aient été endommagés pendant leur trajet dans des caves sales et humides, voire sous des tas de charbon.

Une cupidité inconsidérée, le désir de posséder toujours plus d'argent par tous les moyens et un manque de culture, tels étaient les traits communs à tous ces hommes », écrit Zycie Warszawy.

Les principaux membres de la bande, une dizaine au total, se trouvent aujourd'hui sous les verrous de Varsovie. D'autres procès pour une cinquantaine de complices sont prévus en province. Le plus étonnant dans ce trafic aux dimensions proprement stupéfiantes, est qu'il ait pu échapper pendant si longtemps à la vigilance des douaniers et des policiers polonais, à moins que le désir de posséder toujours plus d'argent par tous les moyens et un manque de culture, tels étaient les traits communs à tous ces hommes », écrit Zycie Warszawy.

MANUEL LUCBERT.

Belgique

Rien n'avait été prévu pour la sécurité dans la salle de danse du café de La Louvière où quinze personnes ont péri

De notre correspondant

Bruxelles. — Les experts chargés de l'enquête sur la catastrophe de La Louvière, en Belgique, où un incendie a provoqué le 1^{er} janvier, vers dix heures du matin, la mort de quinze jeunes gens — et non seize comme les premiers chiffres l'indiquaient — ont constaté que l'installation électrique serait en cause. Le commandant des pompiers de La Louvière a même affirmé que « les fusibles étaient trafiqués ».

rendues difficiles parce que le « règlement général sur la protection du travail » ne prévoit de mesures que pour les dancings dont la piste est supérieure à 100 mètres carrés. Le « 6-9 » était classé dans la catégorie des cafés et n'était soumis à aucune réglementation particulière. Cependant, au lendemain de la tragédie de Saint-Laurent-du-Pont, la protection civile avait proposé le projet d'un règlement soumis à toutes les communes du pays. Certains locaux s'y étaient opposés en raison des implications financières.

Toute l'installation électrique serait en cause, le commandant des pompiers de La Louvière a même affirmé que « les fusibles étaient trafiqués ».

Ce sont probablement de vieux décrets (de la Révolution française) des 15 et 24 août 1790 qui permettent l'ouverture d'une maison judiciaire. Ces décrets, toujours en vigueur, prévoient que les bourgmestres doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection en matière d'incendie.

PIERRE DE VOS.

Aucune loi ne pénalise le délit d'opinion

affirme le premier vice-ministre soviétique de la justice

De notre correspondant

Moscou. — Les autorités soviétiques sont de plus en plus sensibles aux accusations en provenance de l'Occident selon lesquelles les lois soviétiques ne prévoient pas de poursuites en justice de citoyens pour leurs opinions politiques ou religieuses. M. Kovaliev a été condamné, non pas pour ses convictions, mais pour des actes criminels concrets. « Comme l'ont établi des preuves irréfutables », a expliqué M. Soukharev, Ecoulev « employé depuis six ans à saper systématiquement le régime soviétique. Il fabriqua et diffusait seul, ou à l'aide d'autres personnes, des écrits calomnieux dénigrant notre Etat. Il les envoyait à l'étranger dans des centres antisoviétiques. Il était entré en collusion avec certains de ces centres, leur accordant le plein pouvoir de publier ses écrits antisoviétiques ».

Selon le vice-ministre soviétique — qui ne connaît pas « une seule loi soviétique prévoyant la poursuite en justice de citoyens pour leurs opinions politiques ou religieuses » — M. Kovaliev a été condamné, non pas pour ses convictions, mais pour des actes criminels concrets. « Comme l'ont établi des preuves irréfutables », a expliqué M. Soukharev, Ecoulev « employé depuis six ans à saper systématiquement le régime soviétique. Il fabriqua et diffusait seul, ou à l'aide d'autres personnes, des écrits calomnieux dénigrant notre Etat. Il les envoyait à l'étranger dans des centres antisoviétiques. Il était entré en collusion avec certains de ces centres, leur accordant le plein pouvoir de publier ses écrits antisoviétiques ».

Des l'ouverture du procès, la salle était remplie de « représentants de travailleurs » soigneusement choisis, qui n'ont pas manqué de signaler par des applaudissements nourris leur « satisfaction » à la lecture du verdict. C'est notamment pour avoir

protesté contre l'interdiction qui était faite à ses amis de pénétrer dans la salle que M. Kovaliev a finalement été expulsé et n'a pas assisté à toutes les audiences de son propre procès. Ce que le ministre de la Justice a écrit en ces termes : « Kovaliev a avancé des demandes et des prétentions qui n'avaient rien de commun avec son affaire. Lorsque le tribunal, en toute légalité, a rendu son verdict, il s'est mis à insulter les juges, à humilier les participants au procès et à entraver la marche du procès ».

Pour aussi peu convaincantes et embarrassées qu'elles soient, les explications de M. Soukharev n'en sont pas moins significatives de la sensibilité nouvelle des autorités soviétiques à des critiques émanant de milieux qu'il est plus difficile de discréditer en les qualifiant d'antisoviétiques.

JACQUES AMALRIC.

Une lettre sur le sort d'Edouard Kouznetsov

A la suite de la Tribune internationale de Jean Cathala sur le sort d'Edouard Kouznetsov, condamné à l'extrême en 1970 (Le Monde du 26 décembre), M. V. Katine, directeur du bureau soviétique d'information à Paris, nous écrit :

Depuis quand, en France, verse-t-on des larmes sur les criminels de droit commun soviétiques ? Vivant en France depuis deux ans, je n'ai encore jamais remarqué que l'opinion publique de ce pays proteste contre les condamnations frappant les criminels de droit commun qui ont attaqué une banque, pris des otages, attenté à la vie des citoyens ou même tenté de le faire.

Le tribunal a établi de façon incontestable que le groupe de criminels se préparait à s'emparer d'un appareil de l'aviation civile. Au moment de leur arrestation, ils portaient sur eux des casse-tête, des matraques et autres armes dont ils pouvaient faire usage contre les membres de l'équipage. Le tribunal a également établi que ces individus étaient prêts à tout.

C'est pourquoi je ne puis croire que le sort d'un groupe de criminels de droit commun soviétiques puisse émouvoir qui que ce soit en France. Il me semble que, dans le cas présent, on se sert d'un procès vieux de cinq ans pour donner au lecteur peu averti sa dose habituelle de contre-vérités sur les persécutions en U.R.S.S.

[Rappelons qu'Edouard Kouznetsov fut condamné à mort — peine commuée en travaux forcés — pour avoir enlevé intentionnellement un avion. Le caractère politique du délit est le contraire de la norme généralement requise. La peine est lourde pour un projet qui n'a pas été exécuté. On observe aussi que, depuis l'arrivée de M. Katine en France, une partie de l'opinion a eu l'occasion de protester contre les condamnations frappant en d'autres pays — l'Espagne notamment — des prisonniers considérés comme des criminels par les tribunaux.]

(Publié)

RECTIFICATIF

DARTY

RÉGLAGES

TF 1 COULEUR

La page d'information « DARTY ET VOTRE JOURNAL » parue le 31 décembre (datée 1^{er} janvier 1976) comprenait une omission pour les téléviseurs de marque « ERORDIG » dont les références suivent : 6005 TD, 6050 Blanc, 6012 Blanc, 6052 Blanc, 6060 TD Mult, 6006 TD, 6062 TD Mult, 6512 TD, 6052 TD ML. La procédure de réglage (télécommande III (4)) pour obtenir TF 1 couleur sur ces postes est la suivante :

Ouvrir la trappe de commande manuelle. Placer la tirette rouge n° 4 sur position U. Passer sur le 4^e programme.

Régler avec le 4^e bouton en tournant à droite ou à gauche jusqu'à l'obtention de la 1^{re} chaîne couleur.

Pour votre

DEMEUNAGEMENT

208 10-30 ODOUL

LIQUIDATION TOTALE

chez

MEN SPORT

Chemisier-Tailleur

16 rue de Sévres - PARIS (7^e)

CHEMISERIE

et PRÊT-A-PORTER de LUXE

PRIX SACRIFIÉS

Ouvert de 9 h 30 à 19 h

TRECA

EPEDA

SIMMONS

LIVRAISON

TRES RAPIDE

EXPOSITION ET CENTRE

CAPELOU

37 av. de la République

PARIS XI^e - Tel. 35.70.80

METRO PARENTIS

ARMÉE

Libres opinions Question de compétence...

par HENRI NOGUÈRES (*)

INVITE d'Antenne 2, mardi soir, pendant cinq minutes, le ministre de la Défense à faire l'honneur de répondre à certaines appréciations formulées la veille au cours d'une conférence de presse dont le Monde a rendu compte très largement et très objectivement.

Je ne retiendrai de ces déclarations ministérielles (dont j'ai vérifié l'exactitude après enregistrement...) que l'essentiel : Tout d'abord, grâce à M. Bourges, nous savons maintenant ce qui a motivé les poursuites engagées contre des civils et des militaires devant la Cour de sûreté de l'Etat. « Quand on rassemble, a-t-il dit, des simples soldats, même si on leur met des casques, et on leur fait faire le point devant quelques affiches qui critiquent l'institution militaire, ce n'est pas une opinion, c'est un fait. Quand on injurie et qu'on traite dans la boue — à tort — des cadres militaires, officiers et sous-officiers, ce n'est pas une opinion, c'est une diffamation. »

L'interviewer, ayant alors demandé au ministre pourquoi, et ce sont bien là les faits reprochés, n'avait pas eu une juridiction normale, s'est attiré cette réponse péremptoire : « La loi a prévu que toute entreprise qui tend à compromettre la défense nationale ou s'attaquant à l'armée est passible de poursuites devant les tribunaux et a défini très exactement la Cour de sûreté de l'Etat comme la juridiction ayant à en connaître. »

Ainsi, pour M. Bourges, critiquer l'institution militaire — avec ou sans casque — ce n'est pas exprimer une opinion. Et commettre le délit de diffamation — autant que celui-ci soit effectivement établi — échappe, dès lors qu'il s'agit de militaires, à la compétence des tribunaux ordinaires et est automatiquement traduit devant les tribunaux de l'armée.

Il est vrai que dans l'un et l'autre cas, pour le ministre de la Défense, « il suffit de lire la presse, nombreuse, de ceux qui sont à l'origine de ces actes et de ces faits, et qui l'avouent très franchement, il s'agit de détruire l'armée, de faire la révolution. »

Evidemment, si l'on admet que l'approbation d'une critique constitue un fait, et non l'expression d'une opinion, on peut en déduire, du même coup, qu'il n'y aura jamais plus de délit d'opinion... Et que dire des perspectives ouvertes par cette démarche qui consiste à se référer aux écrits publiés par des tiers pour attribuer à ces opinions, qualifiées de « faits », des intentions criminelles ?

Nous nous contenterons de rappeler — ou d'appréhender — à M. Yvon Bourges que l'article 688 du code de procédure pénale, s'il établit la compétence de la Cour de sûreté de l'Etat en matière de crimes et délits contre la discipline des armées, ne prévoit ni les « critiques » contre l'institution militaire... ni la diffamation ; et surtout que la Cour de sûreté de l'Etat n'a à connaître des crimes et délits contre la discipline des armées que lorsqu'ils sont en relation directe avec une entreprise individuelle ou collective ou tendant à substituer une autorité illicite à l'autorité de l'Etat.

Enfin, lorsqu'on a rappelé à M. Yvon Bourges que j'avais accusé le gouvernement d'avoir, en engageant ces poursuites, fait plus de tort à l'institution militaire (j'avais ajouté « et la défense... ») que les incriminés, M. Bourges a formulé une réponse trop peu claire pour que je me permette d'en changer un seul mot. « Je suis assez surpris, a-t-il dit, de voir que le fait que l'on veuille assurer le respect de la loi et, par conséquent, faire en sorte que la protection que la loi apporte à tous les citoyens soit bien accordée, et aussi aux institutions... L'armée est protégée par la loi comme il se doit. Moi, je vois mal en quoi le non-respect de la loi peut être considéré comme une atteinte à la démocratie ou à la légalité. »

Qu'il s'agisse du fond ou de la forme, il serait peu charitable d'ajouter à ces explications, un peu... embarrassées, le moindre commentaire.

Force nous est simplement de constater que, au terme de ces cinq minutes, non seulement M. Yvon Bourges n'est pas parvenu à nous faire douter de l'incompétence de la Cour de sûreté de l'Etat, mais qu'il a réussi à mettre très sérieusement en question... la compétence du ministre de la Défense.

(*) Président de la Ligue des droits de l'homme.

RELIGION

TROIS ESSAIS SUR LE COMPORTEMENT RELIGIEUX

La foi à l'épreuve de la jeunesse

« On ne sait plus par quel bout les prendre », se plaignent les adultes en parlant des jeunes. « Il n'y a plus rien à en tirer », rétorquent les jeunes à propos des adultes. Les hiérarchies entre les générations à l'égard de la foi ont été aussi grand. A l'heure de la mutation sociale, la foi passe largement au-dessus de la tête de chacun. La dysharmonie se constate à tous les niveaux, à commencer dans la cellule familiale, elle est la résultante de nombreux paramètres.

La religion, qui fut à plusieurs titres le ciment de la société — subit aujourd'hui tout autant qu'elle entraîne

des cassures particulièrement douloureuses. Les Eglises se révèlent impuissantes à jouer leur rôle. Plus encore que l'armée, elles sont tournées en dérision par la génération montante, qui ne voit en elles que des séquelles du passé et des témoins de valeurs révolues. Les hommes de foi ne se résignent pas à cette faillite et espèrent que cette crise est passagère ; mais seul un petit nombre d'entre eux s'interrogent avec sérieux et sans crispation inutile, délaissant les poncifs et les lamentations.

En quelques semaines, deux publications ont paru : « Les jeunes et l'avenir

de l'Eglise », dans la revue internationale de théologie « Concilium » (1), et « Les jeunes, l'avenir et la foi » dans « INF » (2). Ce dernier document, établi par le service incroyance-foi, est la synthèse de plus de huit cents réponses collectives ou individuelles. D'autre part, à Rome, en novembre, se sont réunis les experts nationaux du secrétariat pour les non-croyants ; ils se sont tout particulièrement préoccupés des jeunes, après un an d'enquête dans les pays de l'Est européen comme de l'Ouest. Paul VI a pris personnellement connaissance de ces travaux et en aurait tiré des enseignements utiles, dit-on, dans son allocution de Noël.

Les jeunes souffrent naturellement de ne pas être reconnus en tant que tels et d'être définis par ce qu'ils ne sont pas.

Mis en présence de deux courants culturels prédominants, le courant humaniste et le courant scientifique, les jeunes prennent leurs distances. Ils leur préfèrent ce que J.-F. Six désigne comme un troisième terme, ayant pour caractéristiques essentielles « une volonté de libération de chaque être humain et une recherche continue de la différence ». Ici, chaque homme reçoit son identité dans ses relations avec autrui, et doit être perçu dans son originalité et son irréductibilité à toutes les structures. Ici, le pluralisme va de soi, et toute violence contre autrui est exclue. L'amour humain n'est plus considéré comme un en-soi acquis une fois pour toutes, mais comme une recherche patiente. Le travail n'est plus une mystique, mais une participation. Les valeurs de puissance, de force et de pouvoir font place à des qualités d'écoute, de spontanéité, de générosité.

Les jeunes pensent que ce courant perçera. Certes, on leur est proche de ne plus caresser de projet et de laisser tomber le flambeau ; que se transmettent les générations précédentes. Mais comment s'étonner de cette carence ? qui est le fruit d'une certaine laïcité ? Les jeunes se méfient du militantisme et de tout engagement excessif. Pourtant ils ont acquis le sens d'une res-

(1) Concilium n° 105. Edit. Beauchêne, 72, rue de Saint-Père, 75007 Paris.
(2) INF n° 34, 127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

Un parti pris de sympathie

Si Dieu conçu comme un Père abusif est rejeté, peut-être que Dieu conçu comme un Père aimant, fondateur de liberté, et à tout prendre très proche de l'attente des jeunes.

Jean-François Six n'estime pas tellement utile de présenter à la jeunesse un nouveau contenu de la foi. Mais d'insister sur l'aspect libérateur de la foi et sur sa force transformatrice.

A certains, ce diagnostic d'ensemble paraît peut-être insuffisant ou excessif. Il est tellement de visages de la jeunesse qu'il est présumable d'en faire une synthèse. D'autre part, les côtés posi-

tionnels, mais au niveau communautaire. Du même coup, la morale se déplace elle aussi : elle prend une dimension collective. Construire le monde devient un impératif.

L'Eglise sera une Eglise de liberté ou elle ne sera pas. Si elle reste le lieu des interdits et d'une culture entraine le désarroi, au moins pour un temps, de la foi. A supposer que l'hypothèse du troisième courant se vérifie, la foi y trouve naturellement sa place. Sans doute pas dans l'immédiat la foi en Dieu, concept de plus en plus ambigu, mais — ce qui est déjà du domaine de la foi — la foi en l'homme et donc l'espérance. Il s'agit de vivre la charité non pas seulement sur le

plan privé, mais au niveau communautaire. Du même coup, la morale se déplace elle aussi : elle prend une dimension collective. Construire le monde devient un impératif.

L'Eglise sera une Eglise de liberté ou elle ne sera pas. Si elle reste le lieu des interdits et d'une culture entraine le désarroi, au moins pour un temps, de la foi. A supposer que l'hypothèse du troisième courant se vérifie, la foi y trouve naturellement sa place. Sans doute pas dans l'immédiat la foi en Dieu, concept de plus en plus ambigu, mais — ce qui est déjà du domaine de la foi — la foi en l'homme et donc l'espérance. Il s'agit de vivre la charité non pas seulement sur le

tifs ne doivent pas faire oublier les ombres. Les jeunes sont les premiers à admettre leurs lacunes. Mais un parti pris de sympathie est la condition de tout effort constructif. Or un grand nombre d'adultes sont tentés de déprécier la jeunesse et se refusent à comprendre son angoisse, produite par les carences de la société. C'est donc faire œuvre utile que de présenter des réflexions capables de réduire l'agressivité mutuelle entre les jeunes et les adultes, et d'équilibrer des modèles religieux qui peuvent faciliter la tâche des éducateurs.

HENRI FESQUET.

SPORTS

FOOTBALL

L'AFFAIRE DU STADE RENNAIS

Les difficultés des clubs de deuxième division

De notre correspondant

Rennes. — Au balcon d'honneur de l'hôtel de ville de Rennes, Marcel Aubour, gérant du Stade rennais, entouré de ses collaborateurs, a prononcé le discours d'ouverture de la saison 1975-1976 de la deuxième division.

C'est la quatrième fois que l'équipe bretonne est reléguée en deuxième division. Une « descente aux enfers » qui incite les responsables à envisager de « mettre la clé sous la porte ».

Le déficit de la saison 1975-1976. Le banquier du club, la B.P.O. (Banque populaire de l'Ouest), envisage de mettre en jeu la garantie des administrateurs. C'est le creux de la vague.

Au cours d'une conférence de presse, le 23 décembre, M. Henri Fréville, maire de Rennes, sénateur d'Ille-et-Vilaine (C.D.P.), juge que M. Bernard Lemoux, président du Stade rennais, « a fait de mauvaises affaires avec un bon compte ».

Lorsque M. Lemoux a pris la tête du club le 10 octobre 1973, la situation de la ville était désastreuse. Le déficit atteignait alors 1 075 000 francs par an. Depuis cette date, la ville s'est élargie au rythme de 100 000 francs par mois, précise M. Fréville.

M. Fréville, remarque que le président du Stade « se frotte les mains » avec les seules recettes, d'équilibrer sa gestion sans aide supplémentaire de la ville. Le maire affirme que la municipalité a construit tous les équipements demandés par le club et a réalisé au total pour 2 000 000 francs de travaux en deux ans. A la subven-

tion de 350 000 francs (qui vient d'être portée à 400 000 francs), le maire ajoute une subvention indirecte, compensatrice du loyer, de 450 000 francs et l'abandon du Stade de 250 000 francs de recettes publicitaires. L'aide financière est donc, selon ses estimations, de 1 050 000 francs par an.

« L'affaire du Stade rennais est le drame de tous les clubs de France. On ne voit que par emprunts. On emprunte jusqu'à plus soif », prévient-il. M. Fréville pense que la situation ne serait pas assainie si la municipalité épongeait tout le passif. « Nous aimerions d'abord avoir les signes d'une politique à long terme du Stade rennais, notamment en ce qui concerne la formation des joueurs. »

Le Groupement reçoit 2,25 % des recettes des clubs, d'après son contrat. M. Fréville veut savoir aussi ce que le Groupement des clubs professionnels va faire. Je ne laisserai pas la coupe se refroidir. Il faut la mettre devant ses responsabilités.

De son côté, M. Bernard Lemoux s'explique en ces termes : « Il faut savoir si un club professionnel est un élément d'animation pour une ville. Si oui, il faut l'aider au même titre qu'un théâtre ou qu'une maison de la culture. Il est encore plus difficile d'acheter un joueur qu'un acteur. »

Il n'ignore pas que ses choix à cet égard ont été diversément appréciés. Il qualifie de mauvaise affaire le recrutement de Raymond Keruzore. Mais, à Rennes, on se souvient aussi du renvoi de René Cédolin, l'entraîneur dont le licenciement aurait coûté une somme rondelette au club.

« Le problème de fond est le suivant, dit encore M. Lemoux : la descente en deuxième division devrait être une péripétie, non une catastrophe. Vous avez des armes inégales avec des équipes de prétendus amateurs qui ne supportent pas les mêmes charges

que nous. Nous avons choisi de remonter en première division. Il nous faut conserver nos structures, nous avons des joueurs, une équipe de première division avec des recettes de deuxième division. Cela n'est pas viable. »

En fait, le Stade rennais dépense tous les mois 940 000 F de salaires et de charges. Chaque match entraîne une dépense de 120 000 F. La recette moyenne pour un match, à Rennes, est de 110 000 F. Elle est dix fois moindre lorsque le Stade se déplace. Bilan : un déficit sur les recettes au guichet de 840 000 F lorsque le mois d'août et une situation de trésorerie désastreuse.

« Pourtant, lorsque je suis arrivé au Stade, pour 100 F de recettes nous dépensions 160 F. A présent, on ne dépense plus que 107 F », remarque M. Lemoux.

Dans l'après-midi du 29 décembre, une réunion a eu lieu en présence de MM. Henri Fréville et Jean Fajolle, délégué du Groupement des clubs professionnels, et du banquier du Stade, la B.P.O.

« Le Stade est sauvé », a dit M. Lemoux à la sortie de cette réunion. Il affirme avoir reçu suffisamment d'assurances, lors de cette rencontre, pour pouvoir afficher cet optimisme. Ce 3 janvier, il devait venir à Paris plaider la cause du football professionnel en son entier. « Quand on veut faire les choses bien, trop clairement, on est victime du système actuel. »

Ce n'est pas le président du Stade rennais, mais M. Denis, adjoint au maire, chargé des finances, qui porte ce jugement.

DANIEL MORNET.

L'équipe de France amateur, appelée, en cas de qualification, à disputer le tournoi olympique, a battu celle du Mali par 5 à 1, en match amical, le 1^{er} janvier à Bamako.

LE PRIX DE LA VÉRITÉ: 5.450 F*

La vérité? C'est la vérité de reproduction des enceintes asservies Philips. 5.450 F, c'est le prix-performance de cette chaîne hi-fi Philips (2 enceintes MEB + amplificateur + table de lecture Electronique).

Écoutez-la chez l'un des 1.000 revendeurs spécialistes hi-fi Philips.

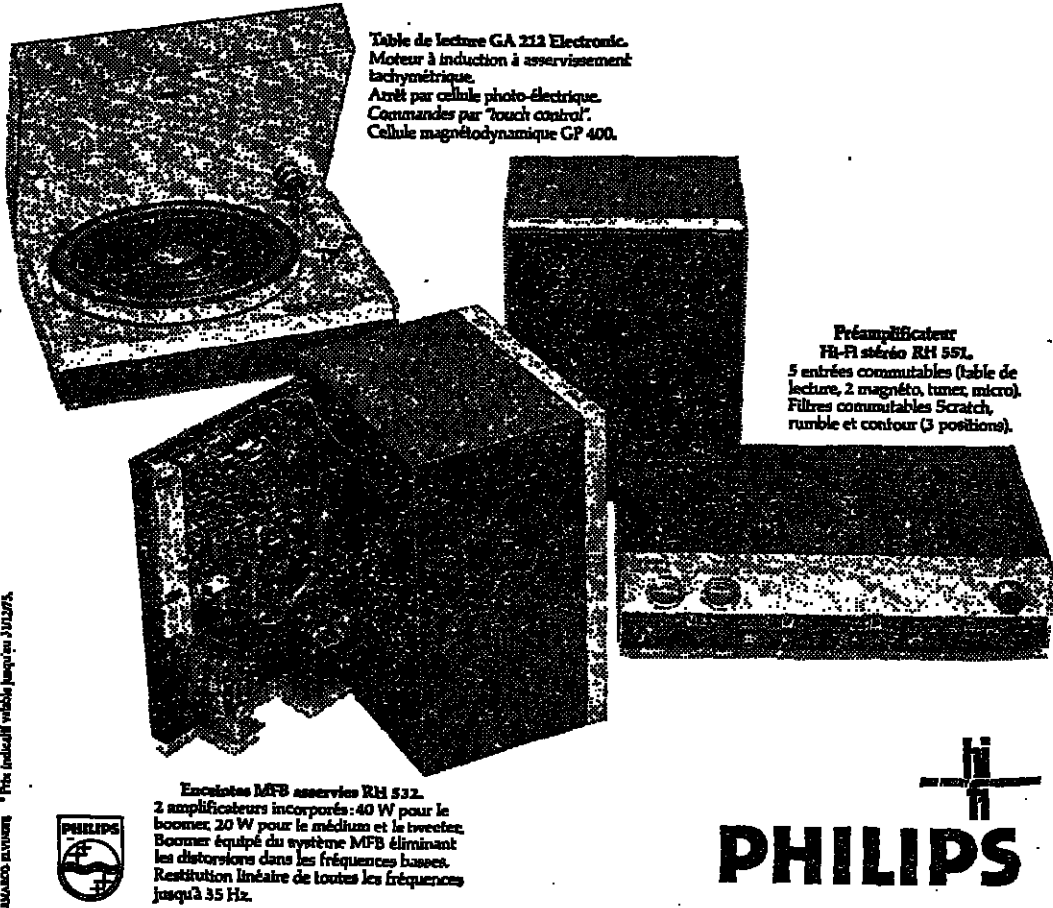


Table de lecture GA 212 Electronique. Moteur à induction à servomoteur tachymétrique. Armé par cellule photo-électrique. Commandes par "touch control". Cellule magnéto-dynamique GP 400.

Préamplificateur Hi-Fi stéréo RH 55L. 5 entrées commutables (table de lecture, 2 magnéto, tuner, micro). Filtrage commutables (Scratch, rumble et contour (3 positions)).

Enceintes MEB asservies RH 512. 2 amplificateurs incorporés: 40 W pour le bas; 20 W pour le médium et le teneur. Boîtier équipé du système MEB éliminant les distorsions dans les fréquences basses. Répartition linéaire de toutes les fréquences jusqu'à 15 Hz.



PHILIPS

Pour recevoir une documentation, écrivez à Philips Hi-Fi 212, service M, 50 avenue Montaigne, 75380 Paris Cedex 08.

Pressions, pas

ÉDUCATION

Le M. Pierre...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

Enseignement...

EQUIPEMENTS ET RÉGIONS

Concorde : une bataille politique, économique et écologique

(Suite de la première page.)

Néanmoins, la position de Washington, telle que M. Buchen, conseiller de la Maison Blanche, l'a indiquée, est que « Concorde sera traité équitablement et selon ses mérites » et que l'avion franco-britannique échappera aux règles en cours d'élaboration (mais pas encore établies) sur la pollution. Toutefois, M. Buchen a souligné qu'une coopération des États-Unis avec les Français et les Britanniques était prévue pour déterminer si les normes de bruit pourraient être mises au point qui tiendraient compte des intérêts américains sans compromettre Concorde. Le conseiller de la Maison Blanche rappelle en même temps, il est vrai, que beaucoup de règles en matière d'aviation civile échappent à la compétence de l'exécutif et que l'autorité fédérale était limitée en la matière.

Rien ne permet de conclure que le gouvernement fédéral n'ait pas « joué le jeu », qu'il ait favorisé, par sa teneur ou sa passivité, l'offensive

des adversaires de Concorde. En fait, le gouvernement a respecté scrupuleusement les procédures de consultation avec le Congrès. Parce que, de l'autre côté de l'Atlantique, les Parlementaires ont été réduits à une position subalterne, il serait faux d'en conclure, comme beaucoup d'Européens y inclinent, que l'exécutif américain peut faire tout ce qu'il veut. La contestation permanente menée par le Congrès contre la politique de M. Kissinger l'illustre clairement. Ce qui compte, c'est le degré de soutien que le gouvernement est disposé à donner à Concorde.

Certes, le rapport de l'EPA, ainsi que les commentaires de son directeur M. Train, déclarant que l'atterrissage de Concorde était « insupportable » à New-York et « discutable » à Washington, a été un coup sévère pour le supersonique franco-britannique. De même, le vote de la chambre du 18 décembre, lui imposant un délai de six mois de probation, a mis en évidence l'importance de la coalition de ses adversaires. Mais ces « blessures » portées au super-

sonique franco-britannique ne sont sans doute pas mortelles. La liberté d'appréciation de M. Coleman reste entière et il est raisonnable de penser qu'il décidera de permettre à l'appareil d'atterrir à Washington, peut-être aussi à New-York, pour période provisoire de mise à l'essai.

Si la décision du gouvernement est positive, la partie ne sera pas pour autant définitivement gagnée. Les adversaires de Concorde ne désarmeront pas, dans une opposition dont la ténacité et l'acharnement peuvent surprendre des observateurs étrangers. Certains sont tentés d'en conclure que les groupes écologiques sont discrètement encouragés, et peut-être financés, par les grands intérêts privés, à commencer par les constructeurs aéronautiques et les compagnies d'aviation. Celles-ci peuvent difficilement voir d'un œil favorable une concurrence qui, selon de récentes estimations, ajoutera un « trou » d'environ 20 milliards de dollars à leur déficit annuel, évalué déjà à plus de 100 millions de dollars. Mais leur opposition au transport supersonique n'est pas fondamentale; leur opposition est à Concorde « capitaine » de lui-même, économiquement, et que l'industrie américaine pourra alors seule (ou en coopération avec les Européens), construire un supersonique de plus grand modèle, plus rentable. A quel bon alors envenimer des relations avec les Européens ?

En outre, il ne faut pas sous-estimer le rôle actif et important tenu dans la vie publique américaine par les organisations de défense de la nature, par les écologistes. A certains égards, on peut parler, dans ce pays hautement industrialisé, d'une certaine « révolte » contre les techniciens qui veulent favoriser le progrès au détriment de la qualité de la vie. Malheureusement pour les Européens, Concorde est devenu le « cheval de bataille » de ces groupes, qui s'accrochent avec d'autant plus de vigueur qu'ils ont dû céder du terrain au cours des dernières années. Qu'il s'agisse du pipeline de l'Alaska, des systèmes antipollution

pour les automobiles de la modernisation des mines et de diverses industries, les écologistes n'ont pu atteindre leurs objectifs. Raison de plus pour ne pas perdre la bataille de Concorde, alors qu'on dispose de nombreux alliés parlementaires jouant sur les réflexes nationalistes publics et enjoignant au gouvernement de décider, en fonction des seuls intérêts des citoyens américains et non de ceux des industries « étrangères ». D'autres motivations sont plus complexes. Bien sûr, les représentants de New-York défendent leurs électeurs, notamment ceux qui habitent près des aéroports, mais on ne saurait ignorer, pour certains d'entre eux, des arrière-pensées, de vieilles rancunes à l'égard de la « France gauchiste », notamment de sa politique arabe.

Un veto du président ?

A dire vrai, en cette année électorale, les adversaires de Concorde peuvent parler plus fort que ceux qui, à l'exception des partisans déclarés de l'avion supersonique, estiment avoir peu à gagner, mais beaucoup à perdre en prenant ouvertement position en faveur de l'appareil étranger. Dans ce contexte les votes des deux chambres du Congrès, souvent équivoques et obtenus à de faibles majorités contre Concorde, ne doivent pas surprendre et ne sont pas aussi négatifs qu'il apparaît de prime abord. Cela dit, la tendance du Congrès actuel va contre l'avion supersonique. Il faut donc prévoir qu'après avoir mené un combat de harcèlement sur des amendements les adversaires de Concorde engageront au Capitole une bataille ouverte, en déposant un projet de loi qui aboutirait à imposer aux avions supersoniques les mêmes normes de bruit existant pour les avions subsoniques.

Si une telle loi était adoptée, Concorde serait définitivement interdit d'atterrissage, à moins que le président n'oppose son veto à une telle décision, avec des chances sérieuses de le faire confirmer. Ainsi, la solidarité des gouvernements américain, français et britannique, impliquée dans l'échange de lettres de 1973, pourrait être mise à l'épreuve plus rapidement que prévu.

HENRI PIERRE.

Paris

Les expulsions se multiplient dans les quartiers du centre

L'administration reconnaît qu'elle est désarmée

Des milliers de Français doivent quitter chaque année leur logement par suite d'expulsion. Le centre des grandes villes, et Paris plus particulièrement, n'échappe pas à cette règle. Le magazine *l'Idées de la troisième chaîne* a fait divers « organes », ce vendredi 2 janvier, un débat sur ce thème sous le titre « Somme de déguerpissement ».

Participeront notamment à la discussion : M. Jacques Dommati, secrétaire général des républicains indépendants et député de Paris, et M. Jean Boissier, président de la Chambre syndicale des promoteurs. Au nom du groupe communiste de l'Hôtel de Ville, M. Michel Périgaud, conseiller de Paris, a protesté auprès du directeur de la troisième chaîne contre le fait qu'un seul élu parisien participe à ce débat. « Les élus de l'opposition, et singulièrement les élus communistes, ajoute-t-il, sont depuis toujours les seuls à combattre la spéculation immobilière. »

C'est dans les quartiers du centre de la capitale, où existent de nombreuses et importantes constructions, que les expulsions sont les plus nombreuses et souvent les plus douloureuses. Les restaurations spéculatives portent actuellement sur environ quatre-vingts immeubles comportant à peu près un million de logements et qui plus de deux mille personnes ont été chassées de leur quartier. Mme Schwartzbard ajoutait : « Comment s'étonner qu'en ce qui concerne le secteur des Halles, où les emplacements sont aujourd'hui l'objet de transactions comme une simple marchandise, la population ait baissé de 23,5 % en quelques années ? Comment s'étonner qu'en sept ans les quatre arrondissements du centre aient perdu au total presque 46 000 habitants, soit l'équivalent de la population d'une ville comme Saint-Malo ? » Les quartiers du Marais et des Halles étaient particulièrement vides. Une rénovation s'imposait donc si l'on ne voulait pas voir le cœur de Paris se transformer en un immense taudis. Il existe, par exemple, un grand nombre de pièces de dix, quinze ou vingt mètres carrés dans lesquelles sont entassés huit, neuf, parfois dix personnes. Les loyers sont très faibles. M. Charles Krieg, conseiller de Paris U.D.R., déclare à ce propos : « Nous nous sommes trouvés devant cette alternative : laisser pourrir totalement le centre de la cité ou

entreprendre des rénovations publiques ou privées. Dès que l'on décide une rénovation, il est bien évident qu'on court le risque de

DES EXEMPLES

• Au 3, rue Simon-le-Franc (Paris 6^e), l'eau, l'électricité, le chauffage, ont été coupés pour précipiter le départ des locataires.

• 58, rue St-Denis (Paris 1^{er}), le bâtiment est complètement cassé intérieurement sans qu'un permis de construire ait été demandé.

• 37, r. St-Honoré (Paris 1^{er}), le propriétaire a fait déposer les fenêtres. Les lieux transformés en chantier. Électricité et gaz coupés. Les derniers locataires sont chassés par la force.

• Des pressions ont été exercées pour obtenir le départ des occupants des immeubles situés 14, rue Aubriot (Paris 4^e), 7, rue Charlot (Paris 3^e), 29, rue des Gravilliers (Paris 3^e), 22, rue Vieille-du-Temple (Paris 4^e) et 6, cité Dupetit-Thouars (Paris 3^e).

se trouver effectivement en présence d'abus.

La loi permet aujourd'hui aux locataires expulsés d'être rélogés dans le même arrondissement. C'est ce que soulignait, au cours du même débat, le directeur de l'urbanisme et du logement de la Ville de Paris, M. André Roussille. Mais ce dernier avoue qu'il se trouve désarmé devant certains procédés employés par des promoteurs qui agissent à la limite de la légalité. « Comment peut-on assurer que des infractions ont été commises quand il n'y a pas flagrant délit ? » M. Roussille précise : « Même lorsque le témoignage de pressions a été recueilli, je ne peux pas pour autant poursuivre qui se soit, car il est trop rare qu'il n'existe ni preuve irrécusable, ni trace matérielle, ni flagrant délit. »

6000 F le mètre carré

L'administration a cependant multiplié les mises en garde auprès des habitants de ces quartiers, par la distribution de tracts et de brochures. Un plan financier a même été établi pour développer la procédure relative à l'exercice du droit de préemption dans les zones d'aménagement différé, en portant de 10 millions à 25 millions de francs l'affectation de programme annuelle pour les acquisitions d'urgence, ce qui devrait permettre de lancer un programme de restauration immobilière portant sur mille logements d'I.L.M.

Mme Christiane Schwartzbard a cependant apporté une précision de taille, qui pose finalement la question de fond : « Actuellement, le problème du Marais, par exemple, n'est pas un problème juridique ou de texte ; le Marais est une immense affaire, extrêmement « futeuse ». Elle ajoute : « En moyenne, les promoteurs achètent à des prix de l'ordre de 50 000 ou 60 000 anciens francs le mètre carré. Ils vendent aujourd'hui au niveau de 600 000 anciens francs le mètre carré. Telle est la moyenne des prix. Tout le problème est là. » Six cent mille anciens francs pour quelques mètres apparents, cela fait effectivement très cher le mètre carré.

JEAN PERRIN.

Environnement

• POLLUTION AU LARGE DE BELLE-ÎLE. — Un avion de l'aéronavale, basé à Lann-Bihoué (Morbihan), en panne, a été déposé sur la plage de Belle-Île. Le pétrolier français en train de décharger. Le navire se trouvait à 20 milles nautiques de Belle-Île. Il répandait derrière lui une traînée de 10 kilomètres de long sur 180 mètres de large. Il s'agissait du pétrolier Port-Cros, de P&O Van Ommen, qui approvisionne régulièrement les ports bretons. — (Corresp.)

Le secrétaire-adjoint américain aux transports : trois données principales

Interrogé par *Aviation Magazine International* (n° 873, du 1^{er} janvier), M. John W. Bartram, secrétaire adjoint américain aux transports, a notamment déclaré à propos de Concorde : « Nous considérons le débat [sur Concorde] comme une tentative de réconciliation de trois données principales. Sans les classer par ordre d'importance, il s'agit de la protection de l'environnement, du développement des technologies de pointe et de la politique extérieure des États-Unis. »

Il s'agit notamment de savoir quelles seront les conséquences de la mise en service de Concorde sur les transports en général et l'aviation en particulier. Dans le domaine technologique, nous reconnaissons toute l'importance du progrès et ce sera plus vrai encore quand une deuxième génération supersonique offrira des distances franchissables accrues, des conditions économiques meilleures, une capacité accrue, d'autres possibilités opérationnelles. Il s'agit aussi de savoir quels

seront les effets de notre décision dans le domaine de nos relations internationales, tout d'abord avec nos plus anciens alliés, les Français et les Britanniques, et, sur un plan plus large, sur le monde de l'aviation considéré dans son ensemble. En refusant Concorde ne nous dirigerions-nous pas vers une voie protectionniste, contraire à notre politique commerciale et aéronautique à notre désir de participer à un marché résolument international ? Par ailleurs, dans le secteur de la construction aéronautique, nous disposons d'un marché d'exportation substantiel, et il s'agit de savoir quelles seront les conséquences dans ce domaine. La décision que nous allons prendre sera donc une synthèse de ces trois éléments. L'un s'oppose à l'admission de Concorde aux États-Unis ; il s'agit de la protection de l'environnement. Un autre plaide en sa faveur : les progrès de la technologie. Le troisième, le contexte international, devrait normalement lui être favorable. »

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 2 janvier à 6 heures et le samedi 3 janvier à 24 heures : Une dépression, en creusement vendredi matin à l'ouest des îles Britanniques, se déplacera vers le

Danemark, en donnant au passage des vents violents en mer du Nord et en Manche. Elle sera accompagnée d'une perturbation, dont le front froid traversera la France du nord-ouest au sud-est. Samedi 3 janvier, le temps sera plus doux le matin de la Manche à la

Loire, à la frontière belge et à l'Alsace. Les vents du nord-ouest seront forts dans l'intérieur, très forts en mer.

Sur le reste de la France, le ciel sera très nuageux en général, mais encore peu nuageux dans le Midi méditerranéen. Au cours de la journée, les pluies se déplaceront vers les Alpes, le Massif central et les Pyrénées, qu'elles atteindront dans la soirée ou la nuit. Après le passage des pluies, le temps deviendra plus variable et plus frais avec des averses, mais aussi des éclaircies passagères, et les vents, toujours assez forts dans l'intérieur et forts en mer, tourneront au secteur nord-ouest.

Vendredi 2 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1019,9 millibars, soit 765 millimètres de mercure. Températures (le maximum enregistré au cours de la journée du 2 janvier) : le second, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e : Alsace, 15 et 3 degrés ; Bretagne, 12 et 3 ; Normandie, 10 et 1 ; Caen, 11 et 10 ; Cherbourg, 10 et 1 ; Clermont-Ferrand, 7 et 4 ; Lille, 9 et 5 ; Grenoble, 11 et 1 ; Lyon, 2 et 1 ; Marseille, 3 (min) ; Nancy, 5 et 5 ; Nantes, 12 et 9 ; Nice, 13 et 7 ; Paris-Le Bourget, 10 et 10 ; Pau, 1 (min) ; Perpignan, 3 (min) ; Rennes (min) ; Strasbourg, 6 et 6 ; Tours, 6 et 9 ; Toulouse, 3 et 1 ; Poitiers-Pitres, 27 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 6 et 3 degrés ; Athènes, 14 et 7 ; Bonn, 7 et 5 ; Bruxelles, 6 et 4 ; La Ciotat, 15 et 15 ; Coppenhague, 4 et 0 ; Genève, 5 et 1 ; Lisbonne, 15 et 15 ; Madrid, 11 et 4 ; Moscou, 1 et 0 ; New-York, 4 et 1 ; Palma-de-Majorque, 16 et 2 ; Rome, 15 et 4 ; Stockholm, 0 et 1.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1345

HORIZONTALEMENT

I. Tous les frais sont à leur charge : Avec elle, souffler, c'est jouer !
II. Des choses que l'on peut faire : Dépanne à peine un Bulgare très gêné ; D'un auxiliaire. — III. Temps variable ; Pas répandu ; Gratuit. — IV. A suivre de près !
V. Figure biblique.
VI. Fin de participe.
VII. Point répété ; Très chers. — VIII. Prédécède peu un rush vindicatif. — IX. Abréviation : N'agit pas à la légère. — X. Forme que peut prendre la rouille. — XI. Vous regardez d'un bon œil. — XII. Abréviation : Pour trouver le temps moins long. Dans de vieux bas de laine. — XIII. Conjonction : Porte un coup fatal. D'une certaine couleur. — XIV. Locutions : S'écarter, s'écarter. — XV. Préfixe : S'attrapent à l'occasion. — XVI. Un texte dont certains connaissent surtout la marge ; Rarement molles au cours de chauds transports. — XVII. En Suisse ; Article ; S'ils ne jouent plus, c'est qu'ils sont bien fatigués. — XVIII. Religieusement observé. — XIX. Pièce de soutien. — XX. Même timide, peut apporter quelque lumière ; Ici, il est utile de chercher la petite bête.

VERTICALEMENT

1. Ses enfants sont ses sœurs (deux mots). — 2. Sa mise est souvent audacieuse. — 3. Perd de vue ; Jouets du hasard (inversé). — 4. On le voit bien faire. — 5. Finit par avoir la tête près du bonnet ; Ont parfois quelque chose de surprenant ; Préfixe ; Sont entourés d'administrateurs. — 6. Point historique ; Sont mieux placés que quiconque pour savoir que l'habit ne fait pas le moine. — 7. Abréviation ; Pronom ; Pas livrés ; Préfixe. — 8. C'était un service à rendre ; Environné ; Terme musical. — 9. Précède de peu un départ sportif ; Territoire étranger ; Différence. — 10. Surtout, tempéré situé non loin des côtes (épelle) ; Abréviation ; Est plus ou moins vagues ou scintille de mille feux. — 11. Symbole chimique ; Ont donc à nouveau les pieds sur terre. — 12. Bâtiment ; Platt aux novateurs ; Localisées. — 13. Grosses quand elle est sèche ; Donnée avant l'attaque des Troyens ; Se présente tôt ou tard.

13. Mécontent ; Bronze japonais ; Défaillance au seuil de l'inconnu. — 14. Pas cher du tout ; Adverbe ; Mesquin. — 15. Se montre peu conciliant ; Exagère un peu ; Abréviation.

Solution du problème n° 1344

I. Richesses. — II. Ris ! — III. Questions. — IV. Urte ; Més. — V. En ; Or ; Mé. — VI. Terreuses. — VII. All ; PS. — VIII. Spé ; Sole. — IX. Suent ; LST. — X. Néri. — XI. Batellère.

Verticalement
1. Raquettes. — 2. Urne ; Puma. — 3. Crés ; Rale. — 4. Historienne. — 5. Estier ; Tel. — 6. Su ; RI. — 7. Sion ; Spolié. — 8. Némésis. — 9. Sasses ; Etre.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-18^e.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 2192.

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS
5, rue de Valenciennes
75271 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 227-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - ex-Communauté (sauf Algérie)	168 F	232 F	300 F
Tous pays étrangers par voie normale	273 F	404 F	530 F
ÉTRANGERS PAR MESSENGERIES (moins rapide que par voie normale)	273 F	404 F	530 F
I - Belgique - Luxembourg - Pays-Bas - Suisse	115 F	210 F	307 F
II - Tunisie	125 F	221 F	317 F
Par voie aérienne, tarif sur demande.			

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : Les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

مكتبة الأصل

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Paris

ions se multiplient
quartiers du centre

reconnait qu'elle est désarmée

ont dû quitter chaque année leur logis. Les centres des grandes villes, et le réchauffement de cette règle. Le mouvement, « Paris d'abord », organise, ce vendredi, ce thème sous le titre « Sommeville ».

ont à la discussion : M. Jacques Douma, président de la Chambre syndicale des professionnels de l'États de Ville, M. Michel, se sont exprimés au sujet du rôle du tourisme, et singulièrement les élus de la région parisienne.

ont du tourisme, des réunions publiques ont été organisées. Des questions ont été posées : à quel rythme doit-on construire ? à quel rythme doit-on détruire ?

DES EXEMPLES

« Au 3, rue Simon-le-Franc (Paris 14), l'habitat est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Denis (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

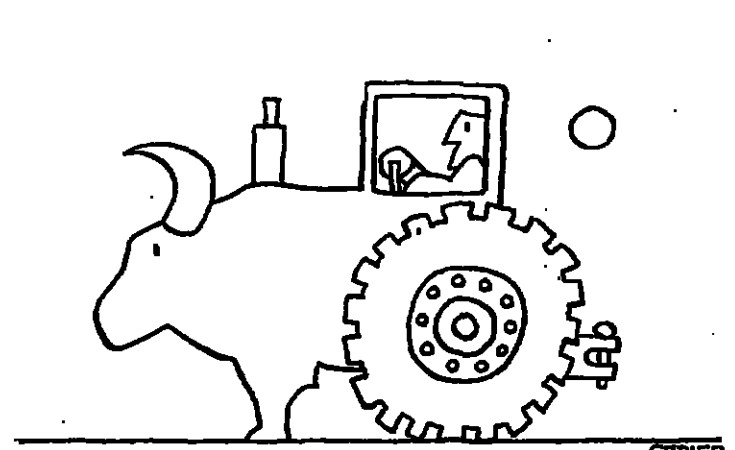
« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« 22, rue St-Monot (Paris 14), le bâtiment est complet. Les locaux sont loués à des prix élevés. Le propriétaire a décidé de construire un immeuble de 10 étages ».

« ENTRE Mar, Rose et le Santo, l'air bon, le vent, Dieu ou le saup- (entre la mer, le Rhône et les Saintes, il faut bon vivre, Dieu le sait), affirmait le fondateur de la « nation gardienne », Folco de Baroncelli-Javon, avant de s'installer à Avignon, le 15 décembre 1943. Comment oublier les paroles de cet authentique poète-manadier sous le soleil de décembre aux Saintes-Maries-de-la-Mer ? Avec l'hiver, l'ancien village de pêcheurs a retrouvé la sérénité. On pense aux bâteaux ouverts l'été par la bourgeoisie touristique qui enfila d'année en année. La « thimarra » estival a cessé. La plupart des pizzerias, des crêperies, des gargotes de fortune sont fermées. Le néon ou les fausses lanternes des « bollos » sont, enfin, éteints.

LE BONHEUR SANS LES AUTRES

Hiver tranquille aux Saintes-Maries-de-la-Mer



Dans les ruelles désertes, bordées de petites maisons blanches à la chaux et couvertes de tuiles rondes gris-rose, les Saintes se glissent tranquillement. A deux pas, la Méditerranée, que regardent quelques cavaliers solitaires et privilégiés avant de s'éloigner en direction de l'étang de Vaccarès, les longent les marais au fond desquels vit la gambusie, un poisson amateur de moustiques. Aux portes des Saintes, sur la route de Cacharel, des flamants ont trouvé refuge au milieu d'un étang. Mas-sive, ahière, Notre-Dame-de-la-Mer, issue de ce roman provençal auquel on doit aussi Saint-Trophime en Arles, est vide. Sara, enveloppée de capes aux couleurs différentes, se sent. Les Saintes ne reviennent aux Saintes que les 24 et 25 mai prochain. Mais ils n'oublient pas leur patronne. A ses côtés, une urne vitrée bourrée de photos d'identité.

Ramassée autour de Notre-Dame, la cité vit au rythme de la saison, tranquille. Mais « les taureaux ne courent pas à l'ombre de l'église ». Car les Saintes se tournent aujourd'hui résolument vers le tourisme. Trois chiffres expliquent la difficulté de l'entreprise : deux mille habitants l'hiver, soixante mille l'été, avec des points pouvant atteindre cent mille. Du 1^{er} au 15 août, l'église des Saintes reçoit entre quatre cents et mille deux cents visiteurs à l'heure. Un des monuments de France les plus fréquentés à cette époque. Les touristes les plus nombreux ? Les Français, les Allemands, puis les Belges et les Suisses.

« Nous voulons gagner un pari, déclare le maire socialiste des Saintes, M. Hubert Manaud, préserver le site tout en accueillant les vacanciers. La capacité hôtelière est réduite à huit cents chambres, — la municipalité joue la carte de la tente. Commencé depuis plusieurs mois, le nouveau camping de 20 hectares, affirme M. Manaud, répondra aux besoins toujours croissants des visiteurs et permettra d'apporter un peu d'ordre dans l'occupation anarchique de notre territoire durant la saison. » Géré par le Touring Club de France, ce terrain comprenant deux mille

places pouvant accueillir huit à dix mille personnes ouvrira au cours de l'année 1976. Enfin, les travaux d'une usine de traitement des eaux, complétée par une station d'épuration, vont commencer.

Place aux touristes donc. Des signes prouvent que le pays change. Majorités et minorités d'Arles défilent l'été dans les rues des Saintes, un tour cycliste de la Camargue est organisé, et on a dressé des bêtes si dociles qu'il n'est plus nécessaire de savoir « faire du cheval » pour monter. Des promenades avec « vue sur taureau » sont organisées en juillet et août. Il suffit de se rendre dans l'un des nombreux corral (ouvert toute l'année) qui bordent la route d'Arles. Mais, finalement, tous ces « cow-boys » de banlieue, victimes de mirages publicitaires, ne verront rien. Car il y a bien longtemps que le vrai pays abandonné à la Méquie du golfe du Lion — durant la saison chaude. Ne restent plus alors que les commerçants.

L'hiver aux Saintes, c'est le retour aux traditions, les souvenirs qui se bousculent

armés de leur trident et de leurs souvenirs contre les bulldozers ! » constate Pierre Dupuy, chroniqueur lauréat avisé et écouté. Les champs de maïs et de blé remplacent les rizières, et ils ne cessent de s'étendre. La prolifération des résidences secondaires et l'hôtellerie « typique » ont durablement étiqueté le territoire.

« Les manades pâturent sur des surfaces de plus en plus réduites, souligne le comité de soutien de la Fondation du parc naturel régional de Camargue. Ce qui pose, évidemment, des problèmes d'alimentation et de surpâturage nuisibles à la flore, mais modifie surtout le comportement des animaux sauvages, habitués aux grands espaces libres. » Et il ajoute : « Leur caractère et leur combativité s'en ressentent, et, si cela continue, les manades devront disparaître. »

Il existe dans le delta trente troupeaux de taureaux camarguais et vingt de « taros » espagnols. Cinq mille bêtes au total. Les crières, elles, sont au nombre de mille cinq cents. Aucun éleveur n'a plus de quatre cents têtes. Autrement, certaines manades possèdent jusqu'à quinze cents bêtes. « Nostro lengo e il blou ! Tout ce que nous restait d'un passé que l'âge mûr nous a grand. (Notre langue et les taureaux ! Tout ce qui nous reste aujourd'hui d'un splendide et merveilleux passé), affirment les défenseurs de la tradition.

Moins lourd et plus élané que son congénère andalou, le taureau camarguais est reconnaissable à ses cornes en forme de lyre. Petit, apparemment paisible, son agilité et sa souplesse en font une bête dangereuse quand sa liberté est menacée. Il est notamment connu aux Saintes par l'abrivade (1), vieille tradition du pays qui n'existe plus que pour les jeux de l'été. Aujourd'hui, certains taureaux sont transportés par camions dans leurs différents pâturages.

Le cheval « camargue » vit en semi-liberté et ignore l'écurie. Il est petit, trapu, sobre et vigile. Sa robustesse est à toute épreuve : il subit les hivers les plus rigoureux et les étés les plus torrides. Le « camargue », aux membres taillés à l'usage de sorpe, a une belle crière. Celle de la jument sert à fabriquer le seden, une corde utile au harnachement de ses semblables. A sa naissance, le poulain est noir. Sa robe ne deviendra blanche qu'à l'âge de trois ans.

Pourra-t-on, malgré les menaces qui s'accroissent, entendre encore longtemps, comme Frédéric Mistral, « quand la mer souffle et s'assombrit, quand des vaisseaux rompent les câbles, les étalons de Camargue hennir de bonheur... Li grignoun de Camargue enlha de bonur » ?

JEAN PERRIN.

(1) Les taureaux, entourés par les gardians, sont conduits aux arènes. La route est fermée à la circulation. Les taureaux sont lancés dans les rues de la cité.

LE CARCAN

« CHER ami, tu as raison de dire que le Jour de l'an est bête. » Flaubert a neuf ans lorsqu'il écrit ces vœux désabusés dans une des premières lettres de lui que nous ayons conservées. Les jours bêtes, il les rencontre tout le long de sa vie... comme nous tous si nous n'y prenons pas garde.

Même nos vacances, fenêtres dans la grisaille du quotidien, il arrivera qu'elles soient aussi soucieuses que nos semaines ordinaires. Parce qu'elles sont trop rares, trop courtes, trop chères ; parce que les encombrements, les pollutions, les « marchandages » gagnent le monde du loisir après celui du travail ; parce que, surtout, le calendrier de 1976 — le Français le plus nombreux — est condamné à vivre des ruptures de plus en plus abruptes entre le temps de travail et celui du loisir.

On dresse le bilan et le programme des réformes. On ne devrait pas oublier une des plus importantes bien qu'une des moins réclamées : celle de l'aménagement des temps de travail et de loisir. Le dossier s'est un peu empoussiéré à force de traîner dans les tiroirs des ministères. De quoi s'agit-il ? D'obtenir que les Français ne soient pas — ou ne se sentent pas — obligés de travailler et de se distraire tous aux mêmes heures, aux mêmes saisons et aux mêmes endroits. L'économie y perdrait-elle en efficacité ? Rien de moins certain. Ce qui est assuré, en revanche, c'est que les contraintes dont pâtissent ceux qui travaillent, ceux qui se reposent, ceux qui respirent, seraient nettement assouplies. Il n'est pas, par exemple, jusqu'à nos difficultés questions du travail féminin ou de l'emploi des retraités qui ne trouveraient, par ce biais, un début de solution.

Des formules existent, nombreuses, variées. On n'a jamais eu la volonté politique de les appliquer ou du moins de les essayer. Pourquoi ne pas tenter, en 1976, de briser ce carcan dans lequel la routine et les préjugés ont, jusqu'ici, enfoncé les Français ?

Agences

Aménagement

LE BON PRIX

COMMENTANT les accords récemment intervenus entre les agences de voyages et les compagnies aériennes, membres de l'IATA quant au taux des commissions que les secondes consentiront désormais aux premières (le Monde date 28-29 décembre), la Fédération universelle des associations d'agences de voyages (F.U.A.A.V.), si elle s'estime satisfaite « qu'une solution ait été trouvée », ne veut toutefois pas considérer celle-ci « que comme un premier pas ».

Après avoir regretté que la clause concernant les programmes d'incitation tours ne doive prendre effet que fin 1977, la Fédération fait part de sa « déception », déception résidant dans le fait que « certaines régions sont exclues de ce programme d'incitation, et en particulier l'Amérique du Sud, une grande partie de l'Afrique et presque toute l'Asie ».

A ce propos, M. Eduardo Arrarte, nouveau président de la F.U.A.A.V., devait préciser : « Nous tenterons d'avoir rapidement une explication quant à l'omission de tant de régions, car notre but doit être de s'assurer que cette part importante d'augmentation de notre rémunération s'étende de façon à couvrir l'ensemble de nos adhérents de soixante-dix pays ».

Pour sa part, M. Philippe Bamberger, président du groupe de travail « transport aérien » de la Fédération, a déclaré : « Le premier pas a été traversé, mais nous devons poursuivre notre lutte pour que le rôle des agents de voyage dans le marketing du transport aérien soit reconnu et abordé les autres problèmes non encore résolus. J'espère que l'attitude constructive actuelle de l'IATA et des compagnies aériennes en général envers la F.U.A.A.V. précèdera en faveur de nos intérêts respectifs ».

PRÉCAUTIONS POUR THAU

Le projet est déjà bien avancé, même s'il n'est pas définitif. Depuis tout juste un an, on y pense. La municipalité de Sète, les pouvoirs publics, ont participé à de nombreuses réunions avec les promoteurs. Les montages financiers sont pratiquement au point. Sur le papier, tout est tracé. Sauf imprévu, les travaux commenceront l'été prochain.

Il s'agit d'un vaste ensemble touristique et portuaire aux abords de l'étang de Thau, sur des terrains qui appartiennent à la Compagnie des salins du Midi, elle-même contrôlée par la compagnie La Hémin. Là, avec l'aide des pouvoirs publics et sous les auspices de la municipalité communale, on construira un port de plaisance ; on aménagera les voies d'accès ; on creusera un canal pour relier l'étang à la mer. Puis, tout autour, les promoteurs bâtiront des immeubles pour une capacité de deux mille cinq cents lits, deux cents villas sur une zone urbanisée, et ils ouvriront un terrain de camping de 4 à 8 hectares.

La commission interministérielle pour l'aménagement du

Languedoc-Roussillon approuve : ces équipements seront le nécessaire trait d'union entre les résidents de La Grande-Motte et du Cap-d'Agde. Et si la municipalité de Sète voit d'abord dans ce projet une source d'activités nouvelles pour la ville, elle se réjouit surtout de ce que la construction du port de plaisance mettra fin à la « petite guerre » que se livraient sur l'unique plan d'eau pêcheurs et membres du « club maritime », dont les coques venaient se heurter sous les feux de Midi.

Des sites préservés de la vulgarité

Certes, tout n'est pas encore parfaitement accordé. La municipalité essaie d'obtenir quelques avantages nouveaux : elle voudrait que la COGESA (Compagnie de gestion et d'aménagement), filiale des deux compagnies, à laquelle a été confiée la conduite des opérations insère dans ses équipements les chantiers navals artisanaux qui encombrèrent autre-

ment le bassin de Thau. Plus généralement, elle aimerait que le groupe puissant qui est à l'origine du projet apporte son aide au développement portuaire de Sète. Mais ce ne sont là que des propositions qui, si elles ne sont pas retenues, n'empêcheront pas la réalisation d'une entreprise à laquelle les élus tiennent autant que les promoteurs.

D'autant plus que la politique de la municipalité, favorable au tourisme social, s'accorde avec l'étude du marché : « Nous ne prétendons pas, disent les responsables de La Hémin, faire du grand luxe ; la clientèle potentielle de cette région ne s'y prêterait pas... Ce qui ne peut pas dire que ce sera triste et laid. »

En faisant appel aux « meilleurs architectes », la COGESA veut en tous cas prouver qu'elle a l'intention de donner un nouvel attrait à « des sites préservés de la vulgarité des développements anarchiques... » préservés au point qu'ils étaient encore vierges. Désormais ils ne le seront plus.

ROUND UP

LE N° 2 EST PARU

PREMIER JOURNAL D'INFORMATION - Westerners Indianistes, Cavaliers, Collectionneurs, Folkloristes...

Vente au numéro chez :
- GENERAL STORE : 40, boul. de Bondy-Neuville, 75003 PARIS.
- INDIAN TRADING POST : 50, passage Chabrol, 75003 PARIS.
- LIBRAIRIE DES ARMES : 27, rue du Louvre, 75002 PARIS.
- WESTERN HOUSE : 13, avenue de la Grande-Armée, 75016 PARIS.
- WESTERN BOUTIQUE : centre commercial Parly II.
- THE OUTPOST : 20, route de Boullay-CROIX, 92320 SOREL-MOUSSEL.
- MONTANA RANCH : 28250 Saussey par Aude.
- WESTERN STORE : 13, rue Barthelemy, 13001 MARSEILLE.
- WEST UNION : Centre commercial de la Part-Dieu, 69000 LYON.
- WESTERN BOREALIAN SUPPLY CENTER, 32, rue Antoine-Danassart, 10000 BRUXELLES (Belgique).

ROUND UP Abonnements
1 AN - 4 Numéros
France 20F - Etrang. 30F

Nom
Adresse

Cl-joint mon règlement en chèque bancaire ou postal à l'ordre de ROUND UP
17, rue de l'Osse-Glatigny,
78780 MAURECOURT,
FRANCE M1

Nouvel hôtel de sports d'hiver de tout premier rang.

Hospitalité individualisée dans un cadre rustique de bon aloi. Une gamme complète de services et de divertissements.

TSCHUGGEN HOTEL AROSA

De janvier à mars, fortes réductions de prix suivant la période et le type de chambre.

SEMAINES DE SKI DE DÉCEMBRE

Offre forfaitaire avantageuse d'avant-saison pour la première quinzaine de décembre.

Propriété et direction :
Familie A. Wyssmann-von Kessel
CH-7050 Arosa Girsöns/Boisec
TEL. 194181/51 02 21, télex 74 224

Environnement

POLLUTION AU LARGE DE...
L'Agence de l'eau de la Seine-Normandie a lancé une enquête sur la pollution au large de la Seine. Elle a constaté que la pollution est plus importante qu'on ne le pensait. Elle a demandé aux pouvoirs publics de prendre des mesures pour réduire la pollution.

UN MUSÉE AVEC DU ROULIS

Al. F.

VICTORIA (Londres)
N HOUSE HOTEL
 Breakfast à partir de 40 F
 10 Warwick Way, SW1.
 Tel. 01-831 7112

UN PROMENEUR RACONTE L'AUTHIE

Aimer le Val d'Aauthie, c'est,

■ TOBLESSE oblige : c'est sur

Six mille adresses au total, « très mauvaises ou très bonnes » selon les auteurs eux-mêmes. Autant dire six mille versets dans cette « bible » que tous les Parisiens pratiquants et visseurs de la capitale liront avec l'attention et la prudence qu'on doit conserver en face de toute nouvelle production due à ces deux redoutables hommes de l'art.

LA SECONDE PEAU

presque toute notion de maintien en même temps que son armature pour devenir une « seconde peau » en lycra. Ainsi avons-nous vu en 1975 *Dim* (qui représente un quart du marché des collants en France) se lancer à son tour dans les soutiens-gorge, tandis que *Rosy* joue le « néo-pigeonnant » à la



Bardot des années 50, avec des formes plus rondes, parfois doublées d'une mousse légère qui triche à peine.

Maison

FLEURS AU LIT

Le linge de toilette revient, en 1976, à l'éponge bouclette, la seule qui soit vraiment absorbante, avec une palette de tons unis, (Anne de Solène), une grosse fleur japonaise inscrite dans un cercle (Olivier Desforges), un effet de tweed bicoloré (Guy Laroche-De Witte Lietaer) et un dessin jacquard de grosses fleurs de couleurs douces (Blangin-Giraud).

JANY AUJAME,

MERCI FACTEUR

Les fleurs à l'ancienne, semblables à celles qui ornent les papiers peints et tentures de jadis, se retrouvent sur des draps : en pur coton, à dominante rose (*As-tée*, *Livinos*), en coton et polyester, avec motifs du dix-huitième siècle, en coloris champagne (*Newburyport*, *Springmaid*). En Tergal, un drap parsemé de larges roses, dans un camafeu de bleu (*Habanera*, *Garnier-Thébaud*) et une parure couverte de fleurs très anglaises, dans un dégradé de gris subtils (*Chintz*, *Olivier Desforges*).

Les nappes comme un jardin en été

Pour les inconditionnelles des graphismes modernes, une parure de Tergal est ornée de médaillons paysages sur fond rayé, en dominante de rose, bleu ou beige, avec parfois une à large médaillon au centre (*Colorado, Uco*). En Tergal également, des jeux de draps et housses scandinaves à coordonner : imprimés de larges bandes ou de rayures « tennis » géantes (*Memphis et Tennessee, Agaly*) ou à minuscules feuilles, en positif-négatif, vert laurier ou jaune soleil (*Gémi et Mini, Descamps-actualité, style Primrose Berdier*).

Les nappes sont toujours aussi fleuries qu'un jardin en été. Dans ce parterre multicolore, nous avons remarqué : une nappe en métis en Tergal, à semis de mauve, avenue au mètre, avec bords roulés, en 170 cm de large (Paule Marrot) ; en métis « fleur bleue », une nappe rectangulaire parcourue, sur le pourtour, d'une large guirlande fleurie (*Paradiso*, Agayus) ; en polyester et coton, de délicates fleurs chinôises imaginées par Josette Munier (*Loess*, Zucchi-Marmara) et en Tergal, une entrelacs de grosses fleurs en tons de mauve et de mauve (*Lustine*, Clairdore-Ny). Les tranchons de métis, ont, eux,


● **Au Bon Marché** : des draps et taies en pur coton, à coordonner, en petits et grands semis de bouquets sur fond blanc ; du tissu assorti est vendu en 180 ou 240 cm. Ce magasin est le grand spécialiste de tissus pour draps, nappes, torchons et tissu-éponge, vendus au mètre.

● **A La Redoute** : drap et taies en coton décorés d'une large guirlande de roses sur semis de fleurettes (avec drap-housse à semis), très réussis dans une harmonie de fleurs de ton pêche sur fond perle (catalogue « Blanc 76 », page 8).

● **Aux Trois Suisses** : parure de lit en tergal entièrement parsemée de bouquets à l'ancienne en bleu-gris ou lie-de-vin ; le rabat du drap et le pourtour de la taie sont soulignés d'une guirlande de grosses fleurs. De la toile assortie est vendue au mètre (catalogue « Blanc '76 », page 33).

J. A.

● **Un couteau aiguiser.** de conception originale, qui se compose d'un couteau à découper, de son étui qui en affûte la lame à chaque entrée ou sortie et d'un socle muni de pattes adhésives pouvant se fixer au mur. Ce couteau existe en trois tailles, avec lame de 13, 17 ou 21 centimètres. (Téjal, 40, 50 et 55 F. Grande ma-

Harrods
 OF LONDON
Les plus grands
soldes
 du monde
 commenceront:
le 10 janvier
de 9 heures à 18 heures
 Pour continuer chaque
 jour de 9 heures à 17 heures
 Les mercredis
 jusqu'à 19 heures
 Les samedis
 jusqu'à 18 heures
 F'in des soldes:
le 24 janvier à 18 heures

Harrods
 KNIGHTSBRIDGE, LONDRES, ANGLETERRE

مكتبة من الأصل

Brocante

A L'ENSEIGNE DE LA MOUFF

PETITE agglomération entourée de vignes et de terres labourées dès le IX^e siècle, le bourg de Saint-Médard fut, jusqu'au XV^e siècle, un lieu de villégiature paré de riches propriétés. Son développement important allait bientôt lui faire atteindre le rang de Paris. Au XVIII^e siècle, il était déjà le quartier populaire qu'il est resté, brisé en faubourg, il fut annexé à la capitale en 1724.

La rue, Mouffard a été, de tout temps, la rue principale du bourg Saint-Médard. Elle serpente à travers un très vieux quartier de petit commerce et reste de nos jours une des voies les plus curieuses de Paris. Des nombreux passants qui animent ce quartier, combien savent que la rue Mouffard est une ancienne voie romaine qui, par Fontainebleau et Lyon, allait vers l'Italie ?

Au cœur de cette rue pittoresque, Yvonne Forêt (36, rue Mouffard) a ouvert, en mars dernier, une boutique à l'enseigne du « Septième Jour », dans une maison qui, en 1714, servait de casernement à une compagnie de fusiliers de gardes-françaises, installés de l'autre côté de la cour, au numéro 11 de la rue Tournefort. Elle présente là une brocante, certes traditionnelle, mais sa marchandise est bien sélectionnée, en bon état, et ce qu'elle vend est propre : vaisselle, verrerie, glaces, petits meubles, bibelots de toutes sortes.

Dans son magasin, nous avons remarqué une psyché anglaise en

acajou (950 F), des tables gigognes 1900 (950 et 1 500 F), une petite bibliothèque Louis-Philippe (3 200 F), un guéridon d'époque Restauration (3 500 F), une psyché à trois volets 1900, de style Louis XVI (2 000 F), une armoire Empire (3 800 F). L'hôtesses d'été, aux meubles de petit format : tables de nuit, travailles, tables à abattants (400 à 900 F), petites tables rondes (1 000 à 1 500 F), travailleuse Napoléon III marquetée (2 500 F). A noter pour les collectionneurs, la maquette dix-huitième d'un trois-mâts, excellent état (5 000 F) et, pour les amateurs d'objets 1930, une Diane chasseresse en marbre et régule (1 800 F).

Aux cimaises de cette vieille demeure, quelques tableaux : un

payage dix-neuvième, école de Fontainebleau (1 800 F), une peinture espagnole fin dix-huitième (3 500 F), deux portraits bien encadrés à 1 000 F pièce. L'hôtesses propose d'autre part un bon choix de lampes à pétrole, en état de marche (200 à 500 F), de chaises paliées et cannées (à partir de 250 F), de glaces de tous modèles (100 à 500 F), de vases 1900, de soupières en faïence, de cachepots, de lustres 1900 en pâte de verre (500 à 1 000 F), de plateaux 1900 et 1925, d'abat-jour en opaline peinte.

Signalons encore une garniture de toilette en verre bleu, sept pièces (380 F), des verres anciens à partir de 20 F, des paravents en bambou (750 F environ), un service à café en Limoges 1900

(650 F), deux lampes Napoléon III en opaline (1 500 F la paire), quelques éventails de 150 à 250 F, et un beau bureau à glissières Louis-Philippe en noyer, intérieur en citronnier (3 800 F). Sans prétention, la brocante du « Septième Jour » est une brocante saine et honnête, comme il devient difficile d'en trouver à Paris.

ELVIRE VALOIS.

● Parmi les prochains marchés, foires et expositions : Grenoble, du 30 janvier au 3 février.

● Une minuscule devenue majuscule dans notre dernière chronique (« Le Monde » daté 6, 7, 8 décembre) a pu faire croire que Maud Sled avait rapporté, de Chine des objets insolites alors qu'elle avait fait du « chine ». Les amateurs de brocante l'auront compris.



Jeunes

ÉDUCATION POLITIQUE

Au Proche-Orient

Il fallait beaucoup de talent pour raconter dans un roman pour adolescents l'histoire des Palestiniens. Le livre d'Hubert Péroï *Je resterais tard ce soir* a l'ineffable qualité d'être sobre, d'avoir été écrit sans passion, mais cependant avec beaucoup de sensibilité. C'est certainement ce qui lui a valu d'obtenir le prix Jean-Macé 1975.

Son roman, qui commence en 1948 et s'achève aujourd'hui, montre la vie dans un camp au Liban, la naissance de la prise de conscience, de la lutte des jeunes Palestiniens pour le retour au pays.

L'ouvrage comporte une carte, une liste de films, une bibliographie, et des extraits de journaux, de revues et de livres, destinés à faciliter les recherches des lecteurs qui voudront en savoir plus sur les Palestiniens.

● *Je resterais tard ce soir*, par Hubert Péroï, Hatier, collection « Les chemins de l'amitié », prix : 19 F.

En Amérique du Sud

Avec Eric Marchal, Le Français se trouve entraîné malgré lui dans cette affaire, dont il devient quasiment le héros.

Beaucoup de thèmes sont abordés dans le roman, mais ne sont en réalité qu'effleurés. Plus grave, la fiction se mêle à la réalité, et peut entraîner des confusions dans l'esprit des lecteurs.

Il est ainsi question de Tupamaros chiliens. Or, jusqu'à présent, les Tupamaros étaient des révolutionnaires uruguayens et non chiliens.

● *Ambassadeur en contrebande*, par Jean-Jacques Tournefort (Hachette, collection « Fiches rouges »), prix : 6,30 F.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

● « Radio-France » présente jusqu'au 10 janvier, dans ses locaux, 116, avenue du Président-Kennedy, une exposition sur le thème « L'aéronautique, les ondes, l'espace ».

Jeux

Échecs

N° 639

TOURNOI ZONAL DE LA FIDE EN BULGARIE, DÉCEMBRE 1975.
Blancs : Matanovic (Yougoslavie)
Noirs : Rademsky (Pologne)
Défaite sèche.

Variante de clouage.
1. d4 c5 2. Cf3 Ta6 3. d5 Cf6 4. Cxd4 Cxd4 5. Cg5 Fd6 6. Cxf6 Fxf6 7. Cg5 Fd6 8. Cxf6 Fxf6 9. Cg5 Fd6 10. Cxf6 Fxf6 11. Cg5 Fd6 12. Cxf6 Fxf6 13. Cg5 Fd6 14. Cxf6 Fxf6 15. Cg5 Fd6 16. Cxf6 Fxf6 17. Cg5 Fd6 18. Cxf6 Fxf6 19. Cg5 Fd6 20. Cxf6 Fxf6 21. Cg5 Fd6 22. Cxf6 Fxf6 23. Cg5 Fd6 24. Cxf6 Fxf6 25. Cg5 Fd6 26. Cxf6 Fxf6 27. Cg5 Fd6 28. Cxf6 Fxf6 29. Cg5 Fd6 30. Cxf6 Fxf6 31. Cg5 Fd6 32. Cxf6 Fxf6 33. Cg5 Fd6 34. Cxf6 Fxf6 35. Cg5 Fd6 36. Cxf6 Fxf6 37. Cg5 Fd6 38. Cxf6 Fxf6 39. Cg5 Fd6 40. Cxf6 Fxf6 41. Cg5 Fd6 42. Cxf6 Fxf6 43. Cg5 Fd6 44. Cxf6 Fxf6 45. Cg5 Fd6 46. Cxf6 Fxf6 47. Cg5 Fd6 48. Cxf6 Fxf6 49. Cg5 Fd6 50. Cxf6 Fxf6 51. Cg5 Fd6 52. Cxf6 Fxf6 53. Cg5 Fd6 54. Cxf6 Fxf6 55. Cg5 Fd6 56. Cxf6 Fxf6 57. Cg5 Fd6 58. Cxf6 Fxf6 59. Cg5 Fd6 60. Cxf6 Fxf6 61. Cg5 Fd6 62. Cxf6 Fxf6 63. Cg5 Fd6 64. Cxf6 Fxf6 65. Cg5 Fd6 66. Cxf6 Fxf6 67. Cg5 Fd6 68. Cxf6 Fxf6 69. Cg5 Fd6 70. Cxf6 Fxf6 71. Cg5 Fd6 72. Cxf6 Fxf6 73. Cg5 Fd6 74. Cxf6 Fxf6 75. Cg5 Fd6 76. Cxf6 Fxf6 77. Cg5 Fd6 78. Cxf6 Fxf6 79. Cg5 Fd6 80. Cxf6 Fxf6 81. Cg5 Fd6 82. Cxf6 Fxf6 83. Cg5 Fd6 84. Cxf6 Fxf6 85. Cg5 Fd6 86. Cxf6 Fxf6 87. Cg5 Fd6 88. Cxf6 Fxf6 89. Cg5 Fd6 90. Cxf6 Fxf6 91. Cg5 Fd6 92. Cxf6 Fxf6 93. Cg5 Fd6 94. Cxf6 Fxf6 95. Cg5 Fd6 96. Cxf6 Fxf6 97. Cg5 Fd6 98. Cxf6 Fxf6 99. Cg5 Fd6 100. Cxf6 Fxf6 101. Cg5 Fd6 102. Cxf6 Fxf6 103. Cg5 Fd6 104. Cxf6 Fxf6 105. Cg5 Fd6 106. Cxf6 Fxf6 107. Cg5 Fd6 108. Cxf6 Fxf6 109. Cg5 Fd6 110. Cxf6 Fxf6 111. Cg5 Fd6 112. Cxf6 Fxf6 113. Cg5 Fd6 114. Cxf6 Fxf6 115. Cg5 Fd6 116. Cxf6 Fxf6 117. Cg5 Fd6 118. Cxf6 Fxf6 119. Cg5 Fd6 120. Cxf6 Fxf6 121. Cg5 Fd6 122. Cxf6 Fxf6 123. Cg5 Fd6 124. Cxf6 Fxf6 125. Cg5 Fd6 126. Cxf6 Fxf6 127. Cg5 Fd6 128. Cxf6 Fxf6 129. Cg5 Fd6 130. Cxf6 Fxf6 131. Cg5 Fd6 132. Cxf6 Fxf6 133. Cg5 Fd6 134. Cxf6 Fxf6 135. Cg5 Fd6 136. Cxf6 Fxf6 137. Cg5 Fd6 138. Cxf6 Fxf6 139. Cg5 Fd6 140. Cxf6 Fxf6 141. Cg5 Fd6 142. Cxf6 Fxf6 143. Cg5 Fd6 144. Cxf6 Fxf6 145. Cg5 Fd6 146. Cxf6 Fxf6 147. Cg5 Fd6 148. Cxf6 Fxf6 149. Cg5 Fd6 150. Cxf6 Fxf6 151. Cg5 Fd6 152. Cxf6 Fxf6 153. Cg5 Fd6 154. Cxf6 Fxf6 155. Cg5 Fd6 156. Cxf6 Fxf6 157. Cg5 Fd6 158. Cxf6 Fxf6 159. Cg5 Fd6 160. Cxf6 Fxf6 161. Cg5 Fd6 162. Cxf6 Fxf6 163. Cg5 Fd6 164. Cxf6 Fxf6 165. Cg5 Fd6 166. Cxf6 Fxf6 167. Cg5 Fd6 168. Cxf6 Fxf6 169. Cg5 Fd6 170. Cxf6 Fxf6 171. Cg5 Fd6 172. Cxf6 Fxf6 173. Cg5 Fd6 174. Cxf6 Fxf6 175. Cg5 Fd6 176. Cxf6 Fxf6 177. Cg5 Fd6 178. Cxf6 Fxf6 179. Cg5 Fd6 180. Cxf6 Fxf6 181. Cg5 Fd6 182. Cxf6 Fxf6 183. Cg5 Fd6 184. Cxf6 Fxf6 185. Cg5 Fd6 186. Cxf6 Fxf6 187. Cg5 Fd6 188. Cxf6 Fxf6 189. Cg5 Fd6 190. Cxf6 Fxf6 191. Cg5 Fd6 192. Cxf6 Fxf6 193. Cg5 Fd6 194. Cxf6 Fxf6 195. Cg5 Fd6 196. Cxf6 Fxf6 197. Cg5 Fd6 198. Cxf6 Fxf6 199. Cg5 Fd6 200. Cxf6 Fxf6 201. Cg5 Fd6 202. Cxf6 Fxf6 203. Cg5 Fd6 204. Cxf6 Fxf6 205. Cg5 Fd6 206. Cxf6 Fxf6 207. Cg5 Fd6 208. Cxf6 Fxf6 209. Cg5 Fd6 210. Cxf6 Fxf6 211. Cg5 Fd6 212. Cxf6 Fxf6 213. Cg5 Fd6 214. Cxf6 Fxf6 215. Cg5 Fd6 216. Cxf6 Fxf6 217. Cg5 Fd6 218. Cxf6 Fxf6 219. Cg5 Fd6 220. Cxf6 Fxf6 221. Cg5 Fd6 222. Cxf6 Fxf6 223. Cg5 Fd6 224. Cxf6 Fxf6 225. Cg5 Fd6 226. Cxf6 Fxf6 227. Cg5 Fd6 228. Cxf6 Fxf6 229. Cg5 Fd6 230. Cxf6 Fxf6 231. Cg5 Fd6 232. Cxf6 Fxf6 233. Cg5 Fd6 234. Cxf6 Fxf6 235. Cg5 Fd6 236. Cxf6 Fxf6 237. Cg5 Fd6 238. Cxf6 Fxf6 239. Cg5 Fd6 240. Cxf6 Fxf6 241. Cg5 Fd6 242. Cxf6 Fxf6 243. Cg5 Fd6 244. Cxf6 Fxf6 245. Cg5 Fd6 246. Cxf6 Fxf6 247. Cg5 Fd6 248. Cxf6 Fxf6 249. Cg5 Fd6 250. Cxf6 Fxf6 251. Cg5 Fd6 252. Cxf6 Fxf6 253. Cg5 Fd6 254. Cxf6 Fxf6 255. Cg5 Fd6 256. Cxf6 Fxf6 257. Cg5 Fd6 258. Cxf6 Fxf6 259. Cg5 Fd6 260. Cxf6 Fxf6 261. Cg5 Fd6 262. Cxf6 Fxf6 263. Cg5 Fd6 264. Cxf6 Fxf6 265. Cg5 Fd6 266. Cxf6 Fxf6 267. Cg5 Fd6 268. Cxf6 Fxf6 269. Cg5 Fd6 270. Cxf6 Fxf6 271. Cg5 Fd6 272. Cxf6 Fxf6 273. Cg5 Fd6 274. Cxf6 Fxf6 275. Cg5 Fd6 276. Cxf6 Fxf6 277. Cg5 Fd6 278. Cxf6 Fxf6 279. Cg5 Fd6 280. Cxf6 Fxf6 281. Cg5 Fd6 282. Cxf6 Fxf6 283. Cg5 Fd6 284. Cxf6 Fxf6 285. Cg5 Fd6 286. Cxf6 Fxf6 287. Cg5 Fd6 288. Cxf6 Fxf6 289. Cg5 Fd6 290. Cxf6 Fxf6 291. Cg5 Fd6 292. Cxf6 Fxf6 293. Cg5 Fd6 294. Cxf6 Fxf6 295. Cg5 Fd6 296. Cxf6 Fxf6 297. Cg5 Fd6 298. Cxf6 Fxf6 299. Cg5 Fd6 300. Cxf6 Fxf6 301. Cg5 Fd6 302. Cxf6 Fxf6 303. Cg5 Fd6 304. Cxf6 Fxf6 305. Cg5 Fd6 306. Cxf6 Fxf6 307. Cg5 Fd6 308. Cxf6 Fxf6 309. Cg5 Fd6 310. Cxf6 Fxf6 311. Cg5 Fd6 312. Cxf6 Fxf6 313. Cg5 Fd6 314. Cxf6 Fxf6 315. Cg5 Fd6 316. Cxf6 Fxf6 317. Cg5 Fd6 318. Cxf6 Fxf6 319. Cg5 Fd6 320. Cxf6 Fxf6 321. Cg5 Fd6 322. Cxf6 Fxf6 323. Cg5 Fd6 324. Cxf6 Fxf6 325. Cg5 Fd6 326. Cxf6 Fxf6 327. Cg5 Fd6 328. Cxf6 Fxf6 329. Cg5 Fd6 330. Cxf6 Fxf6 331. Cg5 Fd6 332. Cxf6 Fxf6 333. Cg5 Fd6 334. Cxf6 Fxf6 335. Cg5 Fd6 336. Cxf6 Fxf6 337. Cg5 Fd6 338. Cxf6 Fxf6 339. Cg5 Fd6 340. Cxf6 Fxf6 341. Cg5 Fd6 342. Cxf6 Fxf6 343. Cg5 Fd6 344. Cxf6 Fxf6 345. Cg5 Fd6 346. Cxf6 Fxf6 347. Cg5 Fd6 348. Cxf6 Fxf6 349. Cg5 Fd6 350. Cxf6 Fxf6 351. Cg5 Fd6 352. Cxf6 Fxf6 353. Cg5 Fd6 354. Cxf6 Fxf6 355. Cg5 Fd6 356. Cxf6 Fxf6 357. Cg5 Fd6 358. Cxf6 Fxf6 359. Cg5 Fd6 360. Cxf6 Fxf6 361. Cg5 Fd6 362. Cxf6 Fxf6 363. Cg5 Fd6 364. Cxf6 Fxf6 365. Cg5 Fd6 366. Cxf6 Fxf6 367. Cg5 Fd6 368. Cxf6 Fxf6 369. Cg5 Fd6 370. Cxf6 Fxf6 371. Cg5 Fd6 372. Cxf6 Fxf6 373. Cg5 Fd6 374. Cxf6 Fxf6 375. Cg5 Fd6 376. Cxf6 Fxf6 377. Cg5 Fd6 378. Cxf6 Fxf6 379. Cg5 Fd6 380. Cxf6 Fxf6 381. Cg5 Fd6 382. Cxf6 Fxf6 383. Cg5 Fd6 384. Cxf6 Fxf6 385. Cg5 Fd6 386. Cxf6 Fxf6 387. Cg5 Fd6 388. Cxf6 Fxf6 389. Cg5 Fd6 390. Cxf6 Fxf6 391. Cg5 Fd6 392. Cxf6 Fxf6 393. Cg5 Fd6 394. Cxf6 Fxf6 395. Cg5 Fd6 396. Cxf6 Fxf6 397. Cg5 Fd6 398. Cxf6 Fxf6 399. Cg5 Fd6 400. Cxf6 Fxf6 401. Cg5 Fd6 402. Cxf6 Fxf6 403. Cg5 Fd6 404. Cxf6 Fxf6 405. Cg5 Fd6 406. Cxf6 Fxf6 407. Cg5 Fd6 408. Cxf6 Fxf6 409. Cg5 Fd6 410. Cxf6 Fxf6 411. Cg5 Fd6 412. Cxf6 Fxf6 413. Cg5 Fd6 414. Cxf6 Fxf6 415. Cg5 Fd6 416. Cxf6 Fxf6 417. Cg5 Fd6 418. Cxf6 Fxf6 419. Cg5 Fd6 420. Cxf6 Fxf6 421. Cg5 Fd6 422. Cxf6 Fxf6 423. Cg5 Fd6 424. Cxf6 Fxf6 425. Cg5 Fd6 426. Cxf6 Fxf6 427. Cg5 Fd6 428. Cxf6 Fxf6 429. Cg5 Fd6 430. Cxf6 Fxf6 431. Cg5 Fd6 432. Cxf6 Fxf6 433. Cg5 Fd6 434. Cxf6 Fxf6 435. Cg5 Fd6 436. Cxf6 Fxf6 437. Cg5 Fd6 438. Cxf6 Fxf6 439. Cg5 Fd6 440. Cxf6 Fxf6 441. Cg5 Fd6 442. Cxf6 Fxf6 443. Cg5 Fd6 444. Cxf6 Fxf6 445. Cg5 Fd6 446. Cxf6 Fxf6 447. Cg5 Fd6 448. Cxf6 Fxf6 449. Cg5 Fd6 450. Cxf6 Fxf6 451. Cg5 Fd6 452. Cxf6 Fxf6 453. Cg5 Fd6 454. Cxf6 Fxf6 455. Cg5 Fd6 456. Cxf6 Fxf6 457. Cg5 Fd6 458. Cxf6 Fxf6 459. Cg5 Fd6 460. Cxf6 Fxf6 461. Cg5 Fd6 462. Cxf6 Fxf6 463. Cg5 Fd6 464. Cxf6 Fxf6 465. Cg5 Fd6 466. Cxf6 Fxf6 467. Cg5 Fd6 468. Cxf6 Fxf6 469. Cg5 Fd6 470. Cxf6 Fxf6 471. Cg5 Fd6 472. Cxf6 Fxf6 473. Cg5 Fd6 474. Cxf6 Fxf6 475. Cg5 Fd6 476. Cxf6 Fxf6 477. Cg5 Fd6 478. Cxf6 Fxf6 479. Cg5 Fd6 480. Cxf6 Fxf6 481. Cg5 Fd6 482. Cxf6 Fxf6 483. Cg5 Fd6 484. Cxf6 Fxf6 485. Cg5 Fd6 486. Cxf6 Fxf6 487. Cg5 Fd6 488. Cxf6 Fxf6 489. Cg5 Fd6 490. Cxf6 Fxf6 491. Cg5 Fd6 492. Cxf6 Fxf6 493. Cg5 Fd6 494. Cxf6 Fxf6 495. Cg5 Fd6 496. Cxf6 Fxf6 497. Cg5 Fd6 498. Cxf6 Fxf6 499. Cg5 Fd6 500. Cxf6 Fxf6 501. Cg5 Fd6 502. Cxf6 Fxf6 503. Cg5 Fd6 504. Cxf6 Fxf6 505. Cg5 Fd6 506. Cxf6 Fxf6 507. Cg5 Fd6 508. Cxf6 Fxf6 509. Cg5 Fd6 510. Cxf6 Fxf6 511. Cg5 Fd6 512. Cxf6 Fxf6 513. Cg5 Fd6 514. Cxf6 Fxf6 515. Cg5 Fd6 516. Cxf6 Fxf6 517. Cg5 Fd6 518. Cxf6 Fxf6 519. Cg5 Fd6 520. Cxf6 Fxf6 521. Cg5 Fd6 522. Cxf6 Fxf6 523. Cg5 Fd6 524. Cxf6 Fxf6 525. Cg5 Fd6 526. Cxf6 Fxf6 527. Cg5 Fd6 528. Cxf6 Fxf6 529. Cg5 Fd6 530. Cxf6 Fxf6 531. Cg5 Fd6 532. Cxf6 Fxf6 533. Cg5 Fd6 534. Cxf6 Fxf6 535. Cg5 Fd6 536. Cxf6 Fxf6 537. Cg5 Fd6 538. Cxf6 Fxf6 539. Cg5 Fd6 540. Cxf6 Fxf6 541. Cg5 Fd6 542. Cxf6 Fxf6 543. Cg5 Fd6 544. Cxf6 Fxf6 545. Cg5 Fd6 546. Cxf6 Fxf6 547. Cg5 Fd6 548. Cxf6 Fxf6 549. Cg5 Fd6 550. Cxf6 Fxf6 551. Cg5 Fd6 552. Cxf6 Fxf6 553. Cg5 Fd6 554. Cxf6 Fxf6 555. Cg5 Fd6 556. Cxf6 Fxf6 557. Cg5 Fd6 558. Cxf6 Fxf6 559. Cg5 Fd6 560. Cxf6 Fxf6 561. Cg5 Fd6 562. Cxf6 Fxf6 563. Cg5 Fd6 564. Cxf6 Fxf6 565. Cg5 Fd6 566. Cxf6 Fxf6 567. Cg5 Fd6 568. Cxf6 Fxf6 569. Cg5 Fd6 570. Cxf6 Fxf6 571. Cg5 Fd6 572. Cxf6 Fxf6 573. Cg5 Fd6 574. Cxf6 Fxf6 575. Cg5 Fd6 576. Cxf6 Fxf6 577. Cg5 Fd6 578. Cxf6 Fxf6 579. Cg5 Fd6 580. Cxf6 Fxf6 581. Cg5 Fd6 582. Cxf6 Fxf6 583. Cg5 Fd6 584. Cxf6 Fxf6 585. Cg5 Fd6 586. Cxf6 Fxf6 587. Cg5 Fd6 588. Cxf6 Fxf6 589. Cg5 Fd6 590. Cxf6 Fxf6 591. Cg5 Fd6 592. Cxf6 Fxf6 593. Cg5 Fd6 594. Cxf6 Fxf6 595. Cg5 Fd6 596. Cxf6 Fxf6 597. Cg5 Fd6 598. Cxf6 Fxf6 599. Cg5 Fd6 600. Cxf6 Fxf6 601. Cg5 Fd6 602. Cxf6 Fxf6 603. Cg5 Fd6 604. Cxf6 Fxf6 605. Cg5 Fd6 606. Cxf6 Fxf6 607. Cg5 Fd6 608. Cxf6 Fxf6 609. Cg5 Fd6 610. Cxf6 Fxf6 611. Cg5 Fd6 612. Cxf6 Fxf6 613. Cg5 Fd6 614. Cxf6 Fxf6 615. Cg5 Fd6 616. Cxf6 Fxf6 617. Cg5 Fd6 618. Cxf6 Fxf6 619. Cg5 Fd6 620. Cxf6 Fxf6 621. Cg5 Fd6 622. Cxf6 Fxf6 623. Cg5 Fd6 624. Cxf6 Fxf6 625. Cg5 Fd6 626. Cxf6 Fxf6 627. Cg5 Fd6 628. Cxf6 Fxf6 629. Cg5 Fd6 630. Cxf6 Fxf6 631. Cg5 Fd6 632. Cxf6 Fxf6 633. Cg5 Fd6 634. Cxf6 Fxf6 635. Cg5 Fd6 636. Cxf6 Fxf6 637. Cg5 Fd6 638. Cxf6 Fxf6 639. Cg5 Fd6 640. Cxf6 Fxf6 641. Cg5 Fd6 642. Cxf6 Fxf6 643. Cg5 Fd6 644. Cxf6 Fxf6 645. Cg5 Fd6 646. Cxf6 Fxf6 647. Cg5 Fd6 648. Cxf6 Fxf6 649. Cg5 Fd6 650. Cxf6 Fxf6 651. Cg5 Fd6 652. Cxf6 Fxf6 653. Cg5 Fd6 654. Cxf6 Fxf6 655. Cg5 Fd6 656. Cxf6 Fxf6 657. Cg5 Fd6 658. Cxf6 Fxf6 659. Cg5 Fd6 660. Cxf6 Fxf6 661. Cg5 Fd6 662. Cxf6 Fxf6 663. Cg5 Fd6 664. Cxf6 Fxf6 665. Cg5 Fd6 666. Cxf6 Fxf6 667. Cg5 Fd6 668. Cxf6 Fxf6 669. Cg5 Fd6 670. Cxf6 Fxf6 671. Cg5 Fd6 672. Cxf6 Fxf6 673. Cg5 Fd6 674. Cxf6 Fxf6 675. Cg5 Fd6 676. Cxf6 Fxf6 677. Cg5 Fd6 678. Cxf6 Fxf6 679. Cg5 Fd6 680. Cxf6 Fxf6 681. Cg5 Fd6 682. Cxf6 Fxf6 683. Cg5 Fd6 684. Cxf6 Fxf6 685. Cg5 Fd6 686. Cxf6 Fxf6 687. Cg5 Fd6 688. Cxf6 Fxf6 689. Cg5 Fd6 690. Cxf6 Fxf6 691. Cg5 Fd6 692. Cxf6 Fxf6 693. Cg5 Fd6 694. Cxf6 Fxf6 695. Cg5 Fd6 696. Cxf6 Fxf6 697. Cg5 Fd6 698. Cxf6 Fxf6 699. Cg5 Fd6 700. Cxf6 Fxf6 701. Cg5 Fd6 702. Cxf6 Fxf6 703. Cg5 Fd6 704. Cxf6 Fxf6 705. Cg5 Fd6 706. Cxf6 Fxf6 707. Cg5 Fd6 708. Cxf6 Fxf6 709. Cg5 Fd6 710. Cxf6 Fxf6 711. Cg5 Fd6 712. Cxf6 Fxf6 713. Cg5 Fd6 714. Cxf6 Fxf6 715. Cg5 Fd6 716. Cxf6 Fxf6 717. Cg5 Fd6 718. Cxf6 Fxf6 719. Cg5 Fd6 720. Cxf6 Fxf6 721. Cg5 Fd6 722. Cxf6 Fxf6 723. Cg5 Fd6 724. Cxf6 Fxf6 725. Cg5 Fd6 726. Cxf6 Fxf6 727. Cg5 Fd6 728. Cxf6 Fxf6 729. Cg5 Fd6 730. Cxf6 Fxf6 731. Cg5 Fd6 732. Cxf6 Fxf6 733. Cg5 Fd6 734. Cxf6 Fxf6 735. Cg5 Fd6 736. Cxf6 Fxf6 737. Cg5 Fd6 738. Cxf6 Fxf6 739. Cg5 Fd6 740. Cxf6 Fxf6 741. Cg5 Fd6 742. Cxf6 Fxf6 743. Cg5 Fd6 744. Cxf6 Fxf6 745. Cg5 Fd6 746. Cxf6 Fxf6 747. Cg5 Fd6 748. Cxf6 Fxf6 749. Cg5 Fd6 750. Cxf6 Fxf6 751. Cg5 Fd6 752. Cxf6 Fxf6 753. Cg5 Fd6 754. Cxf6 Fxf6 755. Cg5 Fd6 756. Cxf6 Fxf6 757. Cg5 Fd6 758. Cxf6 Fxf6 759. Cg5 Fd6 760. Cxf6 Fxf6 761. Cg5 Fd6 762. Cxf6 Fxf6 763. Cg5 Fd6 764. Cxf6 Fxf6 765. Cg5 Fd6 766. Cxf6 Fxf6 767. Cg5 Fd6 768. Cxf6 Fxf6 769. Cg5 Fd6 770. Cxf6 Fxf6 771. Cg5 Fd6 772. Cxf6 Fxf6 773. Cg5 Fd6 774. Cxf6 Fxf6 775. Cg5 Fd6 776. Cxf6 Fxf6 777. Cg5 Fd6 778. Cxf6 Fxf6 779. Cg5 Fd6 780. Cxf6 Fxf6 781. Cg5 Fd6 782. Cxf6 Fxf6 783. Cg5 Fd6 784. Cxf6 Fxf6 785. Cg5 Fd6 786. Cxf6 Fxf6 787. Cg5 Fd6 788. Cxf6 Fxf6 789. Cg5 Fd6 790. Cxf6 Fxf6 791. Cg5 Fd6 792. Cxf6 Fxf6 793. Cg5 Fd6 794. Cxf6 Fxf6 795. Cg5 Fd6 796. Cxf6 Fxf6 797. Cg5 Fd6 798. Cxf6 Fxf6 799. Cg5 Fd6 800. Cxf6 Fxf6 801. Cg5 Fd6 802. Cxf6 Fxf6 803. Cg5 Fd6 804. Cxf6 Fxf6 805. Cg5 Fd6 806. Cxf6 Fxf6 807. Cg5 Fd6 808. Cxf6 Fxf6 809. Cg5 Fd6 810. Cxf6 Fxf6 811. Cg5 Fd6 812. Cxf6 Fxf6 813. Cg5 Fd6 814. Cxf6 Fxf6 815. Cg5 Fd6 816. Cxf6 Fxf6 817. Cg5 Fd6 818. Cxf6 Fxf6 819. Cg5 Fd6 820. Cxf6 Fxf6 821. Cg5 Fd6 822. Cxf6 Fxf6 823. Cg5 Fd6 824. Cxf6 Fxf6 825. Cg5 Fd6 826. Cxf6 Fxf6 827. Cg5 Fd6 828. Cxf6 Fxf6 829. Cg5 Fd6 830. Cxf6 Fxf6 831. Cg5 Fd6 832. Cxf6 Fxf6 833. Cg5 Fd6 834. Cxf6 Fxf6 835. Cg5 Fd6 836. Cxf6 Fxf6 837. Cg5 Fd6 838. Cxf6 Fxf6 839. Cg5 Fd6 840. Cxf6 Fxf6 841. Cg5 Fd6 842. Cxf6 Fxf6 843. Cg5 Fd6 844. Cxf6 Fxf6 845. Cg5 Fd6 846. Cxf6 Fxf6 847. Cg5 Fd6 848. Cxf6 Fxf6 849. Cg5 Fd6 850. Cxf6 Fxf6 851. Cg5 Fd6 852. Cxf6 Fxf6 853. Cg5 Fd6 854. Cxf6 Fxf6 855. Cg5 Fd6 856. Cxf6 Fxf6 857. Cg5 Fd6 858. Cxf6 Fxf6 859. Cg5 Fd6 860. Cxf6 Fxf6 861. Cg5 Fd6 862. Cxf6 Fxf6

GHISLAIN...

Unain, disent les militants de l'antichristisme, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

En fonction de considérations ou égoïstes, comme son frère, car il en va des prévisions ont été baptisées Brigitte, au moment de sa naissance, au moment de sa vie, lui attribuent leurs prévisions de leur choix.

RADIO-TÉLÉVISION

L'ISLAM A TF1

Avant la messe, la mosquée de Gafsa

Les moyens de communication sociale poursuivent leurs efforts pour intéresser les Français à l'islam dont les adeptes constituent la plus importante des minorités religieuses de notre pays. Les catholiques ne sont pas les derniers à prendre des initiatives en ce sens. Ils découvrent le Coran et représentent les points de convergence avec la Bible.

À TF1, le comité français de radio-télévision a choisi les fêtes de fin d'année pour projeter (en deux parties, le 28 décembre et le 4 janvier) un film en couleurs. Dieu est grand permettez de pénétrer dans la vie de prière et dans la mentalité des musulmans. Repté à Gafsa, en Tunisie, avec cette chaleur d'accueil propre à l'Afrique du Nord, l'équipe du "Jour du Seigneur" a été admise à filmer la mosquée de la grande prière. Si Ali Mehrez, qui est l'imam, appelle les croyants au haut du minaret d'une voix forte et mélodieuse. « La foi, dit-il, est comme la pluie aux confins du désert : elle commence goutte à goutte et puis coule à flot comme les oueds. » On le voit aussi cultiver son jardin, car « la douceur des dattes et l'amertume du citron, qui a fait tout cela ? Dieu », à remarquer au passage qu'en arabe le soleil est du féminin.

L'idée centrale, sans cesse reprise sous des formes différentes, est l'unité de Dieu. L'islam, dit Mahomet lui-même n'est rien, il n'est que l'association d'Allah. La deuxième partie du film (la première a été diffusée le 28 décembre) présente essentiellement Marius Garau, prêtre-infirmier à l'hôpital de Gafsa. Artisan du dialogue entre les croyants chrétiens et musulmans, Marius se fait appeler du nom arabe qui signifie « serviteur de Dieu ». Il souligne que le Coran demande de chercher à comprendre ceux qui professent une autre religion. Les croyants les plus proches des musulmans sont les chrétiens. Ils contestent, eux aussi, toutes les formes d'idolâtrie. L'islam rappelle l'attachement à la transcendance de Dieu. Aujourd'hui, tout particulièrement, cette insistance est opportune. Dans le langage de tous les

D'une chaîne à l'autre

Mme BAUDRIER DÉFEND « TOUTES LES MUSIQUES »

Comme elle l'avait fait précédemment, répondant aux critiques de Jean Durold dans France-Soir, Mme Jacqueline Baudrier, président-directeur général de Radio-France, a pris la défense des réformes en cours sur France-Musique dans l'émission « Parti-pris » du 1^{er} janvier, sur France-Culture.

« La jeune radio qu'est Radio-France doit s'interroger sur elle-même et se remettre en question », a dit notamment Mme Baudrier, après avoir souligné que la réforme de France-Musique ne date que du mois d'octobre et qu'il fallait laisser aux responsables le temps de procéder à certains aménagements souhaitables avant de juger des nouveaux programmes : « France-Musique a voulu faire plaisir à toutes les musiques, elle devait avoir la curiosité de les connaître comme on a la curiosité de voyager. » Mme Baudrier a également rappelé que près de la moitié des auditeurs de la chaîne sont des jeunes et que l'audience hebdomadaire avait augmenté depuis la réforme, passant de 6,6 à 7,1 en mars (anciens programmes) à 7,1 en octobre-novembre (nouveaux programmes), ce qui représente un gain de deux cent mille auditeurs (soit 8 % environ de l'audience totale).

LES PROGRAMMES

VENDREDI 2 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Feuilleton : Michel Strogoff ; 22 h. Variétés. Show Poincaré ; réal. R. Steinchen ; 23 h. TF 1 actualités.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Comédie : « Faisons un rêve », de S. Guitry. Mise en scène M. Roux. Réal. J. Hubert. Avec J.-P. Darras, C. Cellier, W. Sabatier.

Un jeune avocat brillant séduit la femme d'un ami. Quiproquo et situations burlesques.

22 h. Magazine littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Les gros mots) ; 22 h. 45. Ciné-Club : Spécial Médias. Journal de l'A 2.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi : Fait divers (Sommaire de déviation) ; 21 h. 20. Les grandes batailles du passé : « La bataille d'Orléans 1429 » de H. de Turenne et D. Costelle ; 22 h. 10. FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 30 (S.), La musique et les hommes ; 22 h. 35. « Le Temps de rire », par R. Doves, en coproduction avec l'Institut national de l'audiovisuel ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Semaine Bach, d'Orléans. Réal. Christiane Baudrier ; 22 h. 30. « La nuit », de J. L. J. ; 22 h. 45. « La nuit », de J. L. J. ; 23 h. 30. Dossier d'essai ; 23 h. Jazz forum ; 24 h. En mars.

SAMEDI 3 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. Samedi est à vous) ; 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Michel Delpech) ; 21 h. 30. Série : Barabara (Premier épisode : La Vendetta) ; 22 h. 25. Variétés : Dama, d'A. Blanc, réal. D. Derrien ; 23 h. 20. TF 1 actualités.

CHAÎNE II (couleur) : A 2

9 h. 50 à 18 h. 45. Programme ininterrompu (à 9 h. 50. Concert pour trois pianos, de Mozart ; à 18 h. 45. Ciné) ; 20 h. 30. Télé-roman : Splendeurs et misères des courtisanes, d'après H. de Balzac ; réal. M. Cazaneuve ; avec G. Girel, B. Gardin, C. Le Poulain.

La vision du baron de Nostalgem.

22 h. 5. Variétés : Dix de der, par Ph. Bourvard ; 23 h. 35. Journal de l'A 2.

CHAÎNE III (couleur) : FR 3

20 h. 30. Feuilleton : Les peupliers de la préséance, d'après M. Blancpain. Réal. J. Herman. 1^{er} épisode : La lumière du passé ; Avec J. Alric, G. Marchal, C. Hubeau.

21 h. 25. Série : Erreurs judiciaires. « Un inculpé volontaire ». d'après M. Floriot. Réal. J. Laviron.

21 h. 50. FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 30 (S.), « Le Monde cassé », de Abel Zorno. Réal. J.-W. Gervet ; 22 h. 35. « La Fugue du samedi ou mi-juin, mi-juillet », de J. Chouquet ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Soirée lyrique : « La Chovanchichina » (Moussorgski), orchestration Rimski-Korsakov, par le Théâtre Bolchoï de Moscou ; 23 h. 50. Poésie.

DIMANCHE 4 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30 à 19 h. 20. Programme ininterrompu (à 13 h. 20. Le petit rapporteur ; à 17 h. 5. Film : « Le Fils du diable ») ; 20 h. 30. Film : « Benjamin », de M. Deville (1967) ; avec M. Morgan, M. Piccoli, P. Clément, C. Deneuve.

23 h. Danse : « Aqua Alta », de M. Béart, par l'école « Mudra ». Réal. M. Lobel.

23 h. 40. TF 1 actualités.

CHAÎNE II (couleur) : A 2

9 h. 50 à 19 h. 15. Programme ininterrompu (à 9 h. 50. Concert : « six Danses allemandes », de Marché en ré majeur, de Mozart ; à 11 h. en direct des pouvoirs publics ; à 14 h. 55. Film : « Dots de sarcophage », à 17 h. 50. Le ticket de retour) ; 20 h. 30. Opéra-comique : « L'Elisir d'amour », de Donizetti ; mise en scène W. Duggelin ; orch. philharmonique de Strasbourg dirigé par A. Jordan ; avec J. Perry, C. Baqueler, C. Littai, T. Möller.

22 h. 25. Les cadets de la politique, de P. Miquel et A. Gaillard.

22 h. 55. Journal de l'A 2.

CHAÎNE III (couleur) : FR 3

19 h. Portrait d'un cinéaste : Claude Autant-Lara ; 20 h. 5. Variétés avec A. Cordy ; 21 h. 5. Les années épiques du cinéma : « Les Épopées » ; à 21 h. 30. Magazine : « Le Masque et la plume », de F.-R. Bastide et G. Jacob.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. La Comédie-Française présente « Pique », de S. Naughton, avec J. Tola, M. Etcheverry, F. Seigner, réal. J. Bayle ; 16 h. 5. Festival de Salzbourg. Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Willy Boskowsky (Johann Strauss) ; 20 h. 30. Poésie ; 20 h. 30. Poésie ininterrompue ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique : « Raps », de R. J. ; 21 h. 5. « Le monde cassé », de J. Chouquet ; 22 h. 30. « Le monde cassé », de J. Chouquet ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. La tribune des critiques de disques : « Neufvins Symphonie » (Beethoven) ; 17 h. Le concert classique ; 19 h. 10. Jazz vivant ; 20 h. 30. Nouveaux talents, premiers albums ; 21 h. Festival de Besançon : « Concerto en ré mineur » (Bach), « Sérénade en ut mineur », « Concerto pour piano et orchestre » (Mozart), par l'ESB de Lausanne, dir. M. Caroz, avec M.-J. Pirès ; 23 h. Cycle Brahms ; 24 h. Nouvelle musique américaine.

مكتبة من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI				
Offres d'emploi "Placarde encadrée"	34,00	39,70	L'IMMOBILIER	
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37	Achat-Vente-Location	25,00 25,19
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03	EXCLUSIVITÉS	30,00 33,03
CAPITAUX			L'AGENDA DU MONDE	
OU PROPOSITIONS COMMERC	85,00	75,89	(chaque vendredi)	23,00 26,85

offres d'emploi

REDACTEURS

SINISTRES CONFIRMES

INTEREXPRESS

4 rue de la Paix

URGENT : recherches : INFIRMIER(D) D.E.

pour bloc jour.

INFIRMIER(D) D.E.

chirurgie nuit.

AIDE-SOIGNANT D.E.

de nuit.

S.N.C.F., Paris-Porte.

19 rue du Nord, Salaise

horaires très intéressants.

Diplômes et certificats exigés.

Télé. pour renseignements 06-05-15.

Cabinet immobilier QUEST

g. NEGOCIATEUR QUALITE.

Ecrire à M. S. P. 101, 62 P.

27, rue Montmartre, PARIS-2.

IMPORTANT : SOCIETE

ENGINEERING

recherche pour son

département aménagement

INGENIEUR

FORESTIER

DIPLOME I.S.E.P.F.

ou formation équivalente,

possédant minimum 54 ans

pratique dans cette spécialité

POUR ETUDE INVESTISSEMENT

EN PROJETS TRAVAIL ET

PAYES AMOUEMENTS

FORESTIERS.

Lieu de travail :

Bureau de PARIS

Missions France et Etranger.

Nationalité française.

Langue anglaise appréciée.

Adr. C.V. détaillée et présentations

à M. CONTREUR, 15, rue F.

20, avenue Opéra, 75004 PARIS.

Côtes 01, ou transmettra.

Interne, 35 km. Paris sud rech.

PROFESSEUR math.

sciences nat., histoire, géo.

Expérience admissible exigée.

Tél. : 805-25-57.

SOCIETE D'ENGINEERING

thermique et mécanique

recherche

3 INGENIEURS PROJET

Formation mécanique ou

électrique ou chimique.

Analyste conseil.

4 à 5 ans d'expérience.

Adresser C.V. détaillée à

M. ZENTH, PUBLICITE,

36, avenue Hoche, PARIS-17.

ou transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

seul transmettra.

secrétaires

SECRÉTAIRE

MEDICIN recherche

plus temps

Téléphone : 3 12 15 à 17 h.

549-07-12.

demandes d'emploi

ARCHITECTE D.P.L.G.

Exercer et réviser, 1^{er} ordre de

sonal diversifié, part

Dynamisme et sens relations

humaines

Creativité positive.

Etude toutes propositions même

clients.

Ecr. à M. 112, « Le Monde » P.

5, r. des Italiens, 75007 Paris-7.

de 15 h. à 17 h. samedi, lundi.

représent.

offre

Important distributeur spécia-

liste en mercerie haute fardai-

et bonneterie, rech. dans la

région représentante qualifiée

et de préférence introduits

de 15 h. à 17 h. samedi, lundi.

proposit.com.

capitaux

Acquisition au comptant ou loca-

tion vente mobilière ou com-

merciale, ind. toutes proce-

tes. Ecr. HAVAS CAEN n° 7007.

autos-vente

AUSTIN 885, Année 72, Fr Armes

5, rue de la République, 14

17 h. 17 h.

Tél. 224-57-53, heures bureau.

bateaux

A vendre péniche autor. à stio-

ner qual Soifferie, face à la

parc d'Austerlitz, eau, restaura-

tion, à 5 min de 50 personnes.

bar, cabines, solarium.

Téléphone : 224-44-01.

A vendre maison

ARTS ET SPECTACLES

Musique

L'INCONNU DE LYON

(Suite de la première page.)

En 1971 cependant, M. Marcel Landowski, alors directeur de la musique au ministère des affaires culturelles, confiait la direction de l'Opéra de Paris à Erio qui refusait en raison de l'impossibilité où il se serait trouvé de faire un théâtre sobre, populaire, hors de la convention, des grandes machines et du répertoire habituel de l'Opéra. Mais il acceptait la direction de l'Opéra-Comique où il devait assurer une « grande programmation » de deux cent cinquante représentations annuelles, appuyée sur de nombreuses créations, préparant une « rénovation de l'art lyrique », avec une cellule de

recherche et d'enseignement qui était l'embryon de l'Opéra-Studio.

Cependant, les besoins de la « grande boutique » étaient tels que le gouvernement décidait en 1972 de réduire l'Opéra-Comique à l'Opéra royal de M. Liebermann, qui attendait encore de devenir « démocratique ». Peut-être Erio, privé des moyens nécessaires pour s'implanter solidement à Paris, aurait-il dû alors se démettre, mais il croyait à la nécessité d'une école supérieure d'art lyrique pour préparer les chanteurs, les metteurs en scène, les chefs d'orchestre à ces spectacles lyriques complets dont il était l'un des

pionniers, et il se sentait appuyé sans réserves par M. Jacques Duhamel, ministre des affaires culturelles, et par M. Landowski.

L'Opéra-Studio ne put malheureusement faire ses preuves et atteindre sa vitesse de croisière, aussi bien financière qu'artistique, avant le départ de ce dernier en 1974, malgré le succès de « La Flûte enchantée » devant vingt mille Parisiens et dix mille Lyonnais.

Finalement, en dehors de « La Flûte enchantée », le public parisien ne connaît rien du talent d'Erio, aucune de ses grandes mises en scène (« Don Giovanni », « Tristan », « Pelléas », « Wozzeck », « Les Contes », « L'Histoire du soldat », etc.). Peut-être d'ailleurs ne lui plairaient-elles pas, car l'art d'Erio est à l'opposé du grand spectacle cher au palais Garnier. Jamais chez lui la réalité scénique n'est écartonnée avec son déploiement de fausse richesse, et c'est essentiel d'avoir travaillé toute sa vie avec des moyens limités en hommes et en argent. Son art fait rêver et penser, au lieu d'être absorbé, « matérialisé » par le spectacle ; il fait réfléchir directement de l'œuvre, de la vérité profonde de la musique. A côté de magiciens venant du théâtre comme Lavallo ou Chereau, Erio est sans doute le plus musicien des metteurs en scène actuels ; le chant, les attitudes, les expressions des visages, naissent de la scène musicale, participent de sa substance volatile, n'existent que par elle. Lui-même lui n'apprend de l'intérieur, à voir et entendre polyphoniquement.

Théâtre

DIX-SEPT ASSOCIATIONS SOUTIENNENT LA M.J.C. DES DEUX-PORTES

La préfecture de Paris a envoyé un huissier à la M.J.C. - Théâtre des Deux-Portes, pour signifier à l'administration qu'elle devait quitter les lieux. Dans un communiqué, le comité de soutien du 20^e arrondissement, qui regroupe dix-sept associations, proteste contre ce qu'il considère comme « un non-sens et une provocation ».

Pour le comité, la décision du Conseil de Paris de placer la M.J.C. sous contrôle municipal en attendant qu'un nouveau gestionnaire soit nommé (le Monde date du 21-22 décembre) assimile à une mauvaise gestion des difficultés de trésorerie qui proviennent d'un financement public insuffisant.

De son côté, M. Chambaz, député communiste de Paris, a déposé une question écrite au secrétariat d'Etat à la culture dans laquelle il demande le maintien et le développement de la M.J.C. - Théâtre des Deux-Portes, qu'anime M. Badayan.

Formes

Libres chemins

Pour obéir aux lois, disons géométriques, que présupposent leur devise-patrimoine (tout en définissant leurs visées : appréhender par le biais, faire ainsi s'interpréter des domaines distincts), les mouvements parallèles du Théâtre Oblique et sa galerie d'art et de la revue *Oblique*, deux branches autonomes issues du même tronc, faisaient par se rejoindre. En art, ils s'attachent de préférence à refléter les regards visionnaires qui scrutent les eaux troubles des profondeurs. Après Fred Deez, Lebeux, Bellmer, voici un nom à peu près inconnu en France. Celui de Kad Plummer, familier au public transalpin. Que sa connaissance germanique ne vous déçoive pas. Il veut déconstruire moins lorsque vous avez vécu avec ses fanatismes. A cheval sur deux cultures, Plummer est né dans le Val Venosta, Tyrol italien. Pour le sinner d'avantage, sachez qu'il a passé un temps à Paris l'anier de Cremonini. Si leur amitié est restée intacte, leurs voix ont divergé. Celle de Plummer s'est orientée vers une transfiguration aiguë, sans bienveillance, de la réalité, mélange inlo-aurichien d'humour féroce et d'expressionnisme, qui domine dans ses gravures.

Qu'elle aille ou qu'elle réponde, l'œuvre graphique de Plummer existe. Seulement, essayez pour essayer, on aura autant de plaisir, et moins de mécompte peut-être, devant les envois attendus, dont un bon nombre sont fort beaux, de la Société des peintres-graveurs français (2), à l'occasion de leur assemblée générale. Trente-deux artistes, vous osez, sont représentés, avec un hommage à Philippe Leblond.

Car, un peu partout, fleurissent les accrochages de fin d'année. C'est la coutume. Un peu comme un théâtre où toute la troupe vient saluer avant le baisser du rideau. De peur de me faire user de parti-pis par les autres, je n'aurais sans doute pas signalé *Libres chemins* (3), bien que les œuvres des douze artistes qui la suivent de Balis à Viala de Sida, répondent à la conception que j'en fais de la vraie peinture — il y a aussi à Paris, en ce moment, pas mal de remarquables Brum Van Velde sur lesquels il faudra revenir — s'ils ne m'avaient réservé une surprise. Une surprise, au plein sens du terme, ravissant les tableaux naïfs, indiscutablement nés de Giotto Goby. Fois des rituels moroses, des crispations qui ne sont pas sévères. Fleurs, maisons, paysages inoubliés un Eden minuscule, consciencieusement, amoureusement, créé par la joie de peindre. Ça chante, ça rime, ça éclaire de tous côtés. Giotto Goby a, en outre, et à sa manière, installé dans son intérieur un couple d'oiseaux, Arp et Senn, en Vienne, enchanté de cette « concurrence ». En tout cas, elle ne souffre pas d'un tel voisinage.

JEAN-MARIE DUNOYER.

En bref

Théâtre

« Le Procès de l'acteur Gilles de Rais »

Un acteur, des rideaux rouges, des marionnettes, aux visages innocents de baigneurs en celluloid, la magie surréaliste des poupées, les miroirs ternis de la mémoire. Dans l'ombre et les éolies, se dresse Gilles de Rais, monstre fascinant parce qu'il a déchiré le voile de ses rêves et les a vécus. L'acteur tente de faire vivre l'imaginaire, mais d'une vie artificielle, protégée. A partir des œuvres de Bataille, le spectacle de Jean-Pierre et Alain Daré expose les légendes et la vie de Gilles de Rais-Barbe Bleue, leurs multiples interprétations à travers les interprétations théâtrales. Guerrier ruiné, seigneur tout-puissant, monstre mystique... L'acteur (Alain Daré) se confronte aux personnages dans une mêlée parole confuse. Jean-Pierre Broder lui a sans doute trop demandé, mais sa mise en scène est riche, dense et l'étrange pouvoir de l'homme nocturne agit.

C. G.

★ Mouffetard, 22 h. 15.

PETITES NOUVELLES

■ L'Italie produit de moins en moins de films : soixante et un de moins cette année qu'en 1974 et quatre-vingt-dix-huit de moins qu'en 1972. L'Association des producteurs et distributeurs italiens, qui communique ces chiffres, explique la situation par divers facteurs économiques, notamment le doublement en un an des coûts de réalisation.

■ Emmanuel Le Roy-Ladurie, Georges Duby, Maurice Halbwachs, Jean-Louis Barrault participent, le 6 janvier, à 20 h. 30, au Théâtre d'Orsay, à une rencontre à propos de Restif de la Bretonne.

■ Le Théâtre du Tiers a repris son spectacle John White (« Ombrage » et « Les Pénitents »), lors de la dernière représentation à lieu samedi 3 janvier, à 20 h. 30.

■ M. François de Tricornet de Rose, ambassadeur de France, vient d'être nommé président du conseil d'administration de la société Pathé-Cinéma, poste qu'occupait antérieurement M. Pierre Cabaud, décédé.

■ M. de Tricornet de Rose, qui avait représenté la France au Portugal et auprès de l'OTAN, a pris sa retraite en novembre 1974. Il est âgé de soixante-cinq ans.

UGC BIARRITZ v.o. - LE HOLLYWOOD BOUL. MONTMARTRE-BICHENUE CINEMA OPERA - NISTRAL STUDIO MEDICIS v.o. Péripétie : PARY 2 - ARTIST Remy GARNIA Armand FLEMMERS Scenarii CERITO FILMS présente

LAURA ANTONELLI

Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas...

un film de LUIGI COMENCINI

avec JEAN ROCHFORD

ACTION CHRISTINE ACTION LAFAYETTE

HITCHCOCK

LA TAVERNE DE LA JAMAÏQUE

Charles LAUGHTON Maureen O'HARA

FRANÇOIS TRUFFAUT

LES FILMS DE MA VIE

Flammarion 48 F

PUBLICIS CHAMPS-ELYSEES VO - STUDIO ALPHA VO - MARIVAUX VI

PARAMOUNT GAITÉ VI - PARAMOUNT MONTMARTRE VI - LE VILLAGE Neuilly

PARAMOUNT ELYSEES 2 La Celle-Saint-Cloud - PARAMOUNT La Varenne VI

JAMES BOND à la carte

avec **SEAN CONNERY**

les 31 décembre-1^{er} janvier **GOLDFINGER**

les 2-3-4 janvier **JAMES BOND 007 CONTRE "D" NO**

les 5-6 janvier **OPERATION TONNERRE**

les 7-8 janvier **LES DIAMANTS SONT ETERNELS**

les 9-10-11 janvier **BONS BAISERS DE RUSSIE**

les 12-13 janvier **ON NE VIT QUE DEUX FOIS**

UGC BIARRITZ (723.89.23)

UGC ODEON (325.71.08)

BIENVENUE MONTMARTRE (544.26.02)

BONAPARTE ST-SULPICE (04N. 12.12)

3 MURAT (AUT. 99-75)

VENDEME (OPE 57.52)

son stéréophonique

BERGMAN MOZART

La Flûte Enchantée

un film d'INGMAR BERGMAN

GYRANO VERSAILLES

QUINTETTE 10, rue de la Harpe Tél. : 033-33-40

MARK voyait dans la prostitution, le symbole parfait des rapports sexuels au XIX^e siècle. Un bordel d'où MAX OPHULS, Michel Gascia, NOUVEL OBSERVATEUR

LA PEUR

film de MIATJAZ KLOPCIC

Intervi aux moins de 13 ans.

• ST-GERMAIN-HUCHETTE •

IL PLEUT SUR SANTIAGO un film de HELVIO SOTO

PASCAL JARDIN

ERMA-VILLAGE VO - DRAGON VO

CONVENTION VO - LES NATIONS VO

ROS LAN

YFUSS... GROS PLAN

IL VO - HAUTEFEUILLE VO

NE VO - CAMBRONNE VO

Le sort de l'Opéra-Studio

L'Opéra-Studio, l'un des deux théâtres (avec l'Opéra de Paris) de la Réunion des théâtres lyriques nationaux, redevenait donc, comme l'an passé, l'un des points chauds de la politique musicale. Son départ pour Lyon paraît une affaire réglée, puisque la « charte culturelle » signée le 14 novembre dernier par M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, et M. Louis Pradel, maître de Lyon, prévoit que toutes les activités de l'Opéra-Studio, son fonctionnement et ses activités de l'Opéra-Studio des octobre 1976 si possible (1), se qu'il confirme.

M. Michel Guy, directeur de la musique, lors de sa récente conférence de presse (le Monde du 18 décembre).

Cette date reste pour le moins douteuse et laisse suspens les responsables des questions culturelles à Lyon. On veut, semble-t-il, lier cette opération à celle du déménagement du Conservatoire régional de Lyon, qui doit quitter le caus de Bondy pour s'installer dans la célèbre école de théologie abandonnée par les jésuites, à Montée de Fourvière, où les travaux sont en cours (2). Ce transfert se fera au plus tôt en septembre 1976 et pour une partie seulement des effectifs.

Il est envisagé de recevoir ensuite l'Opéra-Studio que de Bondy, mais ni Louis Erio, administrateur de l'Opéra-Studio, ni les architectes de la ville n'ont encore été consultés sur les travaux à faire. Rien d'ailleurs ne favorise a priori cette transplantation dans un local qui ne dispose ni d'une scène équipée pour le théâtre ni d'une salle de répétition d'ensemble.

Comment donc l'Opéra-Studio pourrait-il s'installer à la date prévue, à moins de limiter ses activités à des classes de chant ? L'Opéra de Lyon, donnant près de cent représentations par an, ne peut en aucun cas servir de salle de répétition pour un organisme qui, de plus, ne dépend pas de lui mais de l'Etat.

Ainsi la guerre de tranchées continue : M. Michel Guy, qui rêve de récupérer une salle pour recevoir des spectacles et a manifesté des son arrivée son peu d'intérêt pour l'Opéra-Studio, s'efforce d'éloigner celui-ci des feux de l'actualité parisienne : les nostalgiques de l'Opéra-comique et M. Liebermann, administrateur de l'Opéra, qui voudrait bien avoir une seconde scène pour élargir ses crédits et ses spectacles, reprochent à l'Opéra-Studio de stériliser la salle Favart. Louis Erio, fort de son bon droit et de la mission qui lui a été

confiée, estime que l'Etat ne respecte pas ses engagements et refuse de subordonner un organisme qui porte une espérance de renouvellement de l'art lyrique en le transférant à Lyon, où il craint une extinction discrète de ce « théâtre national ».

Est-il d'ailleurs normal d'envoyer en province une école supérieure dont l'encadrement est parisien, pour la plus grande part, et qui recrute parmi les jeunes chanteurs dont les meilleurs « montent » à Paris pour préparer leur carrière ?

Les perspectives financières ne sont guère encourageantes : la subvention de l'Etat, qui était de 3 000 000 F en 1974 (et devait passer à 3 300 000 F en 1975), a été ramenée à 2 900 000 F dans le budget initial de 1975, puis à 5 millions 500 000 F lors du collectif budgétaire elle doit être « ramenée » en 1976, mais sur quelle base (budget initial ou collectif) ? Le secrétariat d'Etat est muet sur ce point.

L'Opéra-Studio, qui devait primitivement disposer des locaux de l'Opéra de Lyon (de l'île-de-France), n'a plus aucun musicien pour donner un spectacle normal, ce qui l'a incité à jouer son va-tout sur le plan musical. L'Opéra-Studio, qui devait primitivement disposer des locaux de l'Opéra de Lyon (de l'île-de-France), n'a plus aucun musicien pour donner un spectacle normal, ce qui l'a incité à jouer son va-tout sur le plan musical.

Un second spectacle est escompté avec la création de Young Libertad, de Claude et Prey, qui doit avoir lieu en mars.

Il est à craindre que la situation ne continue à pourrir lentement cette année : même sans transfert à Lyon, l'Opéra-Studio détiendra toute de moyens ; le contrat de Louis Erio s'achève en 1977, il sera facile alors de nommer soit un liquidateur, soit quelque administrateur plus docile auquel on donnera les subventions nécessaires pour réussir. — J. L.

LA TAVERNE DE LA JAMAÏQUE

Charles LAUGHTON Maureen O'HARA

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

APRÈS L'ACCORD C.E.A.-WESTINGHOUSE

Libres opinions

E.D.F. et les cadeaux au baron Empain

Par YVES DURRIEU (*)

Vouloir développer les industries de pointe et la technologie française est certes une noble ambition. Devenir compétitifs sur les marchés étrangers est également louable. Mais il serait bon d'ajuster les moyens aux fins. Or la politique suivie depuis quelques années dans le domaine nucléaire ne répond pas aux intentions exprimées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche (1).

Nous ne reviendrons pas sur le lamentable démantèlement du C.E.A., qui perd son autonomie, livre ses capacités de recherche et une partie de l'uranium français à Westinghouse, sans même disposer d'une minorité de blocage au sein de Framatome, dont Creusot-Loire détient la majorité du capital. Quand on sait que Creusot-Loire est d'abord le trust belge du baron Empain, on mesure le progrès dans l'indépendance nationale que consacre cet accord.

Mais il y a plus : cette concentration de la production française de matériel électronucléaire autour de Creusot-Loire est encore facilitée par la politique que le pouvoir impose à E.D.F. D'abord avec le choix du tout nucléaire et de la filiale nucléaire américaine à eau légère que Framatome exploite, sous licence américaine de Westinghouse, nous nous sommes ramifiés, au moins jusqu'en 1962, à la technologie étrangère. Peu importe le faible coût du brevet, mais c'est essentiellement la dépendance dans laquelle nous sommes réduits qui compte. Les Allemands, dans ce domaine, ont fait mieux, en « germanisant » cette même filière.

A cette dépendance technique vis-à-vis des États-Unis (via Framatome), il faut ajouter une dépendance financière (E.D.F. devant emprunter aux U.S.A. la plupart des fonds nécessaires à son investissement nucléaire) et une dépendance, pour sept ou huit ans encore, concernant l'alimentation en uranium enrichi.

Enfin, avec les méthodes de travail imposées à E.D.F. : jusqu'aux E.D.F. était maître d'œuvre de ses centrales ; désormais elle ne recevra ses chaudières nucléaires, « clés en main », c'est-à-dire sans en pénétrer suffisamment la conception ; il en résulte un véritable démantèlement de la direction de l'équipement d'E.D.F. au profit de Framatome, d'autant plus que les études de développement que cette direction contrôlait naguère passent également à Framatome. Alors qu'autrefois c'étaient les constructeurs qui servaient de sous-traitant pour les études d'E.D.F., maintenant c'est E.D.F. qui fait des études en sous-traitant de Framatome, sans que celui-ci paie.

Et la procédure adoptée pour les centrales à exporter (2) n'est pas rassurante de ce point de vue. Framatome a, en effet, pour mission de vendre à l'étranger des centrales nucléaires « clés en main », sans en avoir la compétence, puisqu'il est fabricant de chaudières et non de centrales complètes. Il lui faut donc la caution d'E.D.F. C'est pourquoi on a créé un nouveau service à E.D.F., le SENEV, pour mettre l'ensemble du potentiel de l'établissement à la disposition de Framatome. Or, précédemment, E.D.F. signe un contrat de quatre tranches de 1 300 MW à Framatome, probablement en guise de cadeau de mariage avec le C.E.A.

Et ce n'est pas tout. Alors que jusqu'à présent le C.E.A. était chargé (avec son licencié, la Compagnie générale d'électricité) de l'élaboration de la chaudière du surrégénérateur Super-Phénix, on crée, pour se substituer au C.E.A. (et à la C.G.E.), une nouvelle société (NOVATOME) dont la majorité du capital appartient à Creusot-Loire. D'ailleurs, d'une façon plus générale, des négociations sont actuellement en cours afin que Creusot-Loire prenne en charge les chaudières de tous les surrégénérateurs à venir.

En vérité, M. d'Ornano, qui concorde avec opiniâtreté les fabricants de chaudières nucléaires autour du capital étranger de Creusot-Loire, est victime de ses préjugés : pour lui, il y a, d'un côté, la « libre entreprise », qui est dynamique et compétitive, surtout si elle appartient à des nationaux, et de l'autre côté, il y a l'« arsenal » public, lourd comme un boulet de canon. Il ne songe pas un seul instant qu'entre les deux il peut exister des entreprises publiques qui soient plus dynamiques et plus compétitives que le secteur privé. Je ne reviendrai pas sur E.D.F., dont plus de 70 % de la population reconnaissent, au cours de récents sondages, la compétence technique. Mais on doit constater également que Renault est certainement plus actif que Citroën ou Chrysler (en déficit chronique) et que si M. d'Ornano peut se réjouir de la valeur technique de notre aéronautique, c'est en bonne partie, quand même, grâce à la S.N.C.M.A. et à la S.N.A.S., autres entreprises nationales. Et l'on pourrait citer également la S.M.C.F., dont les trains sont les plus ponctuels du monde, et bien d'autres encore.

Alors, qu'on ne considère pas le programme commun et les nationalisations qu'il prévoit comme dépassés et d'un autre temps. Il est plus actuel que jamais, car c'est principalement sur un secteur public, dynamique dans son action et décentralisé dans son organisation, que la gauche compte pour promouvoir un secteur de pointe français qui ira à la conquête des marchés étrangers et assurera réellement l'indépendance nationale.

* Membre du comité directeur du P.S., secrétaire national des sections et groupes socialistes d'entreprises à E.D.F.-G.D.F.

(1) Voir le Monde du 4 décembre.
(2) Afrique du Sud, Iran, voire Pakistan et Indonésie (pays en développement démocratiques).

L'HUMANITÉ : LE COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE « AMÉRICANISÉ »

Sous la plume de Jack Dion, l'Humanité du 1^{er} janvier 1976 commente l'accord intervenu entre le C.E.A. et Westinghouse (le Monde du 2 janvier) :

« Westinghouse et le baron Empain vont pouvoir puiser à loisir dans ce réservoir de connaissances techniques et scientifiques que le C.E.A. Tel était d'ailleurs le but de l'opération. Le ministre de l'Industrie soulignait avant-hier que, d'ici 1980, le C.E.A. avait un budget de recherche supérieur à celui de Westinghouse et de son concurrent General Electric réunis (...)

« C'est pour mettre Creusot-Loire sur orbite internationale que l'on s'est lié au américain et que l'on démantèle le potentiel du C.E.A. L'indépendance nationale, dans cette affaire, n'est qu'un thème de propagande. Rien de plus. »

FRAMATOME : une filiale de Creusot-Loire.

La société Framatome, dans laquelle le Commissariat à l'énergie atomique va prendre une participation en rachetant 30 % des parts de Westinghouse, a vu le jour en 1968. Sa création avait pour but l'exploitation des procédés Westinghouse pour les centrales nucléaires. En 1972, le groupe américain entrainé dans le capital de Framatome à hauteur de 45 %, Creusot-Loire conservait 51 %. Les 4 % restants étaient répartis entre trois sociétés du groupe Empain-Schneider : Jeumont-Schneider, Merlin-Gorin et Spie-Batignolles. Le nouvel accord ramène de 45 % à 15 % la part de Westinghouse, le groupe américain ayant fait en outre une promesse de vente à Creusot-Loire de ces 15 % d'ici à 1982.

Framatome est devenu, depuis la décision du gouvernement français en août dernier, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système P.W.R., dit à eau légère) selon la licence Westinghouse.

CONJONCTURE

UNE ÉTUDE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS

La croissance économique de la France aura été en moyenne de 3,6 % par an au cours du VI^e Plan contre 5,9 % prévus

« Malgré les mauvais résultats agricoles des années 1971 et 1972, la production intérieure s'est maintenue durant les trois premières années du VI^e Plan aux alentours de la prévision moyenne, grâce à la production non agricole, dont les éléments les plus dynamiques ont été l'énergie et les transports », écrit le Centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris dans une étude consacrée à l'exécution du VI^e Plan en France (1971-1975).

« Dès 1974, le rythme de la croissance a faibli de 6 % à 0,8 %

pour l'agriculture et de 5,9 % à 2,3 % pour l'industrie. L'année 1975 est une année de décroissance, la première depuis la guerre pour le secteur non agricole. » Sur la période 1971-1975, le progrès moyen annuel de la PIB (production intérieure brute) n'atteint que 3,6 % l'an, au lieu des 5,9 % escomptés (alors que l'objectif du VI^e Plan était de 5,9 %, au lieu des 5,9 % prévus). Le retard est important pour les secteurs non agricoles comme pour l'agriculture (dont la production avait déjà été faible au cours du V^e Plan).

perspectives ont été assez brutalement infirmées puisque la hausse des prix de l'environnement était déjà double de son rythme antérieur en 1973 et que les années 1974 et 1975 ont connu la plus sévère dépression internationale de l'après-guerre. » Paradoxalement, dans ce contexte trouble, la France a mieux préservé les équilibres généraux de son économie (prix et commerce extérieur) et le niveau de vie de sa population que son rythme d'expansion le degré d'emploi de ses facteurs de production.

OBJECTIFS ET RÉALISATIONS DU VI^e PLAN (1971-1975)

Taux de croissance (%) en volume

	Objectifs 1971-1975 (moyennes annuelles)	Réalisations Moyennes 1971-1975
Production intérieure brute	5,9	3,6
Valeur ajoutée « non agricole »	6,3	3,9
Valeur ajoutée agricole	5,0	0,8
Durée annuelle de travail	1,7	1,2
Effectifs	1,5	0,4
Productivité	5,4	4,2
Consommation des ménages	5,4	4,7
Investissements productifs	5,8	3,6
Investissements en logement	4,8	3,8
Taux d'investissement global	29,1	29,1
Exportations et soldes des utilisations de	10,3	8,8
Importations	9,3	6,1
Solde (valeur) en milliards de francs des biens et services	8 000	3,9

(*) Pour l'industrie seulement.

(**) Objectif pour l'année terminale du plan 1975.

● La réduction de la durée du travail s'est nettement accélérée depuis 1974 du fait de la récession, mais elle était déjà, en 1970-1973, sensiblement plus rapide que prévu et que pendant le V^e Plan.

● Les créations d'emplois ont été presque quatre fois moins nombreuses qu'il n'était escompté. Le retard était déjà net pendant les trois premières années du plan, contrairement à la tendance observée au cours du plan précédent.

● L'accroissement de la productivité, qui avait nettement dépassé les prévisions au cours du V^e Plan, a été très élevé en 1971 et 1972 pour s'abaisser ensuite jusqu'à être pratiquement nul en 1975.

● La consommation des ménages n'est pour l'ensemble de la période qu'à peine inférieure à la prévision et s'est maintenue à peu près au même rythme que pendant le V^e Plan, malgré le fléchissement limité observé en 1974 et surtout en 1975.

● L'investissement productif sur la lancée du plan précédent (caractérisé par une avance très forte des réalisations par rapport aux prévisions) a continué à progresser rapidement en 1971 et 1972 : 7,4 % l'an contre une prévision moyenne de 6,8 %. A la

casure de 1974 a fait suite un recul marqué en 1975. Pour la période 1970-1975, le retard sur la prévision moyenne est de près de moitié. Il est nettement moindre pour l'investissement logement, fort en début de période et dont le recul est moins sensible en 1975. Le taux global d'investissement est resté très élevé et proche en 1975 de la prévision initiale.

● Les échanges extérieurs, comme durant le V^e Plan (1966-1970), ont augmenté très rapidement à un rythme double environ de celui de la production. Malgré la baisse enregistrée en 1975, les résultats sur cinq ans sont finalement assez proches de la prévision initiale. Le solde reste positif sur l'ensemble de la période.

● La hausse des prix à la consommation a été, pendant le VI^e Plan, environ deux fois supérieure à son rythme pendant le V^e. La norme retenue par le gouvernement consistait toutefois à éviter une croissance supérieure à celle de nos principaux voisins. Elle aura été finalement respectée (voir tableaux). Cependant, le résultat de 1975 est à cet égard moins satisfaisant, et la performance d'ensemble assez médiocre par rapport à l'Allemagne fédérale et aux États-Unis.

Hausse des prix à la consommation (en %)

	1966-1970	1975	1971-1975
Belgique	3,4	12	8,2
Italie	3,2	12	10,7
Pays-Bas	4,7	10,3	8,7
R.F.A.	2,5	6	6,1
Royaume-Uni	4,8	13,5	12,1
Etats-Unis	4,6	8	6,3
Canada	3,9	8	6,1
Japon	5,5	10	11,1
Moyenne	4,1	10,3	8,7
France	4,5	11,5	8,6
Moyenne Principaux partenaires (Belgique, Italie, R.F.A., Pays-Bas)	3,4	11,6	8,6

La chambre de commerce de Paris conclut :

« D'une façon générale, les prévisions chiffrées du VI^e Plan supposent l'existence d'un environnement international favorable caractérisé par la poursuite d'une croissance soutenue chez nos principaux partenaires commerciaux et par une réduction des tendances inflationnistes ou d'un retour progressif aux évolutions de prix observées avant 1968 ». Ces

prévisions ont été assez brutalement infirmées puisque la hausse des prix de l'environnement était déjà double de son rythme antérieur en 1973 et que les années 1974 et 1975 ont connu la plus sévère dépression internationale de l'après-guerre.

FAITS ET CHIFFRES

Énergie

● DU GAZ NATUREL SOVIÉTIQUE est arrivé en France le 1^{er} janvier 1976 pour la première fois, conformément à l'accord signé en décembre 1974 (le Monde du 7 décembre 1974). De 1976 à 1979, l'U.R.S.S. livrera à la France 2,5 milliards de mètres cubes de gaz et 4 milliards de mètres cubes à partir de 1980.

Épargne

● LE NOUVEAU RÉGIME DES CAISSES D'ÉPARGNE. Le Journal officiel du 30 décembre

publie deux décrets fixant à 6,50 %, à compter du 1^{er} janvier, le taux de l'intérêt à servir aux déposants par la Caisse nationale d'épargne pour le premier livret (A) comme pour le livret supplémentaire (B). Sur le premier livret, peuvent désormais être enregistrés les versements effectués jusqu'à concurrence de 32 500 francs (au lieu de 25 000 précédemment) ; les versements supérieurs à ce montant ne peuvent être portés que sur un livret supplémentaire. Cependant la capitalisation des intérêts pourra le cas échéant, porter le 31 décembre prochain le montant du premier livret au-delà de 32 500 F.

SOCIAL

PAS D'ASSURANCE-CHOMAGE POUR LES VICTIMES D'UNE « GRÈVE » PATRONALE

Le président-directeur général de l'entreprise d'hôtellerie Jussat, M. Louis Cuenot, qui s'est mis en grève, au début de la semaine, en fermant les portes de son usine (soixante-dix employés), poursuit cette inhumaine action revendicatrice. Le patron conteste un redressement fiscal de 86 000 francs que lui a imposé le contrôle fiscal. Alors que le dirigeant d'entreprise a déposé un recours administratif, les services du Trésor ont opéré une saisie conservatoire de ses biens. Quant aux salariés, qui ne peuvent pas reprendre le travail, ils se sont vu refuser par l'inspection du travail le droit à l'assurance-chômage.

Dans le Finistère

MANIFESTATION INTERSYNDICALE POUR LA VENUE DE M. CHIRAC

(De notre correspondant.)

Brest. — La C.F.D.T., la C.G.T. et la F.E.N. ont décidé d'organiser une manifestation, le 16 janvier, à l'occasion de la venue, dans le Finistère, de M. Jacques Chirac. Il est vraisemblable que les manifestants appelleront leurs adhérents à observer une journée de grève. D'ores et déjà elles considèrent que la manifestation contre le premier ministre devra être « un prolongement à la puissante action du 27 novembre », laquelle avait vu des milliers de Bretons descendre dans la rue.

● A L'USINE RENAULT DE CLEON (Seine-Maritime), les élections au comité d'entreprise ont été marquées par une progression sensible de la C.F.D.T. dans la catégorie employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM), où ce syndicat conserve son siège avec 52,80 % des voix (+15,01 points), contre 37,76 % (-4,05) à la C.G.T. La C.F.D.T. augmente aussi, avec 23,07 % des voix (+3,53), ses suffrages dans le collège ouvrier, où la C.G.T. reste majoritaire avec 36,41 % (-2,15), et la C.F.T.C. stationnaire avec 5,25 % (+0,13). Par rapport aux élections de 1972, la répartition des sièges n'est cependant pas modifiée : cinq pour la C.G.T. (collège ouvrier) et quatre pour la C.F.D.T. (trois dans le collège ouvrier et un dans le collège ETAM). Le siège à pourvoir dans le collège cadre a été acquis par la C.G.C., seule en lice, avec 77,21 % des voix.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERCROISSANCE (SICAV)

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 23 décembre 1975 sous la présidence de M. Claude Botvin-Champoux pour approuver les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1975.

La société a poursuivi une politique d'investissement maximum dans le domaine des valeurs à revenu variable, qui lui a permis de réaliser du 1^{er} octobre 1974 au 30 septembre 1975 une plus-value de 34,4 %, après réaffectation du coupon détaché le 3 janvier 1975, d'un montant de 11,88 millions de francs à 13,68 millions de francs.

La baisse des taux d'intérêt et la réduction du pourcentage conservé en obligations ont eu pour conséquence de diminuer le montant des revenus distribuables qui s'élève à 5,34 millions de francs au titre de l'exercice précédent.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 4,73 F par action, donnant droit à un crédit d'impôt de 0,52 F, de telle sorte que le revenu global par action pour l'exercice 1974-1975 atteindra 5,25 F contre 4,78 F pour l'exercice précédent.

Le dividende sera payable à compter du 2 janvier 1976 aux guichets des banques fondatrices :

Société Générale, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Séquanaise de Banque.

Contre remise des coupons suivants :

— Coupon n° 9 représentant les revenus d'obligations françaises non indexées pour un montant net de 2,72 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,38 F.

— Coupon n° 10, représentant le solde des revenus pour un montant net de 2,66 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,54 F.

Les actionnaires d'Intercroissance pourront, jusqu'au 2 avril 1976, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICAV SANS DROIT D'ENTRÉE.

INTERSELECTION (SICAV)

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 23 décembre 1975 sous la présidence de M. François Tabard pour approuver les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1975.

La société a poursuivi une politique d'investissement maximum dans le domaine des valeurs à revenu variable, qui lui a permis de réaliser du 1^{er} octobre 1974 au 30 septembre 1975 une plus-value de 34,4 %, après réaffectation du coupon détaché le 3 janvier 1975, d'un montant de 11,88 millions de francs à 13,68 millions de francs.

La baisse des taux d'intérêt et la réduction du pourcentage conservé en obligations ont eu pour conséquence de diminuer le montant des revenus distribuables qui s'élève à 5,34 millions de francs au titre de l'exercice précédent.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 4,73 F par action, donnant droit à un crédit d'impôt de 0,52 F, de telle sorte que le revenu global par action pour l'exercice 1974-1975 atteindra 5,25 F contre 4,78 F pour l'exercice précédent.

Le dividende sera payable à compter du 2 janvier 1976 aux guichets des banques fondatrices :

Société Générale, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Séquanaise de Banque.

Contre remise des coupons suivants :

— coupon n° 9 représentant les revenus d'obligations françaises non indexées pour un montant net de 2,66 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,32 F.

— coupon n° 10 représentant le solde des revenus pour un montant net de 2,66 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,54 F.

Les actionnaires d'Interselection pourront, jusqu'au 2 avril 1976, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICAV SANS DROIT D'ENTRÉE.

LES MARCHÉS

BOL COMPTABLE

COURSE DE PARIS — 31 DÉC

فكرنا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
— SOUDAN : « Vingt ans d'indépendance » (II), par J.-P. Faronel-Hugoz.
3. AFRIQUE
3. ASIE
— MACAO : le gouvernement cherche avant tout à protéger les intérêts des « capitalistes patriotes » chinois.
- 4-5. EUROPE
— POINTS DE VUE : « La France ou l'Europe », par Charles Henu ; « Le bond en avant », par Jacques Mallet.
6. ARMÉE
— « Question de compétence... », une libre opinion d'Henri Nogues.
6. RELIGION
6. SPORTS
— FOOTBALL : l'affaire du Stade rennais ou les difficultés d'un club de deuxième division.
7. JUSTICE
— ANTIILLES FRANÇAISES : pressions, passe-droits et fraude fiscale.
8. EQUIPEMENT ET RÉGIONS
— PARIS : les expulsions de locataires se multiplient.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- PAGES 9 A 12
- Siver tranquille aux Saintes-Maries-de-la-Mer.
 - MODE : La seconde peau.
 - MAISON : Fleurs au lit.
 - PLAISIRS DE LA TABLE : D'une éponge à l'autre.
 - ÉROGANTS : A l'enseigne de la Moutte.
 - Jeanes Joux, Philabéla.

14-15. ARTS ET SPECTACLES

- 16. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— Après l'accord C.E.A.-Westinghouse : « E.D.F. et les condamnés au baron Empain », une libre opinion de M. Yves Durieu.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (13)
— Annonces classées (13) : Aujourd'hui (6) ; Cernat (7) ; Métrologie (8) ; Mots croisés (8) ; Finances (17).

Le numéro du « Monde », daté 2 janvier 1976 a été tiré à 390 952 exemplaires.

En Inde

Mme Gandhi veut renforcer le parti du Congrès

Devant l'assemblée générale du parti du Congrès, Mme Gandhi vient de renouveler, avec une virulence accrue, ses attaques contre les États-Unis qu'elle a accusés de poursuivre en Inde le « jeu de déstabilisation » qui a fait ses preuves sous le gouvernement Allende au Chili. Le premier ministre a souligné la nécessité de renforcer le mouvement au pouvoir.

De notre correspondant

New-Delhi. — La 75^e session du parti du Congrès s'est achevée, lundi 1^{er} janvier, après que les quatre mille délégués réunis près de Chandigarh, la capitale du Pendjab, eurent approuvé à l'unanimité la prolongation de l'état d'urgence, l'ajournement des élections et la mise à l'étude d'une réforme de la Constitution.

Aucun débat n'a vraiment eu lieu. La session n'a été qu'une suite de discours entrecoupés d'embrassades. M. Swaran Singh, ancien ministre de la défense (il a quitté le gouvernement il y a quelques semaines plus tôt), a pris la parole lors de l'adoption de la résolution sur la situation internationale. Il a affirmé que l'Inde « ne saurait tolérer l'établissement de bases étrangères au Bangladesh » et demeurerait concernée par tout ce qui se passe dans un pays qu'elle a aidé à « se libérer ». Ce nouvel avertissement a été donné alors que Dacca venait de décider d'indemniser les compagnies étrangères dont les entreprises avaient été nationalisées après la guerre de 1971, mesure qui profite essentiellement au Pakistan.

Dans le discours de clôture, Mme Gandhi a souligné la nécessité de renforcer le parti. Elle souhaite que le Congrès devienne « un pont entre le gouvernement et le peuple ». Le premier ministre a reconnu que le Congrès n'était pas un parti au sens propre du terme, mais « un mouvement de masse », composé d'éléments divers.

Le gouvernement sud-africain vient de rappeler, pour consultation, son ambassadeur à Brasilia, après la décision brésilienne d'interdire l'accès des eaux territoriales et des ports du pays aux navires qui devaient participer, à partir du 10 janvier prochain, à la seconde étape de la course océanique Saint-Malo-Le Cap-Rio. — (A.F.P.)

Avec la garantie
d'un maître tailleur
**COSTUMES
MESURE**
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Pail et Pardessus CACHEMIRE
BOUTIQUE FEMME
LEGRAND TAILLEUR
27, rue du 4-Septembre, PARIS (8^e)

Les sociétés SESA et T.R.T.

construiront le réseau public Transpac

M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'État aux P.T.T., a désigné, le 31 décembre, la société Sofrepa et engineering des systèmes d'information et d'automatisme (SESA) comme lauréat de l'appel d'offre avec concours, lancé en janvier 1975, pour la construction d'un réseau public de téléinformatique, le Transpac. Ce service devrait fonctionner en 1977 et représenter un investissement de 200 millions de francs.

SESA, choisie comme chef de file, sera chargée de la conception du réseau, et T.R.T. (filiale de Philips) s'occupera de la fourniture et de l'installation des matériels.

La téléinformatique (transmission à distance d'informations codées reçues ou émises par un ordinateur) permet tout aussi bien la gestion des stocks d'une centrale d'achats de magasins à succursales multiples que la centralisation des réservations de places sur les lignes aériennes. Son démarrage a été plus lent que prévu (difficultés technologiques, mauvaise définition des besoins des clients potentiels), et à la fin de 1974 on ne comptait que dix-huit mille installations terminales (un tiers de matériels publics, deux tiers d'équipements privés). Les réseaux spécialisés des banques et des assurances « en étoile » ou les circuits téléx ont le grave inconvénient de coexister sans pouvoir communiquer entre eux ; cela entraîne une sous-utilisation des équipements, une « lenteur » de l'acheminement des messages et la cherté d'un service qui exclut les petites et moyennes entreprises.

Pour pallier ces défauts, les P.T.T. ont donc décidé de créer

La SESA, société française fondée en 1964, a pour vocation l'étude, la conception et la réalisation de systèmes informatiques. Elle a à son actif la création, en France, d'une filiale, la firme britannique Logica, du réseau européen de transmission de données par « commutation de paquets », Transpac Informatic Network (TIN), qui entrera en service au printemps 1976. Les deux principaux actionnaires de SESA sont la Setec (société d'ingénierie) et Siatra (société de télé-informatique), qui détiennent chacune 35 % du capital.

Transpac, véritable service public de téléinformatique accessible vingt-quatre heures sur vingt-quatre heures, ce système permettra aux entreprises de taille modeste de choisir plusieurs débits et plusieurs applications téléinformatiques, le secret de l'information sera plus lent. Elle sera historiquement plus lente parce qu'elle repose sur une répartition différente des richesses et des ressources dans le monde. Ainsi, la ressource sera plus précieuse et son emploi devra être plus minutieux. Conduire une action pour réformer : une société n'est pas un état statique, c'est un mouvement de forces. Je souhaite que les forces qui conduisent la société française soient les forces de la liberté, celles de la justice (à la fois de la justice sociale et de la justice économique) et celles de la transformation du monde dans lequel nous vivons.

Pour conduire les réformes, il faut trois éléments : 1) Une volonté, volonté politique et gouvernementale, mais aussi administrative, pour préparer un mouvement de réforme ; 2) Une organisation appropriée : l'enseignement de 1975 montre que toute réforme suppose la mise en place d'une organisation appropriée ; 3) Il faut enfin avoir une appréciation exacte du degré de la réforme. Toute réforme se déroule en trois temps : le premier temps est celui de l'information et de la réflexion ; le deuxième, celui de la décision ; le troisième, celui de la mise en œuvre. Ces trois temps doivent être fortement marqués. Beaucoup de réformes qui seront conduites en 1976, je le salue à la réforme de l'école, à la réforme de l'enseignement, à la réforme de la formation et de l'enseignement.

Le chef de l'État a conclu : « Lorsque je prends conscience de la nature de ma fonction, je ressens profondément le fait d'avoir été porté à la tête d'un des plus anciens États du monde et qui, en même temps, a la capacité d'être un des plus modernes. Je ne doute pas que votre action assure le triomphe de la compétence et de l'esprit, mais je souhaite qu'elle soit aussi très fortement imprégnée de l'esprit de justice et de la recherche du progrès. »

Le paquebot Mermoz échoué : pas de victimes. — Le paquebot français Mermoz, du groupe des Chargeurs réunis, s'est échoué sur un banc de sable, mercredi 31 décembre 1975, au large de Belize (ex-Honduras britannique).

LES CÉRÉMONIES DE VŒUX A L'ÉLYSÉE

M. Giscard d'Estaing invite le gouvernement à poursuivre l'action de réforme

Petite innovation dans la cérémonie des vœux à l'Élysée, ce vendredi 2 janvier : après avoir reçu les vœux du gouvernement, M. Giscard d'Estaing est sorti dans la cour d'honneur, tandis que la musique jouait le Chant du départ, pour passer en revue un détachement de la garde républicaine. Le président de la République a salué le général Jehan-Pinart, commandant militaire du palais, puis il a déclaré : « Mon général, messieurs, je voudrais vous remercier de la manière dont vous vous êtes acquittés de vos fonctions en 1975 et vous adresser, pour vous-mêmes et vos familles, mes vœux pour 1976. »

Ensuite, les membres du gouvernement gagnant à pied le ministère de l'Intérieur, où M. Michel Poniatowski leur offrait un petit déjeuner. Sur leur passage, une cinquantaine d'ouvriers de la C.G.T. ont manifesté sous le cri de « Garantie de l'emploi » et « D'utavali, pas de chômage ».

Dans un tract signé de l'Union des syndicats C.G.T. de la Seine-Saint-Denis et des syndicats de Trinité, Idéal-Standard, Chaux, Bartholot et Procol (entreprises occupées par leur personnel), les manifestants dénonçaient dans les vœux présidentiels « une opération démagogique ». Après avoir, présentant au chef de l'État les vœux du gouvernement,

En trois temps

M. Bernard Chenot, vice-président du Conseil d'État, a déclaré, au nom des corps constitués : « L'année 1976 a été marquée par un effort persévérant pour adapter au temps présent l'idéal d'égalité et d'idéal de liberté, sur lesquels sont fondées, depuis près de deux siècles, nos institutions. Nous aidons donc d'abord le gouvernement à suivre celles des orientations du V^e Plan qui visent à atténuer les inégalités fondamentales de la société d'aujourd'hui. »

M. Giscard d'Estaing a répondu : « Vous avez rappelé l'œuvre accomplie en 1975 par les pouvoirs publics, mais aussi par l'administration. Vous avez dit que les réformes étaient importantes. Le recul du temps permet de mieux le saisir. Pour certaines d'entre elles, il s'agit de jeter une semence. C'est le cas en particulier de la reconnaissance de la fonction sociale de la femme dans la société française. Si l'année internationale de la femme vient de s'achever, la politique française dans ce domaine se poursuit. »

Vous avez évoqué les tâches qui attendent les pouvoirs publics, à poursuivre M. Giscard d'Estaing. Il s'agit essentiellement de deux tâches : gérer et réformer. Gérer, parce que nous sommes entrés dans une période où la croissance économique sera plus lente. Elle sera historiquement plus lente parce qu'elle repose sur une répartition différente des richesses et des ressources dans le monde. Ainsi, la ressource sera plus précieuse et son emploi devra être plus minutieux. Conduire une action pour réformer : une société n'est pas un état statique, c'est un mouvement de forces. Je souhaite que les forces qui conduisent la société française soient les forces de la liberté, celles de la justice (à la fois de la justice sociale et de la justice économique) et celles de la transformation du monde dans lequel nous vivons.

Pour conduire les réformes, il faut trois éléments : 1) Une volonté, volonté politique et gouvernementale, mais aussi administrative, pour préparer un mouvement de réforme ; 2) Une organisation appropriée : l'enseignement de 1975 montre que toute réforme suppose la mise en place d'une organisation appropriée ; 3) Il faut enfin avoir une appréciation exacte du degré de la réforme. Toute réforme se déroule en trois temps : le premier temps est celui de l'information et de la réflexion ; le deuxième, celui de la décision ; le troisième, celui de la mise en œuvre. Ces trois temps doivent être fortement marqués. Beaucoup de réformes qui seront conduites en 1976, je le salue à la réforme de l'école, à la réforme de l'enseignement, à la réforme de la formation et de l'enseignement.

Le chef de l'État a conclu : « Lorsque je prends conscience de la nature de ma fonction, je ressens profondément le fait d'avoir été porté à la tête d'un des plus anciens États du monde et qui, en même temps, a la capacité d'être un des plus modernes. Je ne doute pas que votre action assure le triomphe de la compétence et de l'esprit, mais je souhaite qu'elle soit aussi très fortement imprégnée de l'esprit de justice et de la recherche du progrès. »

Le paquebot Mermoz échoué : pas de victimes. — Le paquebot français Mermoz, du groupe des Chargeurs réunis, s'est échoué sur un banc de sable, mercredi 31 décembre 1975, au large de Belize (ex-Honduras britannique).

L'accident du Boeing libanais

AUCUN SURVIVANT PARMI LES 82 PASSAGERS OU MEMBRES DE L'EQUIPAGE

Il n'y a aucun survivant parmi les quatre-vingt-deux personnes (soixante-sept passagers et quinze membres de l'équipage) victimes de l'accident survenu le 1^{er} janvier au Boeing 720 de la compagnie libanaise Middle East Airlines (« le Monde » du 2 janvier).

L'appareil, qui assurait la liaison Beyrouth-Mascate, via Dubaï, s'est écrasé, pour des raisons encore inconnues, à 5 h. 30, heure locale (1 h. 30 G.M.T.), à environ 45 kilomètres au nord de Quaysoum, localité située en Arabie Saoudite, non loin de la frontière saoudo-irakienne, dans une région désertique. D'après les premières constatations, il semblerait que l'appareil n'a pas pris feu et n'a pas explosé en vol, les trois tronçons du fuselage étant restés groupés au sol.

Au nombre des victimes, dont les défunts seront acheminés vers l'aéroport de Dahrane, localité située à quelque 400 kilomètres du lieu de l'accident, se trouvaient M. Robert E. Kulla, directeur général de l'hôtel Inter-Continental de Paris, et son épouse, et douze autres passagers d'origine européenne, dont quatre Français et un Britannique, qui avaient passé les fêtes en Angleterre. — (A.F.P., Reuters).

Au Plessis-Robinson

LE CORPS DE LAURENCE LECOMTE EST RETROUVÉ AU DOMICILE DE SES PARENTS

La mère de Laurence Lecomte, une fillette âgée de onze mois, qui, selon ses parents, avait été enlevée le 24 décembre dernier au soir, a voulu jeudi 1^{er} janvier aux enquêteurs de la police judiciaire qu'en réalité l'enfant était morte dans l'appartement familial au Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine). Dans un premier temps, Mme Lecomte avait précisé aux policiers que son mari et elle-même avaient caché le cadavre de leur fille pendant quelques jours avant de s'en débarrasser en le jetant dans une poubelle. Mais au cours d'une perquisition effectuée ce vendredi 2 janvier au domicile de M. et Mme Lecomte, les policiers ont trouvé le cadavre de l'enfant enveloppé dans un sac en matière plastique et caché sous un sommier.

Lors d'un nouvel interrogatoire, Mme Lecomte est revenue sur ses déclarations pour affirmer que sa fille était morte en réalité deux jours avant Noël, des suites d'une maladie. N'osant pas annoncer à son mari le décès de la petite Laurence, Mme Lecomte aurait alors inventé la thèse du kidnapping, thèse qui pendant quelques jours devait provoquer de multiples recherches.

L'autopsie qui sera pratiquée permettra de déterminer les causes du décès de Laurence Lecomte, qui, selon les informations recueillies par les policiers, avait été effectivement malade au début du mois de décembre. Mme Lecomte, elle, devait être déferée au parquet de Nanterre.

Un délégué de la prison de Nîmes s'est tué mercredi 31 décembre en tombant du toit de l'établissement sur lequel il était monté, pour la deuxième fois en douze jours, afin d'obtenir que son amie puisse lui rendre visite. Le délégué, M. Pierre Ferret, âgé de vingt ans, subissait une peine de trente mois d'emprisonnement. On ignore si la chute est due à un faux mouvement ou à un suicide.

Premier tiercé à 5 F

LA BAISSÉ DES ENJEUX A ÉTÉ DE 21 %

Au Pari mutuel urbain, jeudi 1^{er} janvier, la baisse des enjeux dans la course du tiercé a été de 21 % sur les sommes jouées le premier de l'an 1976. Le nombre des bordereaux a été en diminution de 30 %. Ce recul était attendu pour la première fois, jeudi, le tiercé était à 5 francs.

L'atmosphère était à la morosité et à la grogne dans beaucoup de bureaux parisiens du P.M.U. « Une telle augmentation n'est du vol. Je ne jouerai plus jamais », assurait un habitué de l'un d'entre eux, tandis qu'un autre parieur expliquait : « J'avais l'habitude de jouer six chevaux à 60 F. Ils sont passés à 100 F. Trop cher pour moi. Je ne joue plus que cinq chevaux à 50 F. » La direction du P.M.U. prévoit cependant une remonte des enjeux dès la fin de janvier, notamment à l'occasion du Prix d'Amérique.

Avant agrandissement

LIQUIDATION

(par autorisation préfectorale)

De tout le stock de Vêtements de Luxe
et Chemiserie pour Hommes

2 - 3 - 5 JANVIER

Costumes - Vestes - Pantalons
Imperméables - Pardessus - Chemiserie
Pulls - Peausserie - Fourrures
et quantité d'autres articles

Diffusion :
TED LAPIDUS
RENOMA - D. HECHTER

ANTHONY

142, bd Saint-Germain, 75006 PARIS

Ouvert de 9 h. 30 à 17 h. 30

Métro ODEON

En janvier chez Old England

Costumes-vestons
sur mesure
au prix spécial de 1750 F

Coupés dans nos tissus exclusifs : peigné, saxony, tweed, flanelle, etc. Importés d'Angleterre, chemises : 54F, pyjamas : 58F. Importés d'Ecosse, pull-overs en shetland : 79 F.

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

مكتبة من الأصل